

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES FONDATIONS POLITIQUES ALLEMANDES ET LA
DEMOCRATISATION DE LA TUNISIE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

HEDI ATTIA

SEPTEMBRE 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire de recherche a été rendue possible par plusieurs personnes :

-En premier lieu je tiens à remercier mon professeur et directeur de mémoire, M. Romain Lecler pour sa disponibilité durant toutes les phases qui ont conduit à la rédaction de ce mémoire à travers ses conseils, ses critiques, ses recommandations et sa patience.

-L'ensemble des personnes interrogées durant mon travail de recherche et qui ont accepté de m'apporter des éclairages précieux et d'enrichir ma réflexion.

-Tous mes proches qui m'ont apporté soutien et réconfort durant les moments de doute

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
Présentation de l’objet de recherche.....	2
Problématique de recherche	3
Cadre théorique	6
Méthodologie et matériel empirique de recherche :	10
CHAPITRE I : REVUE DE LITTERATURE	16
1) Les fondations politiques allemandes : acteur unique promouvant une conception allemande de la démocratie.....	16
2) L’émergence d’une société civile internationale productrice de nouvelles normes	19
3) La « réussite » de la démocratisation de la Tunisie	24
CHAPITRE II :	34
LES FONDATIONS POLITIQUES ALLEMANDES COMME INSTRUMENT DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE L’ALLEMAGNE : ORIGINIES ET CARACTERISTIQUES.....	34
1) L’Allemagne au lendemain de la seconde guerre mondiale : de la nécessité de redorer une image sur la scène internationale	35
1.1- Origines et créations des fondations.....	35
1.2- Une nouvelle politique d’aide au développement dans le contexte de guerre froide.....	37

2) Des acteurs transnationaux imbriqués dans une multitude de champs de pouvoir	39
2.1 L'ancrage gouvernemental et administratif : les financements publics des fondations.....	40
2.2 Les ressources partisans pluralistes.....	42
2.3 Les ressources diplomatiques	44
3) Les fondations politiques dans les transitions démocratiques : culture démocratique, alliances partisans et soutien matériel.....	46
2.1 L'encouragement de la « culture démocratique » : jeunesse et citoyenneté..	46
2.2 Alliances partisans : difficultés et rétributions.....	48
CHAPITRE III	52
L'ACTION DES FONDATIONS ALLEMANDES EN TUNISIE : DE L'AUTORITARISME A LA REVOLUTION	52
1) Les fondations politiques dans le contexte autoritaire 1956-2011	53
1.1 Une présence ancienne mais discrète.....	53
1.2 Encourager la démocratie dans un régime autoritaire : contraintes institutionnelles et paradoxes.....	55
2) Le bouleversement révolutionnaire de 2011 : reconfigurations et nouveaux projets	59
2.1 Une nouvelle importance du contexte tunisien qui impacte le rôle des fondations.....	59
2.2 Une professionnalisation renforcée des fondations politiques	63
3) Les premiers programmes d'assistance à la démocratisation en 2011	65
1.1 De nouvelles opportunités de partenariat : coopter les élites postrévolutionnaires.....	66

2.2 Réussir le processus électoral et constitutionnel et professionnaliser l'élite politique	68
CHAPITRE IV	72
PROMOUVOIR LA DEMOCRATISATION PAR LE RENFORCEMENT DES STRUCTURES POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES	72
1) Diffuser la démocratie par l'appui technique de la société civile tunisienne et ses relais	73
1.1 Professionnaliser le travail associatif et la gouvernance administrative.....	74
1.2 S'adapter aux besoins locaux et promouvoir un partenariat tuniso-allemand	80
2) Promouvoir la culture démocratique à travers l'éducation politique : jeunesse et dialogue politique	84
2.1 Former et favoriser l'engagement de la jeunesse tunisienne	85
2.2 Favoriser le dialogue et l'échange des élites politiques et sociales	92
2.3) Diffuser des normes à travers l'expertise	96
CHAPITRE V	100
LES PARTICULARITES DE LA COOPERATION ALLEMANDE EN TUNISIE A TRAVERS SES FONDATIONS	100
1) Adapter l'identité politique de la fondation à la réalité locale	101
1.1) La soutien de la fondation Adenauer au parti Nidaa Tounes	102
1.2) Le cas de la fondation Heinrich Böll : la priorisation des libertés individuelles sur les questions environnementales	103
2) Les lieux publics d'échange : convergences et particularités des fondations ...	106
3) Les alliances stratégiques des fondations : Pluralisme et longévité des partenariats avec la société civile	111

3.1 Une présence largement dominée par les ONG dans les partenariats	111
3.2 Des identités partisans qui se réaffirment dans le type de partenariat	113
3.3 Des partenariats longs qui s'inscrivent dans le long terme.....	115
4) Une approche spécifique de l'assistance démocratique allemande par rapport aux autres acteurs internationaux en Tunisie	116
4.1. Le cas des USA : la concentration des moyens sur les affaires publiques .	116
4.2 Le cas des autres coopérations européennes.....	118
CONCLUSION.....	123
Bibliographie.....	129

RÉSUMÉ

Ce mémoire explore différentes facettes du travail des fondations politiques allemandes en Tunisie depuis que ce pays est entré dans une phase de transition démocratique en 2011.

Il part de l'intérêt pour l'implication d'acteurs internationaux dans un contexte de transition démocratique et dans la compréhension de leurs objectifs qui s'expriment à travers la mise en place de tout un ensemble de programmes d'assistance démocratique en faveur des forces politiques et sociales locales.

Nous avons choisi de prendre l'exemple des fondations politiques allemandes qui représentent un cas unique et original d'acteur international gravitant dans plusieurs champs de pouvoir : diplomatie, partis politiques, administration, société civile. Ces acteurs ont également la particularité d'avoir été présents dans la plupart des transitions démocratiques de la fin du XXe siècle (Europe, Amérique Latine, Asie).

L'étude de ces organisations a permis de voir qu'elles défendent une conception particulière de la démocratie, en promouvant des programmes socioculturels qui englobent de larges problématiques politiques, économiques et sociales.

Particulièrement actives auprès de la société civile en Tunisie, elles ont accompagné et soutenu la plupart des forces sociales actives dans le pays (partis, syndicats, associations, médias), faisant de la démocratie un enjeu ne se résumant pas seulement à la dimension électorale. Leur action montre également l'expressions de particularités propres à chaque fondation qui entrent en écho avec leur identité politique partisane en Allemagne.

INTRODUCTION

L'année 2011 a représenté un tournant dans l'histoire du monde arabe. Le début des révoltes populaires printemps arabes a marqué un espoir de démocratisation dans la région après ce qui était perçu comme des années d'immobilisme. Le monde arabe n'avait en effet pas été touché par les vagues de démocratisations qui ont eu lieu dans les années 1980 et 1990 en Europe de l'Est et en Amérique Latine. Les premières révoltes populaires, qui arrivent à faire chuter rapidement deux régimes autoritaires en Tunisie et en Égypte, et qui touchent la plupart des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient suscitent au départ l'enthousiasme de l'opinion publique internationale et un espoir pour la région.

L'issue de ces mouvements révolutionnaires est moins idyllique que les premiers espoirs ne le laissent croire. Au Moyen-Orient, on a assisté à des guerres civiles dans des pays comme le Yémen ou la Syrie ou à l'écrasement de la révolte comme au Bahreïn¹. En Afrique du Nord, cela a abouti à une réforme constitutionnelle encadrée par le régime en place au Maroc², à une restauration autoritaire en Égypte suite à la destitution de Mohamed Morsi³, ou encore à un affrontement armé en Libye⁴.

A ce titre, la trajectoire de la Tunisie fait figure « d'exception ». Le pays est le seul à avoir engagé un processus de démocratisation plus ou moins réussi : rédaction d'une nouvelle constitution, organisation réussie de plusieurs élections successives (constituantes, présidentielles, législatives, municipales), alternance du pouvoir, et une relative stabilité politique. Au niveau international, la transition tunisienne est mise en

¹ Voir : Pellas, M. (2016). La révolte étouffée de Bahreïn . Cairn.info, 147(6), 55-55.

² Desrues, T. (2012). Le Mouvement du 20 février et le régime marocain : contestation, révision constitutionnelle et élections. *L'Année du Maghreb*, (VIII), 359-389. doi: [10.4000/anneemaghreb.1537](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1537)

³ Romani, V. (2014). Transition dictatoriale en Égypte. *Relations*, (774), 30-31.

⁴ Gallet, A. (2015). Les enjeux du chaos libyen. *Politique étrangère*, Été(2), 99. doi: [10.3917/pe.152.0099](https://doi.org/10.3917/pe.152.0099) ;

valeur par sa capacité à avoir réussi le dialogue entre ses différents courants politiques, avec notamment l’octroi, fin 2014, du prix Nobel de la paix au « quartet national »⁵.

Au niveau de la littérature existante, les publications sur la tournure du processus démocratique insistent surtout sur les facteurs internes à la Tunisie⁶. On a ainsi mis en lumière le rôle important de la société civile locale qui a permis de faire dialoguer des forces politiques adverses⁷. D’autres ont insisté sur des facteurs historiques ou sociologiques (faible rôle politique de l’armée notamment) ou sociologiques (présence d’une forte classe moyenne). Le rôle des acteurs internationaux dans le processus de démocratisation a été toutefois peu exploré jusqu’ici.

Présentation de l’objet de recherche

Mon mémoire cherche à montrer une facette de la transition démocratique en Tunisie à travers le travail de bailleurs de fonds internationaux dans l’assistance démocratique. La chute de l’autoritarisme a représenté une ouverture politique qui a rendu possible l’arrivée d’un grand nombre d’acteurs internationaux sur le territoire Tunisien depuis 2011 : fondations politiques, ONG, agences de développement ou de coopération ou diplomatie.

J’ai choisi de m’appuyer dans mon mémoire sur les fondations politiques allemandes en raison de l’originalité de ces acteurs. Il s’agit d’entités aux identités multiples et tirant leur légitimité d’une pluralité de ressources : étatiques, partisans, administratives et diplomatiques. Chaque fondation politique est « issue » d’un parti

⁵ La Tunisie reçoit le prix Nobel de la paix, selon Kam (2015), *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/10/12/la-tunisie-est-recompensee-par-le-prix-nobel-de-la-paix-vue-par-kam_4787528_3212.html

⁶ Bellin, E (2018) ‘The puzzle of democratic divergence in the Arab world: theory confronts experience in Egypt and Tunisia’, *Political Science Quarterly*, 133:3, 435–474

⁷ Ly Netterstrøm, K. (2016). The Tunisian General Labor Union and the Advent of Democracy. *The Middle East Journal*, 70(3), 383-398. doi: [10.3751/70.3.12](https://doi.org/10.3751/70.3.12) (15.p)

politique représenté au Bundestag, le parlement Allemand, et leur financement provient principalement de fonds publics à travers le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Il y a six fondations politiques allemandes actives qui sont identifiées comme suit :

- La Friedrich-Ebert-Stiftung, affiliée au Parti social-démocrate (SPD)
- La Konrad-Adenauer-Stiftung affiliée à l'Union chrétienne-démocrate (CDU)
- La Friedrich-Naumann-Stiftung affiliée au Parti libéral-démocrate (FDP)
- La Hanns-Seidel-Stiftung affiliée à l'Union chrétienne-sociale (CSU)
- La Heinrich-Böll-Stiftung affiliée au parti des Verts (Die Grünen)
- La Rosa-Luxemburg-Stiftung affiliée au parti de Gauche (Die Linke)

L'ensemble de ces fondations dispose d'un bureau local en Tunisie. Le bureau Tunisien de la fondation Ebert est devenu depuis 2011 la structure la plus importante à l'étranger avec plus de 40 personnes employées. Les fondations ont fait l'objet de plusieurs recherches dans la littérature des sciences politiques et des relations internationales.

Problématique de recherche

Les fondations politiques allemandes constituent un « *exemple rare d'un acteur transnational ayant participé à la quasi-totalité des vagues de démocratisation du second XXe siècle* »⁸ : Europe de l'Est, Amérique Latine, Asie centrale, Afrique. Le printemps arabe a toutefois surpris beaucoup de diplomates occidentales⁹ qui n'avaient pas prévu l'ampleur des révoltes populaires à venir. Notre objectif est de comprendre les caractéristiques du travail des fondations politiques allemandes dans le contexte de la transition démocratique en Tunisie. Que nous dit leur travail sur leur conception de

⁸ Dakowska, D. (2004). Les fondations politiques allemandes en Europe centrale. *Critique internationale*, 24(3), 139. doi: 10.3917/crit.024.0139

⁹ Jérémie Cornut (2015), "To be a diplomat abroad: Diplomatic practice at embassies", *Cooperation and Conflict*, vol.50, n°3, p. 385-401.

la démocratie ? Quels types de cadres cognitifs ces organisations diffusent-elles sur le terrain ? Comment le contexte local oriente-t-il leur action ? Observe-t-on une différence au niveau des idées diffusées entre les fondations politiques qui et le respecterait leur identité partisane et idéologique ?

Dans un article sur les fondations allemandes en Asie centrale, Pierobon¹⁰ estime que les fondations inscrivent leur action afin de réaliser les « trois phases de la transition » : libéralisation, démocratisation et consolidation. Nous retrouvons cette logique dans le contexte tunisien. Les fondations politiques soutiennent la libéralisation politique à travers le pluralisme en soutenant les structures des organisations politiques, associatives et syndicales. La démocratisation est marquée par l'adoption par le nouveau de nouvelles législations rompant avec l'ordre ancien. Cette dimension se retrouve également dans le travail des fondations avec l'organisation de tables rondes, de lieux d'échange sur des questions législatives ou institutionnelles : mise en place de la cour constitutionnelle, droit des minorités, décentralisation. Enfin la consolidation, qui suppose l'institutionnalisation des nouvelles pratiques démocratiques par les acteurs sociaux, est constamment encouragée à travers les différents projets d'encouragement des valeurs démocratiques au sein des organisations politiques et sociales.

Les travaux préalables réalisés sur les fondations nous amènent à nous poser la question de l'homogénéité ou non de ces organisations. Pour Petiteville¹¹, les organisations internationales se caractérisent par une « *tension entre la dépolitisation et la politisation* ». Un certain type de dépolitisation s'exprime au sein de organisations internationales qui est la dépolitisation normative : les organisations internationales mettent en avant des objectifs consensuels auxquels peuvent adhérer tous les acteurs,

¹⁰Pierobon, C. (2017). German Political Foundations in Central Asia: Promoting Democracy Through Civil Society. *European Journal of Social Sciences Education and Research*, 9(1), 80. doi: 10.26417/ejser.v9i1.p80-86 (8.p)

¹¹Petiteville, F. (2016). Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales ? *Gouvernement et action publique*, 3(3), 113. doi: 10.3917/gap.163.0113 (16.p)

s'affranchissant de toute connotation idéologique. Cette forme de dépolitisation s'illustre selon l'auteur dans le nom des programmes de l'ONU : développement durable, développement humain, patrimoine de l'humanité...

Compte tenu de l'ensemble des contraintes pesant sur les fondations (contraintes institutionnelles, rapport de forces locaux), une des hypothèses que nous formulons est que les fondations, malgré leurs différences, produisent des discours consensuels davantage centrés sur les droits humains, ce qui les amènerait à modérer leurs convictions et à défendre des thèmes plus en phase avec les réalités locales.

Par dépolitisation, nous ne sous-entendons pas que le travail des fondations devienne totalement apolitique. Nous entendons par politisation l'expression d'un « *mode d'expression et de prise en charge des conflits* »¹². La dépolitisation dans notre sujet de recherche survient quand les cadres normatifs consensuels centrés sur les questions de libertés politiques, de pluralisme ou de démocratie prennent le pas sur d'autres sujets politiques qui devraient davantage orienter les discours des fondations politiques. On pourrait parler de « dépolitisation normative »¹³ des organisations internationales où celles-ci créent un « *un solide échafaudage normatif* » visant à légitimer leur action. Les mots d'ordre, consensuels et humanistes servent à écarter toute controverse de type idéologique ou partisane.

A côté des fondations allemandes, d'autres coopérations internationales (américaines et européennes) travaillent en Tunisie. A la différence des fondations allemandes, celles-ci semblent privilégier les questions électorales ou d'affaires publiques, observation confirmée par Holthaus¹⁴. Les coopérations européennes

¹² DUCHESNE, S., HAEGEL, F. (2004), « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54 (6), 54, p. 877-909.

¹³ Petiteville, F. (2016). Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales ? *Gouvernement et action publique*, 3(3), 113. doi: [10.3917/gap.163.0113](https://doi.org/10.3917/gap.163.0113)

¹⁴ Holthaus, L. (2019). Is there difference in democracy promotion? A comparison of German and US democracy assistance in transitional Tunisia. *Democratization*, 26(7), 1216-1234. doi: 10.1080/13510347.2019.1618832

travaillent également sur des thèmes semblables mais sans développer de lien organique avec les organisations de la société civile comme le font les fondations allemandes. A travers ces différents enjeux théoriques et ces questionnements de recherche, je chercherai, durant mon mémoire, à comprendre ce qui fait la spécificité de l'assistance démocratique fournie par les fondations allemandes en Tunisie et à répondre aux questions suivantes :

-Dans quelle mesure les fondations politiques allemandes diffusent-elles une conception particulière de la démocratie à travers leur travail en Tunisie ?

-Comment accompagnent-elles le processus de transition démocratique sur le long terme ?

-Est-ce que malgré leurs divergences, les fondations relèvent d'une même forme d'institutionnalisation de la diplomatie publique allemande – par rapport à d'autres formes d'institutionnalisation dans d'autres pays (USA, France, etc.) ?

-Est-ce que leur action dans un contexte de transition démocratique les rend moins différentes les unes des autres que dans d'autres contextes ?

-Est-ce que l'adaptation aux contraintes locales / la recherche de partenaires locaux diffère d'une fondation à une autre ?

Cadre théorique

Pour appréhender les fondations politiques allemandes, nous comptons nous appuyer sur ce qui fonde leur spécificité : le caractère multidimensionnel de leurs activités. Nous utiliserons notamment la notion de « champ interstitiel » qu'utilise Medvetz pour parler des think tanks américains et que reprend Dorota Dakowska dans son livre sur les fondations. Nous avons montré dans la précédente partie que les fondations allemandes différaient des think tanks. Toutefois, nous mobilisons le concept de champ interstitiel car celui-ci se révèle assez pertinent et représentatif des logiques de travail propres aux fondations politiques.

Les fondations politiques allemandes occupent une position multidimensionnelle qui impacte directement leur mode d'action. Medvetz a évoqué un « champ interstitiel »¹⁵ pour évoquer les think tanks aux Etats-Unis, concept qui nous semble également pertinent pour notre objet de recherche. Les fondations s'inscrivent à la fois dans un espace savant (production de l'expertise), militant (activisme partisan), coopératif (mise en place de projets d'assistance ou de développement) et diplomatique (rayonnement de l'Allemagne, facteur de reconnaissance internationale pour leurs partenaires).

L'analyse que fait Medvetz sur les think tanks américains est pertinente pour notre sujet de recherche. Bien que les fondations politiques ne peuvent être désignées exclusivement comme des think tanks, elles entretiennent des similitudes dans leurs modes d'action. Dans les deux cas, il s'agit d'organisations dont l'action se déroule au croisement de plusieurs sous-espaces et champs : le savoir, le politique, l'administratif et le médiatique. La principale caractéristique du champ des think tanks est de se positionner dans l'entrecroisement de l'ensemble de ces phénomènes.

Cela se matérialise dans leur action concrètement par la nécessité de gagner l'ensemble de ces gains : constituer un réseau politique et intellectuel, être visible publiquement par l'intermédiaire médiatique et bénéficier d'un soutien financier permettant la viabilité de leurs activités. Les think tanks s'appuient donc sur « un capital d'hybridité » qui les amène à recruter et s'allier avec des agents polyvalents et aux compétences multiples qui peuvent toucher l'ensemble de ces champs. Il est important pour eux selon Medvetz de toucher plusieurs champs et de ne pas apparaître comme lié intrinsèquement à un parti politique particulier. C'est là où se situe une divergence cruciale avec les fondations, puisque celles-ci sont de fait

¹⁵ Medvetz, T. (2014). *Think tanks in America*. Chicago, Ill. : Univ. of Chicago Pr.

institutionnellement liées à un parti politique dont elles dépendent notamment financièrement.

La notion de champ interstitiel reste pertinente pour analyser et comprendre les fondations allemandes. Ces dernières, à l'instar des think tanks sont constituées d'acteurs dont la principale mission est « *d'opérer une médiation entre différents champs (...) en tant que courroie de transmission entre savoirs et politiques publiques* »¹⁶. Les fondations en Tunisie doivent investir elles-aussi différents champs : société civile, partis politiques, leaders d'opinion, experts... C'est l'établissement de relations amicales entre les acteurs issus de tous ces champs qui constitue leur légitimité auprès des autorités allemandes sur l'efficacité de leur travail sur le terrain. De même, elles ont auprès des acteurs locaux une légitimité grâce à leurs images d'organisations internationales prestigieuses et de leurs réseaux transnationaux.

Même si elles cultivent l'image d'organisations indépendantes, les fondations politiques sont dans une relation d'interdépendance avec l'ensemble des champs institutionnels où elles opèrent. Elles offrent à leurs partenaires des moyens de concrétiser certains de leurs projets, leur font accéder à une reconnaissance au niveau international. Mais ces partenaires offrent à la fondation un accès aux élites politiques locales, un nouveau réseau de décideurs qui leur permet de justifier leur action auprès de l'Etat Allemand. Cela peut amener à faire à l'instar des think tanks un « *un numéro d'équilibre complexe* »¹⁷ afin de ne pas paraître trop lié à un champ particulier. Les fondations mettent en avant leurs projets auprès de la société civile auprès des médias publics, mais leur coopération avec les partis politiques par exemple se déroule dans un cadre plus discret et restreint. C'est donc « *un univers social particulier* »¹⁸ à l'intersection de plusieurs champs institutionnels.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

Comme nous l'avons précédemment indiqué, la grande particularité des fondations allemandes se trouve dans leur imbrication entre différentes logiques : diplomatie, expertise, partis politiques, activisme international. Si cette spécificité constitue une difficulté pour définir ces entités, elle est également la clé de compréhension de leur action car c'est « *l'appartenance simultanée des fondations aux différents champs institutionnels qui constituent leur ressource principale* »¹⁹.

Les travaux sur les fondations allemandes se sont souvent penchés sur l'un de leurs aspects exclusifs : travail partisan, projets de coopération, relais de la diplomatie allemande. Il nous semble toutefois important de relier l'ensemble de ces dimensions dans notre analyse afin de comprendre les modes d'action des fondations.

Les fondations allemandes agissent suite à l'interaction d'un ensemble d'institutions interdépendantes de leurs acteurs (les professionnels des fondations interagissent aussi bien avec les leaders de leurs partis politiques, des hauts fonctionnaires de l'Etat Allemand, ou les ambassades locales). Cette « approche décloisonnée » et les rôles multiples qu'elles remplissent constitue leur force et leur principal mode de légitimation qui leur donne accès à de larges ressources humaines et matérielles.

C'est cette spécificité qui les mettra dans des rôles pluriels dans leur action. Elles sont à la fois des bailleurs de fond de leurs partenaires locaux (qui prennent en charge ensuite la mise en place concrète des projets). Tout comme elles peuvent être des acteurs qui mettent sur la table les problématiques urgentes à traiter, choisir le public cible et orienter les thématiques à aborder. C'est dans cette configuration qu'elles se retrouvent comme productrices de normes, de cadres cognitifs et savants.

Par leur lien intrinsèque avec l'Etat allemand, elles contribuent au rayonnement diplomatique et culturel de ce dernier. Elles permettent également grâce à leurs réseaux

¹⁹ Dakowska, D. (2014). *Le pouvoir des fondations: des acteurs de la politique étrangère allemande*. Rennes : Presses Univ. de Rennes. P.13

partisans transnationaux de faire accéder à une reconnaissance internationale des acteurs locaux partenaires qui auraient auparavant isolés et qui n'y auraient pas eu accès.

Pour observer et étudier ces organisations, il ne faudra pas seulement prendre en compte la variable de l'affiliation partisane et idéologique de chaque fondation, mais observer l'ensemble des contraintes qui pèsent sur leur travail : directives diplomatiques, situation politique et sociale dans leur terrain d'action, structure de l'organisation.

Méthodologie et matériel empirique de recherche :

Notre recherche s'appuie sur des données qualitatives et quantitatives. Afin de bien expliciter notre démarche, nous allons tout d'abord présenter notre rapport actuel au terrain de recherche, et les outils que nous comptons mobiliser pour enrichir notre connaissance.

Observations ethnographiques et entretiens

Mon intérêt pour les fondations popoditlitiques allemandes est justifié par une expérience professionnelle et personnelle. J'ai en effet été assistant de projet de la fondation Ebert durant l'année 2019 ainsi que stagiaire pendant trois mois en 2017. De fait, j'ai un accès privilégié au terrain de recherche et aux acteurs professionnels de la fondation Ebert en particulier. Ceci m'a facilité la tâche pour l'accès au terrain de recherche, puisque je disposais déjà de certains contacts. Mes expériences professionnelles me permettent en outre de connaître le fonctionnement interne, les procédures et les enjeux qui peuvent avoir lieu au sein d'une fondation politique.

Cette position particulière peut toutefois comporter quelques biais. Comme l'indique Remi Lefebvre²⁰, le chercheur ne maîtrise jamais son identité avec ses enquêtés. Dans son article il évoque sa propre position de chercheur étudiant le parti socialiste français, alors qu'il est en même temps adhérent de ce parti. Cette position particulière lui permet durant ses entretiens avec les militants (qui sont aussi ses camarades) de se dégager de la position « intimidante »²¹. Toutefois, cela peut également avoir le risque de limiter l'accès à certaines informations qui sortiraient du cadre de discussion habituel entre anciens collègues.

Recherche et analyse des normes

Pour tenter de dégager de grandes tendances sur le contenu des normes diffusées par les fondations, j'ai essayé de créer une base de données quantitatives à partir des communications des fondations. Mes observations ethnographiques sur le terrain durant mon passage à la fondation Ebert ne permettaient de donner des indications que sur cette fondation uniquement. Afin d'avoir une plus grande vue d'ensemble et d'obtenir l'analyse la plus empirique possible, j'ai étendu la recension à l'ensemble des fondations politiques présentes en Tunisie et sur le plus grand nombre possible d'événements.

Je me suis rendu sur les canaux officiels à travers lesquels communiquent les fondations politiques, à savoir leurs sites internet et leurs comptes sur les réseaux sociaux. Les fondations politiques annoncent et font souvent la promotion des événements publics qu'elles organisent, afin d'attirer un public curieux susceptible de se rendre à ces lieux d'échange ou pour d'une manière plus générale, faire la promotion de leur action en Tunisie. Il est à noter que les événements communiqués sur internet concernent surtout les deux dernières années (2020 et 2019), où la communication sur

²⁰ Lefebvre, R. (2010). « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS. *Revue internationale de politique comparée*, 17(4), 127. doi: 10.3917/ripc.174.0127

²¹ Ibid.

internet a pris une plus grande dimension, surtout avec la pandémie de covid-19 qui a amené à dématérialiser certains événements et à les mettre en ligne.

Nous avons, à partir des différentes informations disponibles sur internet, constitué une base de données pour tenter de dégager les grandes tendances dans les thèmes que les fondations politiques mettent en avant dans les événements publics organisés en Tunisie. La période étudiée ne permet pas de couvrir toute la période de l'action des fondations depuis la démocratisation en 2011, ce qui aurait pu nous donner des indications sur l'évolution de leur action au cours du temps et l'impact du contexte politique et social local. Toutefois, nos données permettent de dégager et d'illustrer de grandes tendances dans l'action des fondations politiques, à savoir la convergence sur certains thèmes et de grandes lignes directrices communes, tout en permettant l'affirmation de certaines problématiques économiques ou sociales propres à chaque fondation.

Biais potentiels dans la recherche

Ma position particulière au terrain de recherche a des avantages quant à l'accessibilité au terrain mais comporte également certains biais d'analyse. J'ai en effet des relations de confiance et complicité avec plusieurs anciens collègues et un intérêt pour les projets mis en place par les fondations politiques en Tunisie. Cela a pu limiter partiellement ma critique envers les discours véhiculés par les acteurs. J'entends ici surtout la reprise des discours officiels des fondations qui sont développés par les enquêtés lors des entretiens.

Contrairement à un terrain de recherche que le chercheur découvre totalement, et avec lequel il a une certaine distance, il pouvait être plus difficile dans ma situation d'adopter une posture plus critique des discours véhiculés par les acteurs (employés) et les fondations. Avec le recul, cela a sans doute constitué une gêne et m'a

potentiellement empêché d'explorer d'autres problématiques de recherche (relations de travail, divergences internes au sein des organisations, clivages).

En tant que jeune étudiant de nationalité tunisienne, il faut également souligner la difficulté à envisager ou analyser certains rapports de domination (notamment liés au genre pour mon cas précis) qui auraient également pu constituer un axe de recherche sur le terrain des coopérations internationales.

Pour compléter ces observations ethnographiques, nous avons observé des événements publics des autres fondations. Ces espaces représentent des lieux d'échanges et débats entre les acteurs partenaires des fondations politiques allemandes. L'analyse des interactions existantes dans ces lieux entre directement en résonance avec notre problématique de recherche.

Notre analyse se penchera sur le contenu des discours produits et échangés durant ces événements. Nous chercherons à observer les convergences et divergences entre les événements des différentes fondations. Il sera également intéressant de se pencher sur le profil des intervenants (formateurs, animateurs de séances) dans les séminaires et de voir là aussi s'il y a des convergences entre fondations (présence d'un même intervenant dans les projets de deux fondations politiques par exemple). Il est à noter qu'en raison de la situation de pandémie liée au COVID-19, beaucoup d'événements (conférences, séminaires) ont été réalisés par visioconférence et postés sur internet (souvent les pages Facebook ou les comptes Youtube des fondations), ce qui nous donne un accès direct au contenu de ces événements et nous permettra d'analyser les discours produits et diffusés.

Néanmoins, la forme de ces échanges limite certains phénomènes et les échanges sont plus « cadrés » et rigides que dans un cadre habituel. La parole est davantage monopolisée par les intervenants avec moins d'intervention du public. Pour le chercheur, c'est également l'impossibilité de discuter directement avec les participants à ces événements et d'avoir leur retour, leur analyse et leur perception

éventuelle du rôle des organisations internationales dans la démocratisation de la Tunisie.

Il est à préciser que les événements dont on parle ici sont organisés publiquement. Ce n'est pas le cas des sessions de formation destinées aux partenaires des fondations et qui se déroulent dans un cadre plus restreint. Il est plutôt difficile d'accéder à ces espaces lorsqu'on est un observateur extérieur, mais ayant assisté à plusieurs sessions de la sorte au sein de la Friedrich-Ebert, je possède une idée assez précise sur le fonctionnement de ces formations. Les entretiens avec des personnes dans d'autres fondations politiques pourront constituer un point de comparaison pertinent avec les observations que je possède déjà.

Mon mémoire s'appuie sur quatre entretiens réalisés avec des professionnels des fondations allemandes en Tunisie au sein des fondations Friedrich-Ebert, Konrad Adenauer et Heinrich Böll. Trois d'entre eux sont des expatriés allemands et le quatrième est un local. J'ai pris contact avec l'ensemble des fondations allemandes présentes en Tunisie. L'accès a été facile en ce qui concerne la fondation Ebert, au vu des contacts et des liens existant avec mes anciens collègues. J'ai envoyé des mails et essayé de prendre directement contact par téléphone les enquêtés potentiels, en téléphonant au siège des fondations. Plusieurs de mes sollicitations sont malheureusement restées sans réponse. La situation pandémique a joué un rôle négatif dans ce contexte. En temps ordinaire, la tenue des événements publics organisés par les fondations aurait pu être une occasion de discuter directement et d'aborder les acteurs professionnels directement et de créer plus facilement une relation de confiance.

Notre mémoire se déclinera en cinq chapitres. Nous opérerons une revue de littérature dans le premier chapitre qui explorera les travaux sur les fondations allemandes, les organismes internationaux de démocratisation et sur la démocratisation de la Tunisie. Dans le deuxième chapitre, nous reviendrons sur la création des

fondations politiques en Allemagne et le contexte politique qui a rendu possible la naissance de ce type particulier de coopération internationale. Dans le troisième chapitre, nous étudierons l'histoire des fondations allemandes en Tunisie, depuis le début de leur présence durant la période autoritaire jusqu'à la révolution de 2011. Nous verrons dans le troisième chapitre en quoi les modes d'action des fondations allemandes expriment une conception particulière de la démocratie de ces acteurs. Enfin, il sera question dans le quatrième chapitre d'une étude des normes diffusées par chaque fondation et de la spécificité qu'elles représentent par rapport aux autres coopérations internationales.

CHAPITRE I : REVUE DE LITTERATURE

Notre revue de littérature mobilisera les publications dans trois grands axes : les fondations politiques allemandes, la société civile de l'international et la transition démocratique en Tunisie. La première partie explorera différents travaux sur les fondations politiques allemandes, qui constitue un lien direct avec le sujet de recherche du mémoire. La deuxième partie analysera l'émergence de nouveaux acteurs internationaux, qui s'organisent comme une société civile internationale, en accordant une attention particulière aux normes qu'ils participent à diffuser dans le champ international. La troisième partie étudiera les travaux qui se sont consacrés à la démocratisation de la Tunisie et à la perception de la littérature sur la transition démocratique et ses cheminements.

1) Les fondations politiques allemandes : acteur unique promouvant une conception allemande de la démocratie

Les publications se sont intéressées au rôle des fondations allemandes dans différents contextes régionaux et historiques : transitions démocratiques (Europe de l'Est, Amérique Latine), printemps arabe ou encore les révolutions colorées en Ukraine. L'ensemble des auteurs soulignent ainsi l'originalité de ces acteurs. Les fondations apparaissent comme étant un acteur unique des relations internationales opérant à l'entrecroisement de plusieurs logiques de pouvoir : partis, administration publique, expertise...

Des acteurs uniques de la démocratisation

Les fondations politiques allemandes sont pour Dakowska des « *Objets politiques difficilement saisissables* »²². Les fondations ne sont « *ni des organisations*

²²²² Dakowska, D. (2014). *Le pouvoir des fondations: des acteurs de la politique étrangère allemande*. Rennes : Presses Univ. de Rennes.

non gouvernementales (ONG), ni des agences gouvernementales, ni des instruments exclusifs des partis politiques, mais elles réunissent les caractéristiques de toutes ces entités à la fois »²³. Leur puissance matérielle est conséquente puisque les fonds publics dont elles disposent, « plus de 460 millions d'euros annuels, dépasse de loin l'ensemble des subventions publiques accordées aux partis politiques allemands »²⁴.

Les fondations bénéficient selon Dakowska de leur « *place originale dans le système institutionnel allemand – à cheval entre l'action publique et les dynamiques partisans* »²⁵. Son article rappelle que le transfert institutionnel de pratiques d'action publique ne peut être réduit à la dimension administrative ou gouvernementale. Il peut également être le fait d'entités semblables aux fondations allemandes (think tanks) qui diffusent des idées mais également « *du personnel, de l'expertise, des documents ou des forums de discussion* »²⁶. L'expertise toutefois « *reste localisée, le plus souvent dans les départements recherche des sièges des fondations en Allemagne et elle n'est pas forcément directement opérationnelle* »²⁷.

Une forte dimension politique

Le caractère éminemment politique des fondations est confirmé par leur composition. Plusieurs membres des conseils d'administration des fondations sont des « *responsables politiques, actifs ou en disponibilité – députés, ministres, ministres présidents, voire chanceliers (Helmut Kohl, Angela Merkel)* »²⁸. Ils sont souvent issus des principales instances de leurs partis politiques respectifs et ont occupé de hautes fonctions politico-administratives durant leur parcours.

²³ Ibid.

²⁴ Dakowska, D. (2013). *Les fondations politiques allemandes : des courtiers de la politique étrangère*, 6. (6.p)

²⁵ Dakowska, D. (2006). Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 13(4), 717. doi: 10.3917/ripc.134.0717

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

Les fondations politiques allemandes présentent des similitudes avec leurs homologues américaines selon Pinto-Duschinsky²⁹. On citera par exemple leurs liens organiques avec des partis politiques. Le NRI (National Republican Institute) est proche du parti républicain alors que le NDI (National Democratic Institute) est proche du parti démocrate. Contrairement aux fondations allemandes, les *think tanks* américains se focalisent surtout sur les processus électoraux et institutionnels, constat qu'on retrouve chez Holthaus³⁰. Là où les fondations américaines voient dans les élections le gage de réussite du processus démocratique, les fondations allemandes entendent la démocratisation comme un processus socio-économique de long terme. À partir de là, « *la société civile est conçue comme un acteur primordial de la réussite du processus de démocratisation* » selon Pierobon³¹. Cela a eu pour effet selon Brucker³² de favoriser « *les tendances démocratiques durant une longue période* » en Ukraine ce qui a eu une « *influence positive pour le développement d'une société civile et le développement de valeurs favorables à la démocratie* »³³.

Implication dans les récentes vagues de démocratisation

En Tunisie, un auteur comme Marzo³⁴ estime que le processus de démocratisation en Tunisie a eu une dimension internationale. Il illustre cela par le fait que les principales organisations sont en contact avec l'ensemble de la classe politique

²⁹ Pinto-Duschinsky, M. (1991). Foreign political aid: the German political foundations and their US counterparts. *International Affairs*, 67(1), 33-63. doi: 10.2307/2621218 (30.p)

³⁰ Holthaus, L. (2019). Is there difference in democracy promotion? A comparison of German and US democracy assistance in transitional Tunisia. *Democratization*, 26(7), 1216-1234. doi: 10.1080/13510347.2019.1618832

³¹ Pierobon, C. (2017). German Political Foundations in Central Asia: Promoting Democracy Through Civil Society. *European Journal of Social Sciences Education and Research*, 9(1), 80. doi: 10.26417/ejser.v9i1.p80-86 (8.p)

³² Brucker, M. (2007). Trans-national Actors in Democratizing States: The Case of German Political Foundations in Ukraine. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 23(2), 296-319. doi: 10.1080/13523270701317562

³³ Ibid.

³⁴ Marzo, P. (2019a). International democracy promoters and transitional elites: favourable conditions for successful partnership. Evidence from Tunisia's democratization. *Cambridge Review of International Affairs*, 1-23. doi: 10.1080/09557571.2019.1636765 (23.p)

tunisienne dans ses différentes tendances. Citant un acteur professionnel du NDI, il estime que leur travail a permis de « *réduire les confrontations idéologiques stériles* »³⁵. Le même auteur soutient la même thèse dans un autre article, considérant qu'il serait « *erroné d'expliquer le changement de régime sans prendre en compte les influences internationales* »³⁶ qui sont nécessaires aux acteurs locaux afin d'avoir une reconnaissance internationale.

Cette revue de notre première de section de littérature permet de souligner le caractère unique des fondations politiques allemandes dans le champ international. Elles sont les seules à être à l'entrecroisement de plusieurs champs de pouvoir (partis politiques, administration, diplomatie). La conception allemande de la démocratie, qui est au cœur de leur action, permet de comprendre la grande diversité de leur répertoire d'action et de leurs partenaires à l'étranger : partis politiques, syndicats, associations, experts, savants.

2) L'émergence d'une société civile internationale productrice de nouvelles normes

Les relations internationales contemporaines voient l'émergence de nouveaux acteurs transnationaux aux côtés des États. Ces nouveaux acteurs se sont souvent saisis des questions des droits humains ou de la promotion de la démocratie dans une dimension militante et activiste. Toutefois, la littérature s'est centrée, selon Lecler, Moribal et Bouagga,³⁷ sur les organisations internationales ou les diplomates alors qu'il faudrait élargir l'analyse à « *tous ceux dont l'activité professionnelle porte sur*

³⁵ Ibid

³⁶ Marzo, P. (2019b). Supporting political debate while building patterns of trust: the role of the German political foundations in Tunisia (1989–2017). *Middle Eastern Studies*, 55(4), 621–637. doi: 10.1080/00263206.2018.1534732 (16.p)

³⁷ Lecler, R., Morival, Y. et Bouagga, Y. (2018). Pour une ethnographie des professionnels de l'international. *Critique internationale*, N° 81(4), 9. doi: 10.3917/cii.081.0009 (11.p)

l'international »³⁸, ce qui nous semble la démarche à suivre. Ces nouveaux acteurs des relations internationales sont des diffuseurs de normes à l'échelle transnationale qui finissent par arriver à l'échelon local et à s'y institutionnaliser.

Circulation des normes

Le rapport entre le local et international dans la circulation des normes est l'objet d'étude chez Acharya³⁹. Selon l'auteur, les auteurs constructivistes ont trop eu tendance à privilégier un angle d'analyse partant du haut (l'international) vers le bas (le local). Or, la relation entre l'international et le local, selon lui, n'est pas asymétrique, les agents locaux peuvent se saisir des normes internationales pour les modeler et les adapter. Finnemore et Sikkink⁴⁰ s'intéressent ainsi à l'étude des normes dans la discipline des relations internationales ainsi qu'au rôle de ces dernières dans les changements politiques.

L'adoption de certaines normes internationales permet aux acteurs internationaux (les États, particulièrement) de se légitimer et de promouvoir leur image. Towns⁴¹ estime à ce titre que les normes contribuent à créer et structurer les hiérarchies sociales. Puisqu'elles définissent ce qui est acceptable et non, les normes créent des catégories entre les États qui les adoptent et ceux qui les rejettent. Ce constat peut être mis en relation avec les observations de Marzo⁴² sur le fait que les fondations allemandes et les acteurs internationaux en Tunisie ont été un moyen pour les élites

³⁸ Ibid.

³⁹ Acharya, A. (2004). How Ideas Spread: Whose Norms Matter? Norm Localization and Institutional Change in Asian Regionalism. *International Organization*, 58(02). doi: 10.1017/S0020818304582024 (36.p)

⁴⁰ Finnemore, M. et Sikkink, K. (1998). International Norm Dynamics and Political Change. *International Organization*, 52(4), 887-917. doi: 10.1162/002081898550789 (30.p)

⁴¹ Towns, A. E. (2012). Norms and Social Hierarchies: Understanding International Policy Diffusion "From Below". *International Organization*, 66(2), 179-209. doi: 10.1017/S0020818312000045 (30.p)

⁴² Marzo, P. (2019a). International democracy promoters and transitional elites: favourable conditions for successful partnership. Evidence from Tunisia's democratization. *Cambridge Review of International Affairs*, 1-23. doi: 10.1080/09557571.2019.1636765 (23.p)

politiques locales d'obtenir une reconnaissance internationale leur permettant de se légitimer.

Cette influence de l'international s'est matérialisée selon Burgeman⁴³ par le fait que les États cherchent à se conformer aux normes des droits de l'Homme en dépit de l'absence « *d'intérêts matériels* »⁴⁴. Les activistes humanitaires constituent des « *entrepreneurs moraux* »⁴⁵ dans un réseau transnational diversifié : organisations interétatiques, ONG, associations locales, agences privées, fondations, groupes religieux ou encore des agents gouvernementaux. Ce réseau transnational opère à la fois à l'échelle locale et internationale. Localement, ils accèdent au champ bureaucratique et administratif des États. Sur le plan international, ils s'impliquent de fait dans la diplomatie et deviennent des concurrents des États.

Institutionnalisation des normes au niveau international

Le besoin de reconnaissance internationale se manifeste, y compris chez les États autoritaires qui sont à la recherche des « *bénéfices internationaux de la démocratie* »⁴⁶ selon Hyde. Les États sont encouragés à faire venir des observateurs électoraux internationaux car cela peut démontrer leur potentielle ouverture politique aux yeux du monde. L'observation électorale est également perçue chez Santa Cruz⁴⁷ comme étant devenu un élément-clé de la réussite du processus électoral, et donc par là-même de l'existence d'un régime démocratique.

⁴³ Burgerman, S. D. (1998). Mobilizing Principles: The Role of Transnational Activists in Promoting Human Rights Principles. *Human Rights Quarterly*, 20(4), 905-923. doi: 10.1353/hrq.1998.0035 (18.p)

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Hyde, S. D. (2011). Catch Us If You Can: Election Monitoring and International Norm Diffusion: ELECTION MONITORING AND NORM DIFFUSION. *American Journal of Political Science*, 55(2), 356-369. doi: 10.1111/j.1540-5907.2011.00508.x (13.p)

⁴⁷ Santa-Cruz, A. (2005). Constitutional Structures, Sovereignty, and the Emergence of Norms: The Case of International Election Monitoring. *International Organization*, 59(03). doi: 10.1017/S002081830505023X (30.p)

Ces normes selon Barnett et Finnemore⁴⁸ définissent ainsi le « bon » et le « mauvais » comportement des Etats. Ils prennent l'exemple de la décolonisation comme norme ayant pu s'institutionnaliser sur la scène internationale. Le principe de souveraineté et d'autonomie des peuples a été inscrit dans la charte des Nations Unies alors même qu'un grand nombre de pays étaient sous l'égide des empires coloniaux.

Les promoteurs de la démocratie aux Etats-Unis : croisement entre militantisme et administration publique

La fin des années 1960 voit l'émergence aux Etats-Unis de nouvelles figures dans l'administration publique qui tirent leur légitimité de ressources militantes dans le domaine humain. La promotion de la démocratie est définie par Bush comme « *toute tentative par un ou des Etats d'encourager un autre Etat à se démocratiser, que ce soit dans le cadre d'une transition de l'autoritarisme vers la démocratie, ou dans le cadre d'une consolidation d'une nouvelle démocratie* »⁴⁹. Les leviers pour cette promotion de la démocratie peuvent être multiples : pressions diplomatiques, conditionnalités économiques, intervention militaire, programmes de coopération. Ces nouveaux acteurs vont notamment s'appuyer des organismes comme les Think tank, qui sont au croisement entre le champ administratif et le champ savant, et qui ont selon Medvetz⁵⁰ « *détrôné l'université de sa position de premier fournisseur d'expertise* ». ⁵¹

Ce croisement entre champ administratif et scientifique se retrouve dans les organisations philanthropiques américaines, qui sont « *Situées au croisement de la politique et du monde savant, fortement chargées d'idéologie* »⁵². La production savante

⁴⁸ ⁴⁸ Barnett, M. N. et Finnemore, M. (1999a). The Politics, Power, and Pathologies of International Organizations. *International Organization*, 53(4), 699-732. doi: 10.1162/002081899551048 (33.p)

⁴⁹ Bush, S. S. (2015). *The Taming of Democracy Assistance: Why Democracy Promotion Does Not Confront Dictators*. Cambridge : Cambridge University Press. doi: 10.1017/CBO9781107706934 (288.p).

⁵⁰ Medvetz, T. (2009). Les think tanks aux États-Unis: L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177(1), 82. doi: 10.3917/arss.176.0082

⁵¹ Ibid.

⁵² Dezalay, Y. et Garth, B. (1998). Droits de l'homme et philanthropie hégémonique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121(1), 23-41. doi: 10.3406/arss.1998.3242

leur permet de conquérir des positions de pouvoir au sein de l'administration américaine car c'est bien « *la reconnaissance étatique qui représente l'aboutissement de leurs efforts* ». ⁵³ Ils mobilisent pour ce fait deux stratégies : mobiliser l'opinion (à l'instar des activistes) et opérer des négociations avec les pouvoirs publics ce qui leur permet de « *jouer sur le double registre de la mobilisation publique et des négociations d'antichambre* » ⁵⁴.

Ces nouveaux acteurs de la politique étrangère américaine « *alimentent un marché international de la réforme des institutions d'État en pleine expansion* » pour Guilhot. ⁵⁵ Les activistes à travers leur travail mobilisent un capital social et symbolique, leur permettant d'affirmer leurs compétences afin d'investir le champ administratif par la suite. Ce sera par exemple le cas de toute une génération d'experts affiliés au NED (National Endowment for Democracy) qui a fait ses premiers pas dans l'activisme durant les années 60, avant d'aller progressivement vers des carrières au sein de l'administration américaine où ils ont occupé la fonction d'experts. Le constat de l'articulation entre science et administration publique est rejoint par Saunier ⁵⁶ pour qui les fondations philanthropiques américaines cherchent à investir l'administration publique par « *leur soutien à des entreprises qui visaient à définir et faire accepter des principes scientifiques pour présider à l'organisation et à l'accomplissement des tâches gouvernementales* » ⁵⁷.

Si nous avons pris l'exemple de ces nouveaux visages de l'administration américaine et des relations internationales car ils présentent quelques similitudes avec

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Guilhot, N. (2001). Les professionnels de la démocratie: Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain. Actes de la recherche en sciences sociales, 139(4), 53. Doi: 10.3917/arss.139.0053 (12.p)

⁵⁶ Saunier, P.-Y. (2003). Administrer le monde? Les fondations philanthropiques et la Public Administration aux États-Unis (1930-1960). Revue française de science politique, 53(2), 237. doi: 10.3917/rfsp.532.0237 (18.p)

⁵⁷ Saunier, P.-Y. (2003). Administrer le monde? Les fondations philanthropiques et la Public Administration aux États-Unis (1930-1960). Revue française de science politique, 53(2), 237. doi: 10.3917/rfsp.532.0237 (18.p)

les fondations américaines, notamment dans l'entrecroisement de plusieurs champs de pouvoir et qu'ils témoignent de nouvelles manières de faire dans les relations internationales.

3) La « réussite » de la démocratisation de la Tunisie

La Tunisie a été souvent considérée comme une « singularité » dans le monde à « *une idéalisation de l'expérience tunisienne* »⁵⁸. Ce succès se manifeste dans la réussite des processus électoraux dont la légitimité n'a jamais été contestée par les acteurs politiques ou la rédaction de la constitution qui a consacré les droits et libertés fondamentales. L'alternance pacifique du pouvoir à plusieurs moments montrerait également la volonté des élites à réussir ce processus. A l'opposé du cas Tunisien, on oppose souvent l'Égypte comme « *exemple de ce qu'il ne faut pas faire* »⁵⁹ où le processus a au contraire été marqué par la « confrontation », ou « l'exclusion »⁶⁰.

Le printemps arabe : entre espoir et désenchantement

Les publications sur les révolutions arabes ont été traversées par plusieurs séquences. Heurtaux⁶¹ retrace plusieurs publications sur le sujet et interroge la capacité des sciences sociales à témoigner ou analyser des événements du « moment présent ». Il remarque deux temps dans la littérature : une analyse (optimiste) des causes des révolutions, puis un désenchantement face aux trajectoires prises par la plupart des processus politiques et sociaux. La lecture des publications montre une « stupeur » continue des observateurs, tant lors du déclenchement des révoltes que lors des trajectoires politiques et institutionnelles post-révolutionnaires. Nous verrons dans notre

⁵⁸ Allal, A. et Geisser, V. (dir.). (2018). Tunisie: une démocratisation au-dessus de tout soupçon? Paris : CNRS éditions.

⁵⁹ Szmolka, I. (2017). Successful and failed transitions to democracy . JSTOR. Dans I. Szmolka (dir.), Political Change in the Middle East and North Africa (p. 349 378). Edinburgh University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.3366/j.ctt1pwt2rq.21>

⁶⁰ Ibid

⁶¹ Heurtaux, J. (2015). Rendre intelligible « l'après » d'une « révolution »: Monde arabe (2011-2015). Politix, n° 112(4), 176. doi: 10.3917/pox.112.0176

section trois grandes axes : les projets internationaux en Tunisie, le rôle de la société civile dans la préservation de la démocratie et enfin le rôle des élites politiques dans la construction d'un compromis.

Les acteurs internationaux et le processus de démocratisation en Tunisie

L'article d'Allal⁶² est écrit en 2010 avant le bouleversement révolutionnaire et politique de l'année 2011. Il étudie dans son texte des programmes de développement international au Maroc et en Tunisie. L'enjeu est de comprendre la portée réelle de ces programmes et dans quelle mesure ceux-ci sont « domestiqués » par les acteurs locaux. L'auteur dans ses observations de terrain décrit les acteurs professionnels de ces organisations comme « *une communauté restreinte, caractérisée par une grande porosité des frontières inter-organisationnelles et par un relatif effacement des identités institutionnelles* »⁶³. L'article évoque également une « rhétorique développementaliste » propre aux acteurs professionnels du développement, qui consiste en un « jargon » diffusant un discours technique dépolitisé. Les projets internationaux sont détournés de leurs objectifs initiaux à cause de la généralité et du flou de leur objectifs, les empêchant de dessiner des directives claires, mais également au rôle des acteurs locaux qui permettent de les réorienter au bénéfice des pouvoirs centraux dont ils dépendent.

Dans un autre article⁶⁴, Allal s'intéresse à des projets de développement au Maroc et en Tunisie. Là encore, il s'agit d'une enquête qu'il faut restituer dans son contexte, à savoir le régime autoritaire. Dans l'esprit des décideurs du Nord, le développement est un terme « *censé se rapporter à une idée et à un dispositif de réforme supposés produire à la fois le développement et la démocratisation dans les*

⁶² Allal, A. (2010a). Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des policy transfers à portée limitée. *Critique internationale*, n° 48(3), 97. doi: 10.3917/crii.048.0097 (19.p)

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Allal, A. (2010b). « Quand l'essentiel est de participer »: Sociologie politique de projets internationaux de développement au Maroc et en Tunisie. *Économie et Institutions*, (14), 95-116. doi: 10.4000/ei.199 (21.p)

pays du Sud »⁶⁵. La « participation » à ces programmes revient pour les agents en charge de la mise en place de ces programmes à encourager « la compréhension » ou « le consensus » dans les décisions gouvernementales. L'enquête montre également de la part des professionnels des institutions en charge de ces projets un « paternalisme » envers les populations locales. Les locaux eux se montrent sceptiques face à ces dispositifs qui sont aussi « *aussi une façon de contrôler, d'orienter ou même de discréditer la parole et la demande de certains.* »⁶⁶

Deforge⁶⁷ pointe le fait que tous les projets internationaux ne s'inscrivent pas forcément dans la même logique de « *circulation de normes et de dispositifs d'action publique préfabriqués(...) produites par les organisations internationales* »⁶⁸. Il s'appuie sur une enquête de terrain réalisée auprès d'un projet d'assistance parlementaire réalisé par PNUD auprès du parlement tunisien. Les acteurs professionnels de ce projet ne se sont pas appuyés sur des ressources internationales mais plutôt des ressources locales puisées notamment dans le droit. Les employés locaux du PNUD ont une grande marge de manœuvre par rapport au siège et sont de fait les principaux architectes du projet parlementaire. Cela se vérifie dans le choix des formateurs au cours des sessions réalisées avec les parlementaires tunisiens. On privilégie l'appel à des tunisien plutôt qu'à des étrangers car les premiers ont une meilleure connaissance du contexte. L'observation ethnographique menée par l'auteur montre que les principaux acteurs impliqués dans ces projets internationaux sont des « *Fonctionnaires nationaux, élus, collaborateurs politiques, militants* »⁶⁹ ce qui donne au projet un « *caractère décentralisé* »⁷⁰.

⁶⁵ Ibid

⁶⁶ Ibid

⁶⁷ Deforge, Q. (2019). Une expertise internationale sans « bonnes pratiques » : soutenir la professionnalisation du travail parlementaire dans la Tunisie d'après 2011. *Critique internationale*, N° 83(2), 127. doi: 10.3917/cii.083.0127 (18.p)

⁶⁸ Ibid

⁶⁹ Ibid

⁷⁰ Ibid

L'importance du dialogue interpartisan

Sophie Bessis⁷¹ synthétise les principaux événements ayant marqué le début de la transition démocratique. Selon l'auteur, la possibilité d'un dialogue et d'un consensus entre les forces politiques a été rendu possible par la conjonction de plusieurs facteurs : désaveu des islamistes, peur de ces derniers de subir un sort similaire à celui vécu par les frères musulmans. Elle évoque le rôle des diplomaties occidentales (Etats-Unis et Union Européenne) qui auraient « *fait pression pour la formation d'une coalition entre les deux premiers partis du pays*[Nidaa Tounes et Ennahdha en 2014], *accompagnés de quelques autres formations plus modestes.* »⁷². Cette grande alliance étant encouragée pour favoriser la stabilité politique du pays, qui est elle-même un gage de sécurité pour la région.

L'importance du rôle de la société civile et des mouvements sociaux

Dans un article retraçant l'histoire de la société civile tunisienne après l'indépendance, Sana Ben Achour⁷³ montre que ce champ a souvent été un enjeu de pouvoir. Constituant un foisonnement intellectuel du mouvement nationaliste Tunisien, la société civile est mise sous tutelle au lendemain de l'indépendance au service de l'Etat-Parti, sous le slogan de « l'union nationale ». Des luttes pour l'indépendance vis-à-vis du pouvoir central de telle ou telle organisation ont souvent lieu notamment avec les organisations syndicales de travailleurs (UGTT) ou étudiantes (UGET). L'Etat essaye notamment de bloquer les financements des associations et de s'en servir comme moyen de coercition. C'est le cas de l'Association des Femmes Démocrates

⁷¹ Bessis, S. (2015). Tunisie : les lendemains d'une révolution. *Confluences Méditerranée*, N° 94(3), 17. doi: 10.3917/come.094.0017 (10.p)

⁷² Ibid.

⁷³ Ben Achour, S. (2011). Société civile en Tunisie : les associations entre captation autoritaire et construction de la citoyenneté . Cairn.info. Dans *Les sociétés civiles dans le monde musulman* (p. 293-312). Paris : La Découverte. Récupéré de <https://www.cairn.info/les-societes-civiles-dans-le-monde-musulman--9782707164896-p-293.htm> (19.p)

(ATFD) qui voit le financement de l'un de ses projets (fait en partenariat avec l'Union Européenne et la Friedrich Naumann Stiftung) bloqué par le gouvernement.

Si la plupart des organisations de la société civile n'ont pas joué de rôle direct dans le déclenchement des soulèvements populaires, elles ont joué un rôle influent dans la transition. La Tunisie a connu ainsi un foisonnement associatif d'acteurs cherchant à contrôler le processus politique : association pour la transparence parlementaire (Al Bawsala), lutte contre la corruption (IWatch). La société civile s'inscrit là encore comme un « gardien du temple »⁷⁴ (expression reprise à Pierre Rosanvallon) visant à prévenir les éventuels abus commis par les acteurs au pouvoir. Au vu de cette situation, la Tunisie constitue « *le principal laboratoire d'observation du contre-pouvoir et de la lutte pour la démocratie des sociétés civiles dans la région MENA* »⁷⁵.

Gobe et Chouikha⁷⁶ soulignent le rôle qu'a joué la société civile Tunisienne durant le processus de rédaction de la constitution. Ses éléments sécularistes notamment grâce à leurs travaux de « contre-expertise » ont pu incliner certains textes des premières versions constitutionnelles vers des approches moins conservatrices : introduction de la liberté de conscience, modification de certaines expressions en rapport à la religion pour en donner des dimensions moins normatives dans la législation. Ces actions parmi d'autres montrent que ces acteurs s'inscrivent dans le champ d'une « démocratie de surveillance » (Rosanvallon⁷⁷), constituant un contre-pouvoir aux autorités en place. La société civile serait le garant face aux « abus » éventuels des gouvernants ou du retour aux pratiques autoritaires de l'ancien régime. Elle est aussi vue comme pouvant constituer une plateforme de discussion pouvant

⁷⁴ Pérez-Beltrán, C. et Álvarez-Ossorio, I. (2017). Civil society and social movements . JSTOR. Dans I. Szmolka (dir.), *Political Change in the Middle East and North Africa* (p. 190-209). Edinburgh University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.3366/j.ctt1pwt2rq.14>

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Gobe, É. et Chouikha, L. (2014). La Tunisie politique en 2013 : de la bipolarisation idéologique au « consensus constitutionnel » ? 1. *L'Année du Maghreb*, (11), 301-322. doi: [10.4000/anneemaghreb.2340](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2340)

⁷⁷ Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*. Paris, Seuil, 2006, 345 p.

rapprocher les points de vue entre les partis politiques avec l'initiative de « dialogue national » portée surtout par le centrale syndicale UGTT.

Netterstrøm⁷⁸ s'intéresse au rôle de l'UGTT dans la transition démocratique. Elle rappelle que l'essentiel de la littérature scientifique sur les pays arabes considérait que l'essentiel de la société civile était « cooptée » par l'Etat autoritaire. Or, le rôle qu'a joué le syndicat ouvrier en Tunisie montre que cette donnée n'est pas forcément contradictoire avec une perspective de démocratisation. Malgré une « complicité de leadership », le syndicat était le théâtre de luttes internes pour l'indépendance de l'organisation : élections des congrès régionaux, les grèves sectorielles, l'insurrection du bassin minier en 2008. L'auteur invite à relativiser l'idée que des organisations non indépendantes ne seraient pas en mesure de soutenir ou un d'enclencher un changement démocratique. Il ne faut pas chercher à étudier uniquement une « société civile pûrement indépendante qui n'a jamais existé » dans un régime autoritaire, car on se priverait de comprendre et d'appréhender plusieurs phénomènes et mouvements sociaux.

Comme le dit Teti⁷⁹, la « *société civile a joué un rôle clé dans les événements politiques comme dans les débats académiques* »⁸⁰ et reste considérée comme « *l'élément essentiel dans les recettes préconisées pour négocier les transitions et pour la consolidation de la démocratie* »⁸¹

La rhétorique sur « l'exceptionnalité » de la Tunisie est appréhendée de manière critique par Hmed⁸², qui rappelle qu'un discours similaire sur la « singularité »

⁷⁸ Ly Netterstrøm, K. (2016). The Tunisian General Labor Union and the Advent of Democracy. The Middle East Journal, 70(3), 383-398. doi: 10.3751/70.3.12

⁷⁹ Teti, A. (2011). Société civile et politiques de démocratisation au Moyen-Orient. Cairn.info. Dans Les sociétés civiles dans le monde musulman (p. 69-92). Paris : La Découverte. Récupéré de <https://www.cairn.info/les-societes-civiles-dans-le-monde-musulman--9782707164896-p-69.htm>

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Ibid.

⁸² Hmed, C. (2016a). Au-delà de l'exception tunisienne : les failles et les risques du processus révolutionnaire. Pouvoirs, 156(1), 137. doi: 10.3917/pouv.156.0137

de la Tunisie par rapport au reste du monde arabe était mobilisé lors des années d'autoritarisme à l'étranger pour préserver l'image du régime. Même si les discours optimistes sont « appuyés par des faits »⁸³ le processus reste fragile en raison de l'absence de politique économique et sociale répondant aux revendications des manifestants de 2011. Les élites politiques n'ont pas remis en cause les grands fondements des orientations économiques du régime de Ben Ali, en outre un « capitalisme de rente » qui est même critiqué par les institutions internationales. Malgré les avancées institutionnelles réelles, la situation économique et sociale continue de constituer « des réalités et des mécanismes sociaux et politiques aussi inégalitaires que structurants »⁸⁴.

Les mouvements de la Kasbah par exemple, ont été l'occupation de la place du gouvernement par des manifestants venus principalement des régions de l'intérieur de la Tunisie afin de réclamer le départ des deux premiers gouvernements de transition. Ces actions représentent symboliquement le surgissement « de groupes sociaux auparavant marginalisés »⁸⁵ dans le lieu physique du pouvoir. Ils représentent également une remise en cause radicale du modèle de pouvoir hérité de l'autoritarisme.

Gobe⁸⁶ relate les différents mouvements de protestation ayant marqué la profession des avocats et la politisation de ces derniers au cours du processus révolutionnaire et démocratique. Cette participation, source de prestige et de légitimité, permet à l'ordre des avocats d'intégrer notamment les comités de transition en 2011 et de voir un grand nombre d'avocats dans l'assemblée constituante de 2011.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ Gobe, É. (2016). Les mobilisations professionnelles comme mobilisations politiques : les avocats tunisiens de la « révolution » à la « transition ». Actes de la recherche en sciences sociales, 211(1), 92. doi: 10.3917/arss.211.0092 (15.p)

Le consensus politiques des élites : garant de la démocratie ou étouffement des revendications sociales ?

Les discours dominants mettent en avant le « compromis historique » mis en place par les élites politiques « sécularistes » d'une part et Islamistes d'autre part pour expliquer la « réussite » de la transition démocratique Tunisienne. Le constat de la « maturité » des élites politiques tunisiennes à jouer le jeu de la démocratie par la construction de compromis est partagé par deux auteurs de la transitologie, Stepan et Linz⁸⁷ qui estiment que c'est le dialogue de longue date entre les différents courants idéologiques tunisiens qui a permis aux forces en présence de créer un consensus politique conduisant à la rédaction d'une nouvelle constitution et la tenue d'élections.

Gobe⁸⁸ retrouve cette culture du compromis dans les débats sur l'adoption de la loi électorale. Les décideurs mettant en place un mode de scrutin à la proportionnelle pour assurer la « représentativité réelle » de la société tunisienne et éviter une « hégémonie politique » (pour certains, l'hégémonie vient des islamistes, pour d'autres il s'agit de contrecarrer un éventuel retour des forces de l'ancien régime). Un ensemble de dispositions destinées à encourager la représentativité des divers catégories sociales accompagne cette loi : parité homme/femme, discrimination positive des jeunes, sur-représentation des régions peu habitées... Si au début de la transition, on adoptait également des mesures d'interdiction de candidature visant les anciens partisans de Ben Ali, la donne change avec l'émergence du parti Nidaa Tounes. La même mesure qui servait à « protéger la révolution » est désormais caractérisée comme étant une « exclusion » d'une partie de la population. Dans un autre article coécrit avec Larbi Chouikha⁸⁹, on y estime que la séquence de « dialogue national » qui s'est jouée en

⁸⁷ Stepan, A. et Linz, J. J. (2013). Democratization Theory and the “Arab Spring”. *Journal of Democracy*, 24(2), 15-30. doi: 10.1353/jod.2013.0032

⁸⁸ Gobe, É. (2016b). Système électoral et révolution : la voie tunisienne. *Pouvoirs*, 156(1), 71. doi: 10.3917/pouv.156.0071

⁸⁹ Gobe, É. et Chouikha, L. (2015). La Tunisie de la Constitution aux élections : La fin de la transition politique ? *L'Année du Maghreb*, (13), 261-282. doi: 10.4000/anneemaghreb.2602

2013 a consacré le déplacement du lieu décisionnel de la politique tunisienne de l'assemblée constituante élue vers des « *instances informelles* »⁹⁰ qui se constituées de fait comme « *des arbitres du jeu politique, voire des décideurs en dernier ressort* »⁹¹

Plutôt que d'un compromis historique, Boubekour ⁹² parle elle plutôt d'une « *compétition négociée* » ou les deux partis influents (Ennahdha et Nidaa Tounes), absents du processus révolutionnaire, se sont accordés sur les modalités du pouvoir et l'accès à l'appareil d'Etat. Il voit deux tendances qui se sont développés en Tunisie dans le paysage postrévolutionnaire :

-une tendance conflictuelle entre un bloc islamiste et un bloc séculariste qui a souvent abouti à un affrontement ouvert dans la société

- une tendance au compromis et à l'inclusion qui se retrouve dans différents moments ou lieux : dialogue national, instance de la réforme politique, gouvernement d'union, qui ont fonctionné sur le principe du consensus.

Bien que la seconde tendance mise en valeur par « l'opinion internationale » ait permis de garder une certaine stabilité et d'éviter l'affrontement, elle s'est également concrétisée par la monopolisation politique des deux grands partis (Ennahdha et Nidaa Tounes) et les revendications révolutionnaires ont « *été réduites au pluralisme politique entre islamistes et représentants de l'ancien régime* »⁹³. Le pacte ne concernait pas les grandes réformes politiques et économiques ou une vision du futur de la Tunisie, mais est réduit à une coexistence au sein du pouvoir entre les élites politiques.

⁹⁰ Gobe, É. et Chouikha, L. (2015). La Tunisie de la Constitution aux élections : La fin de la transition politique ? L'Année du Maghreb, (13), 261 282. doi: 10.4000/anneemaghreb.2602

⁹¹ Ibid.

⁹² Boubekour, A. (2016). Islamists, Secularists and Old Regime Elites in Tunisia: bargained Competition. Mediterranean Politics, 21(1), 107 127. doi: 10.1080/13629395.2015.1081449

⁹³ Ibid.

Une alliance ou un consensus que Geisser et Perez appellent « *transactions collusives entre élites* »⁹⁴. Leur article s'attarde sur les difficultés des partis politiques tunisiens à fonctionner dans la nouvelle ère politique qui commence en 2011. Les partis anciennement opposants au régime autoritaire sont eux aussi des héritiers de pratiques « anciennes » liées à la dictature : personnalisation du pouvoir, absence d'ancrage social, « entre-soi » qui se traduit par l'incapacité de recruter massivement de nouveaux partisans. De plus, ces partis faiblement structurés « *n'ont pas connu le degré de professionnalisation et de spécialisation des partis politiques habituellement étudiés par les politistes* »⁹⁵. C'est par ailleurs surtout cette dimension qui est abordée par les programmes de coopération des bailleurs de fond internationaux envers les partis.

Ces idées de compromis, de consensus, de pacification des relations publiques sont utilisées par les acteurs politiques pour légitimer l'expérience tunisienne. Comme l'évoquent Geisser et Allal⁹⁶ ces valeurs deviennent des « *registres de légitimation de la « gouvernance démocratique* » »⁹⁷, Cela amène de fait à créer des hiérarchies au sein même de la société civile. Puisque les valeurs comme « *le consensus, la stabilité, le dialogue, la modernité, la modération et le refus des extrêmes* »⁹⁸ sont perçues comme légitimes, cela revient à exclure les acteurs qui n'y adhèreraient pas. Ainsi au niveau des bailleurs de fond internationaux, on aurait des groupes de la société civile « dignes de coopération », alors que d'autres seraient mis à l'écart en raison « *de leur supposée incivilité ou radicalité* »⁹⁹.

⁹⁴ Geisser, V. et Perez, D. (2016). De la difficulté à « faire parti » dans la Tunisie post-Ben Ali. *Confluences Méditerranée*, N° 98(3), 21. doi: 10.3917/come.098.0021

⁹⁵ Ibid.

⁹⁶ Allal, A. et Geisser, V. (dir.). (2018). *Tunisie: une démocratisation au-dessus de tout soupçon?* Paris : CNRS éditions.

⁹⁷ Ibid.

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ Ibid.

CHAPITRE II :

LES FONDATIONS POLITIQUES ALLEMANDES COMME INSTRUMENT DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE L'ALLEMAGNE : ORIGINIES ET CARACTERISTIQUES

*« Nous souhaitons promouvoir une relève scientifique engagée, préserver la mémoire de la démocratie sociale à une époque où la démocratie est plus que jamais attaquée, accomplir cette mission constitue notre mission en la défense de nos principes et à la préservation d'une société de tolérance, d'ouverture et de justice »*¹⁰⁰ C'est dans ces mots que Martin Schulz, ancien président du parlement européen, définit les valeurs et la mission de la fondation Friedrich-Ebert dont il vient de prendre la présidence. Ce discours permet de résumer dans les grandes lignes certains fils directeurs qui constituent le travail des fondations politiques : recours à l'expertise, soutien à la démocratie, promotion du pluralisme et de la tolérance.

Dans ce premier chapitre, nous reviendrons sur l'historique des fondations politiques allemandes. Il sera question ici de revenir sur le contexte historique et politique qui explique leur création, de décrypter leur imbrication dans une multitude de champs de pouvoir et de voir dans quelles situations politiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale ces acteurs se sont activement mobilisés en faveur de la démocratisation. Notre chapitre permettra de montrer le caractère unique des fondations Allemandes dans la coopération internationale en tant qu'acteur gravitant autour de plusieurs champs de pouvoir. Nous verrons également quelques exemples de leur action sur le

¹⁰⁰ Discours Martin Schulz après son élection, 10 décembre 2020

terrain et les difficultés qui peuvent en découler, notamment dans le partenariat avec les partis politiques.

1) L'Allemagne au lendemain de la seconde guerre mondiale : de la nécessité de redorer une image sur la scène internationale

1.1- Origines et créations des fondations

Pour comprendre la création des fondations politiques allemandes, il faut brièvement revenir sur le contexte historique de l'Allemagne au lendemain de la seconde guerre mondiale. L'Allemagne est divisée entre Est et Ouest et la guerre froide qui commence cristallise les tensions entre Etats-Unis et URSS. L'Europe d'après-guerre est un théâtre d'influence géopolitique majeur pour les deux puissances dominantes de l'époque. Les Alliés entreprennent la « dénazification » de la société allemande en démilitarisant le pays, abolissant le régime politique existant pour faire place à une nouvelle démocratie et ils contrôlent encore une partie des éléments de souveraineté comme la politique étrangère ou le commerce extérieur¹⁰¹.

Ce n'est qu'en 1949, avec les premières élections fédérales d'après-guerre qui voient la victoire du CDU et l'arrivée au pouvoir en tant que chancelier de Konrad Adenauer, que la république fédérale allemande (RFA) ou les deux ?, avec l'accord des alliés, est « autorisée » à de nouveau avoir une politique étrangère autonome sur la scène internationale. Cette politique est marquée à l'extérieur par « *l'ancrage à l'Ouest* »¹⁰² : intégration européenne avec le traité de Rome et le CECA, refus de reconnaître la RDA au nom de l'unité Allemande. Ce dernier point s'accompagne par un rejet du communisme au nom de la lutte contre les extrémismes et des régimes dictatoriaux, élément à mettre directement en lien avec le traumatisme lié au nazisme. Ce rejet va jusqu'à l'interdiction du parti communiste Allemand en 1956.

¹⁰¹ Dakowska, D. (2014). Le pouvoir des fondations: des acteurs de la politique étrangère allemande. Rennes : Presses Univ. de Rennes.

¹⁰² Ibid.

Progressivement, les élites politiques allemandes d'après-guerre adhèrent à un consensus sur la nature de la démocratie basée notamment sur « *la négociation entre différents groupes et échelons, au pluralisme politique et au rejet de l'extrémisme* »¹⁰³. Ce paradigme commun aux élites allemandes et le contexte politique local et international permettent d'expliquer la naissance des fondations politiques dans cette période.

La création des premières fondations politiques a pour point commun qu'il s'agit au départ d'une volonté politique partisane. On retrouve à la naissance des fondations des initiatives venant de membres des partis politiques allemands avec des buts divers (éducation politique et citoyenne, production de savoir, formation de cadres). Les trajectoires sont toutefois légèrement différentes.

La fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est la seule fondation dont l'existence remonte à l'avant-guerre. Elle est fondée en 1925 en hommage au premier président de la république d'Allemagne élu démocratiquement, Friedrich-Ebert. A l'origine, elle est destinée à financer les études d'étudiants de la classe ouvrière à travers l'octroi de bourses. Elle est interdite en 1933 sous le régime nazi et reverra le jour en 1947 à travers l'Union des étudiants socialistes. L'organisation réoriente progressivement ses activités vers « l'éducation citoyenne et démocratique » et redevient officiellement en 1954 la Fondation Friedrich-Ebert. L'organisation abrite un centre de formation et des chercheurs proches du SPD qui fournissent de l'expertise au parti social-démocrate. Le processus de formation de la fondation Konrad Adenauer commence avec la volonté d'acteurs politiques de la démocratie chrétienne de former une organisation ayant pour but la production d'analyses et la formation de cadres. En 1955 est créée une « société pour le travail de la formation chrétienne-démocrate », à laquelle succède en 1958 l'Académie Eichholz, pour finalement prendre son nom actuel en 1962, avec la création de la fondation Konrad Adenauer. La fondation

¹⁰³ Ibid.

Friedrich-Naumann est créée en 1958 et pour but d'accompagner une réorientation plus libérale et moins nationaliste du parti libéral allemand (FDP), qui connaît de profondes restructurations et débats idéologiques internes à cette période.

1.2- Une nouvelle politique d'aide au développement dans le contexte de guerre froide

La politique d'aide au développement de l'Allemagne se déploie principalement, durant les années 1950, par l'intermédiaire d'organisations ou d'acteurs privés : églises, instituts, organisations humanitaires. La reprise de la croissance économique permet de repenser la présence de l'Allemagne à l'étranger, notamment dans les pays du Sud. En 1961 est créé le ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ). Les débats sur l'orientation et les caractéristiques que doit prendre la politique de l'aide au développement ne sont pas étrangers au contexte de guerre froide. La crainte de « *l'expansion du communisme* »¹⁰⁴, notamment dans les pays du Sud, voit notamment avec la doctrine Truman l'idée de promouvoir le développement afin de ne pas faire basculer les pays du Tiers Monde nouvellement dans le bloc de l'Est. Toute cette mobilisation permet notamment selon Dakowska de « *diffuser les doctrines développementistes américaines* »¹⁰⁵. Des luttes internes voient également le jour entre les acteurs engagés au sein des ONG, plaidant pour l'autonomie de l'aide au développement, devant être déléguée aux acteurs engagés sur le terrain, et le ministère des affaires étrangères d'autre part (AA), qui souhaite monopoliser le programme afin d'en faire l'instrument de la politique étrangère allemande dans le monde.

¹⁰⁴ Ibid.

¹⁰⁵ Ibid.

Le ministère des affaires étrangères, dans un premier temps, essaye de contrôler la « conformité » des programmes de développement avec le positionnement diplomatique de l'Etat Allemand¹⁰⁶.

La mobilisation des acteurs associatifs et la volonté politique de créer une nouvelle politique d'aide au développement aboutira peu à peu à l'autonomisation du BMZ. L'activité internationale des fondations politiques sera conjointement financée par le ministère des affaires étrangères (AA) et le BMZ. Le contexte inhérent de la guerre froide permet de mieux comprendre la naissance de cette nouvelle politique d'aide au développement. D'après Dakowska, on peut y voir une forte influence de la diplomatie américaine à travers son administration que certains acteurs privés, comme la fondation Ford,¹⁰⁷ qui encouragent leurs partenaires allemands à développer une forte présence au sein des pays du Tiers Monde afin de lutter contre l'influence soviétique. Les fondations politiques, en quête de légitimité « *mobilisèrent le récit de la menace communiste* »¹⁰⁸ et mirent en avant leur capacité à endiguer l'expansion du bloc soviétique, qui était notamment incarné par la RDA. La Friedrich-Ebert fut la première à avoir une dimension internationale dans ses activités et mit également en avant le récit conflit Est-Ouest dans ses différentes activités.

L'une des nouvelles dimensions de cette nouvelle politique d'aide au développement est la nécessité de se mobiliser sur le plan intellectuel et culturel. A l'instar des Etats-Unis, engagés dans une bataille culturelle et idéologique, les fondations eurent pour objectif de promouvoir la culture démocratique, la citoyenneté, la modération et de condamner les idées perçues comme extrémistes. La naissance des fondations permet aussi d'observer le transfert institutionnel de pratiques à un niveau transatlantique. Il était en effet courant de voir des cadres des fondations politiques (notamment la fondation Ebert) mener des contacts et nouer des liens avec des

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ Ibid.

homologues américains : fondations philanthropiques (Ford et Rockefeller), Carnegie, fédération syndicale AFL-CIO. Si au début, ce sont les acteurs américains qui suscitent l'intérêt des fondations politiques, ces dernières renversent peu à peu la perspective. Leur capacité à entrer en contact avec un grand nombre d'acteurs suscite l'intérêt de l'administration américaine qui cherchera dans les années 1980 à s'inspirer de certaines de leurs pratiques. Plutôt que de parler d'un transfert institutionnel des Etats-Unis vers les fondations allemandes, il serait plus juste selon Dakowska d'évoquer une « *circulation des dispositifs d'ingénierie démocratique et d'apprentissages mutuels* »¹⁰⁹ entre les différents acteurs internationaux.

Malgré des problématiques nationales liées à l'histoire récente allemande, le travail des fondations politiques est, dès le début, étroitement lié aux enjeux de relations internationales qui caractérisent l'époque de leur mise en place. Leur présence active et croissante dans les pays étrangers en développement s'appuiera notamment sur les multiples ressources politiques et administratives dont elles tirent parti.

2) Des acteurs transnationaux imbriqués dans une multitude de champs de pouvoir

Nous abordons maintenant l'un des points les plus importants qui permettent de comprendre l'action des fondations politiques allemandes, à savoir leur insertion dans une multitude de champs de pouvoirs. Cette spécificité propre aux fondations politiques allemandes, que l'on ne retrouve dans aucune autre organisation internationale permet d'expliquer leur forte capacité à entrer en contact avec une multitude d'acteurs associatifs, politiques et syndicaux sur leurs terrains d'opération.

¹⁰⁹ Ibid.

2.1 L'ancrage gouvernemental et administratif : les financements publics des fondations

Comme nous l'avons indiqué en introduction, chaque fondation politique est étroitement liée à un parti politique fédéral allemand. L'essentiel du financement des fondations est public et provient des « subventions globales »¹¹⁰, titre budgétaire exclusivement réservé aux fondations politiques. La question du financement est directement liée à un enjeu partisan de l'époque. Les partis s'étaient vu refuser en 1966 par le tribunal constitutionnel la possibilité de recevoir des financements publics pour non-conformité avec la loi fondamentale allemande (nom de la constitution de la république fédérale allemande) dans le cadre notamment des activités « d'éducation démocratique citoyenne »¹¹¹. Ce type d'activités, désormais inéligible à un financement public, fut « délégué » aux fondations de chaque parti.

Cette nouvelle donne permet aux fondations politiques de prendre un nouvel élan et de gagner en importance matérielle et physique. Leur présence à l'étranger se renforce avec la création de plusieurs bureaux internationaux et elles occupent une place de plus en plus importante dans le paysage allemand avec la multiplication des activités, le renforcement du personnel ou la construction de nouveaux grands locaux.

La répartition des fonds se fait sur le principe du prorata ou de la proportionnalité. Sur un plan réglementaire, une fondation, afin de pouvoir bénéficier des fonds publics, doit être liée à un parti ayant consécutivement siégé deux fois au Bundestag. Par exemple, le parti AfD allemand (droite extrême) qui a fait son entrée au Bundestag pour la première fois en 2017 ne peut pas prétendre pour le moment au financement public de sa fondation Desiderius-Erasmus. Cela sera le cas s'il arrive de nouveau à obtenir des sièges lors des futures élections fédérales.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Ibid.

L'attribution des fonds à chaque fondation se décide chaque année au sein de la commission budgétaire du parlement allemand et elle est validée dans la loi de finances de l'Etat allemand¹¹². Les calculs reposent sur la moyenne des résultats des partis obtenus aux quatre dernières élections parlementaires. Les ministères finançant les fondations politiques (notamment leurs activités à l'étranger) sont principalement le ministère des affaires étrangères et le BMZ. Les ministères opèrent un travail de contrôle des dépenses des fondations qui, selon un protocole assez strict, sont tenus de justifier chaque dépense effectuée dans le cadre des projets. Les mesures de contrôle et de justification des dépenses peuvent générer une quantité de travail assez considérable pour les acteurs professionnels impliqués dans les fondations à l'étranger, dimension sur laquelle nous reviendrons plus en détails dans le chapitre suivant. A titre indicatif, le montant global du budget alloué aux fondations dans le monde a atteint les 581,4 millions d'euros en 2017¹¹³.

La capacité matérielle d'une fondation politique dépend donc directement des performances électorales du parti politique lié à celle-ci. C'est pour cette raison que les deux plus importantes fondations politiques en termes de moyens financiers sont la Konrad Adenauer Stiftung et la Friedrich-Ebert-Stiftung. Les deux fondations sont respectivement liées à l'union chrétienne-démocrate (CDU centre-droit) et le parti social-démocrate (SPD, centre-gauche) qui ont historiquement dominé le paysage politique allemand depuis les années 1950. Elles disposent de plus de 110 bureaux à l'étranger¹¹⁴ et disposaient en 2012 de subventions publiques à hauteur de 138 et 148 millions d'euros¹¹⁵.

¹¹² Ibid.

¹¹³ <https://fr.boell.org/fr/2020/11/16/cest-quoi-stiftung-les-fondations-politiques-allemandes-un-modele-unique-au-monde>

¹¹⁴ Dakowska, D. (2014). Le pouvoir des fondations: des acteurs de la politique étrangère allemande. Rennes : Presses Univ. de Rennes. Page ?

¹¹⁵ Ibid.

Ce fort soutien public à des acteurs en théorie non étatiques et indépendants constitue la principale force des fondations politiques, puisqu'il leur donne une capacité de travail bien supérieure à d'autres acteurs internationaux privés. Ce soutien montre aussi la relative dépendance des fondations vis-à-vis de leurs partis politiques, malgré les volontés et les discours prônant l'autonomie des fondations. Les performances électorales du parti peuvent impacter les moyens des fondations et l'affaiblissement politique d'un parti au Bundestag entrainera nécessairement la diminution des moyens d'une fondation politique et de son influence.

2.2 Les ressources partisans pluralistes

Les fondations portent le nom de personnalités historiques politiques allemandes et donnent un signal de leur orientation partisane et idéologique. Les personnalités ayant donné leur nom aux fondations sont omniprésentes dans les actions des organisations (publications présentant les fondations, portrait au sein du logo, rappel du rôle historique joué par la personnalité dans les discours publics). De par nos observations de terrain au sein des séminaires organisés par les fondations, nous avons constaté que les discours d'ouverture des représentants des fondations évoquent d'une manière quasi systématique la figure du nom du fondateur de la fondation au moment de présenter l'organisation.

La mobilisation de figures partisans dans les activités des fondations ne se limite pas aux figures historiques du mouvement auquel elles sont affiliées. Les activités des fondations en Allemagne et à l'étranger voient fréquemment la visite de ministres, députés et chefs de partis. Les rencontres organisées par les fondations sont souvent l'occasion de voir se croiser des acteurs du monde politique et de la société civile organisée. En Tunisie, on a pu par exemple voir récemment le président de la FES, Kurt Beck, rencontrer la présidence de la république en compagnie du

représentant-résident local de la FES¹¹⁶. Il en est de même avec la Konrad Adenauer en 2018¹¹⁷.

L'identité partisane est un atout aux fondations leur permettant d'accéder facilement à des contacts au niveau institutionnel dans les pays étrangers où elles travaillent. La fondation sert aussi au parti en nouant plus facilement des liens et des alliances à l'étranger avec la construction de réseaux transnationaux partisans. Les fondations politiques offrent également la possibilité d'une reconversion aux personnalités ou responsables politiques finissant leur « carrière politique » au niveau partisan. Les présidents des fondations sont souvent d'anciens chefs de partis qui ont occupé des postes importants au niveau parlementaire ou gouvernemental (chef du Bundestag, ministre ou chancelier).

Les structures décisionnelles des fondations varient d'une entité à l'autre. L'importance matérielle et numérique de chaque fondation (nombre de personnel, de bureaux à l'étranger, budget) implique des manières de délibérer également différentes.. Chaque fondation dispose d'un « conseil d'administration » qui est l'organe de décision le plus important. Le nombre peut aller de seulement trois, comme dans le cas de la Heinrich Böll Stiftung, à vingt-deux pour la Konrad Adenauer Stiftung. Ce conseil est lui-même élu par une assemblée de membres de la vie politique, économique et sociale. Les fondations qui se veulent « alternatives », comme la Heinrich Böll ou la Rosa Luxemburg, peuvent avoir des bureaux décisionnels plus collégiaux ou paritaires.

En Allemagne, les activités des fondations sont principalement destinées à être utilisées et exploitées par les élites et cadres des partis politiques. Les travaux peuvent

¹¹⁶ 23/03/2017 Béji Caïd Essebsi reçoit Kurt Beck : <https://www.businessnews.com.tn/beji-caid-essebsi-recoit-kurt-beck,520,71081,3>

¹¹⁷ 03/05/2018 Béji Caïd Essebsi reçoit une délégation de la Fondation Konrad-Adenauer <https://www.espacemanager.com/beji-caid-essebsi-recoit-une-delegation-de-la-fondation-konrad-adenauer.html>

être de plusieurs natures. Il y a des documents « électoraux » censés donner aux partis les informations nécessaires en période de campagne électorale afin de cibler les thématiques prioritaires dans l'opinion et orienter les discours du parti. D'autres travaux de recherche s'inscrivent davantage dans le long terme et avaient pour sujet l'évolution de la société allemande, les nouvelles grandes tendances sociales et les changements politiques. Ce type de travaux était souvent assuré par des chercheurs en sciences sociales et avait des objectifs scientifiques. Ce type d'activité de production théorique est ce qui rapproche le plus les fondations politiques de la figure des *think tanks*.

2.3 Les ressources diplomatiques

L'ancrage ministériel des fondations est renforcé par leur travail sur le terrain à l'étranger qui leur donne une dimension diplomatique et internationale. Il est fréquent de voir des membres/représentants des fondations effectuer des visites de terrain, discuter avec des officiels des pays où ils travaillent, voire soutenir implicitement certains mouvements politiques et sociaux locaux. On a ainsi vu le président de la Konrad Adenauer discuter avec les manifestants de la place Tahrir en Egypte en 2011¹¹⁸. Cet activisme diplomatique permet la construction de liens internationaux entre une fondation politique et des élites politiques du monde entier. Cela permet également de se mettre en scène comme un interlocuteur avec les acteurs politiques et sociaux des pays à l'étranger. Cela peut même générer des conflits de compétence avec les ambassades allemandes et les diplomates « officiels ». Ainsi, l'activité de la KAS au Chili, avec ses prises de contact avec des acteurs influents du paysage politique chilien (notamment l'ancien président Eduardo Frei Montava) a créé une confusion sur

¹¹⁸ Communication de la KAS faisant synthèse de son activité à l'international (voir page 3) https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=1f3b95dc-1c8a-b79a-8465-38b121c368f8&groupId=252038

le type de rôle joué par la fondation, qui amenait certains officiels « à s'interroger sur l'identité véritable de l'ambassadeur allemand [au Chili] »¹¹⁹.

Même s'ils n'occupent pas de fonction représentative officielle de leur pays, les acteurs impliqués dans des fondations sur le terrain sont de fait engagés dans des discussions avec les acteurs politiques influents. Leur travail peut les amener à expliquer à leur partenaires la position diplomatique fédérale officielle, à écouter leurs revendications ou encore à solliciter leur lecture de la situation politique et sociale du pays. Comme le formule Dakowska, si les fondations n'ont pas les mêmes contraintes institutionnelles de la représentation diplomatique, cela ne les empêche pas de « bénéficier du prestige que celle-ci peut apporter »¹²⁰, leurs interlocuteurs les voyant de fait comme des acteurs internationaux disposant de leurs ressources au sein du gouvernement allemand.

Ce travail sur le terrain s'accompagne de toute une activité « théorique » visant à fournir aux officiels allemands des informations sur la situation politique et sociale du pays sous forme de rapport, de notes de synthèses. Selon un des représentants résidents interrogé en entretien, ces rapports circulent parmi les décideurs allemands, indépendamment de la couleur politique. Les acteurs présents à l'étranger transmettent des informations au siège de la fondation à Berlin, qui ensuite diffuse l'information au parti, aux officiels etc. Les échanges et les réunions entre les directeurs des fondations à l'étranger et les ambassadeurs allemands sont également fréquents et permettent de faire le point sur les activités des uns et des autres, l'appréciation des évolutions politiques et sociales du pays, l'avancée de certains projets etc

Les points évoqués permettent d'illustrer la complexité des fondations allemandes et leur imbrication dans un champ interstitiel de pouvoirs. Elles tirent leur légitimité et leur force des partis politiques auxquelles elles sont affiliées, des moyens

¹¹⁹ Dakowska, D. (2014). Le pouvoir des fondations : des acteurs de la politique étrangère allemande. Rennes : Presses Univ. de Rennes. P.88

¹²⁰ Ibid. P.87

matériels mis en place par le gouvernement allemand, et du prestige qu'offre la dimension diplomatique de leur travail à l'étranger. Ces processus de légitimation permettent de mieux comprendre leur capacité à travailler en contexte de transition démocratique.

3) Les fondations politiques dans les transitions démocratiques : culture démocratique, alliances partisans et soutien matériel

Comme nous l'avons vu dans notre première sous-partie, les fondations allemandes, ont été, dès leur naissance, motivées par l'impératif de « diffuser les idéaux démocratiques ». La défense de ces idéaux est également à l'ordre du jour dans le cadre des actions des fondations à l'étranger. Les fondations politiques ont été actives dans plusieurs contextes de transitions démocratiques en Europe de l'Est, en Amérique Latine, en Afrique et en Asie. Plutôt que d'énumérer les actions dans chaque contexte géographique, nous entendons dans cette partie montrer les grands axes qui structurent le type d'action des fondations. Il sera à ce titre permis d'observer des similitudes entre les programmes des différentes fondations, y compris dans des contextes régionaux très différents.

2.1 L'encouragement de la « culture démocratique » : jeunesse et citoyenneté

Certains registres et modes d'action utilisés en Allemagne, notamment la formation de cadres et de jeunes élites, sont réutilisés à l'étranger dans le cadre du travail de « démocratisation » des fondations. Les fondations politiques mettent en place des programmes de formation destinées aux jeunes, aux titres et aux objectifs souvent similaires, qui consistent à donner « une culture politique et démocratique », à « favoriser le dialogue pacifique »¹²¹ et à « faire émerger de nouvelles élites ». Ce type d'objectifs peut être ouvertement affiché par les fondations dans leurs communications

¹²¹ Voir par exemple, la plateforme de dialogue régionale de la jeunesse lancée par la fondation Ebert en Ukraine : <http://fes-dee.org/n/cms/56/?L=1>

ou appels à candidature. La KAS en Ukraine a mis en place un programme destiné spécifiquement aux jeunes politiciens (cadres ou élus) avec un objectif plus centré sur l'acquisition de compétences électorales.¹²²

Les fondations politiques en Ukraine ont des liens forts avec l'ensemble des mouvements de jeunesse, affiliés officiellement à des forces partisans ou non. Leur travail a consisté en l'organisation de sessions de formation thématiques, d'observateurs électoraux, de conférences au sein des universités. Cet activisme a permis de toucher de larges secteurs au sein de la jeunesse ukrainienne et selon Brucker « de jouer un rôle dans le changement de l'opinion publique en Ukraine »¹²³.

Dans la même lignée, des « écoles » ou des « académies » politiques sont créées par les fondations politiques vers le même public (jeunes militants politiques ou engagés dans la société civile) dans une perspective un peu plus théorique avec des sessions de formation théoriques. Abadi¹²⁴ montre dans une étude de cas réalisée sur la fondation Konrad Adenauer en Malaisie, que l'académie politique de cette dernière vise à diffuser les idées de la philosophie politique libérale à travers des auteurs comme Hayek, Kant ou Stuart Mill.

La KAS a mis en place des programmes similaires en Amérique latine dans les années 1980 à l'époque où les régimes militaires commençaient une ouverture politique entrouvrant une transition vers la démocratie. Les cadres formés par la KAS se sont fortement engagés au Chili lors du référendum de 1988 qui a conduit au départ du général Pinochet. La coopération avec des acteurs « non partisans » n'est donc pas synonyme d'absence d'enjeu politique. Les participants aux programmes de formation

¹²² Brucker, M. (2007). Trans-national Actors in Democratizing States: The Case of German Political Foundations in Ukraine. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 23(2), 296-319. doi: [10.1080/13523270701317562](https://doi.org/10.1080/13523270701317562)

¹²³ Ibid.

¹²⁴ Ismail, M. T. et Abadi, A. M. (2017). *Stiftungen* and Political Education in Malaysia: The Role of Germany's Democracy Assistance. *Asian Survey*, 57(3), 548-570. doi: [10.1525/as.2017.57.3.548](https://doi.org/10.1525/as.2017.57.3.548)

ont été socialisés au politique avant leur contact avec les fondations, qui leur permettent d'accroître leurs ressources matérielles et symboliques.

2.2 Alliances partisanes : difficultés et rétributions

Les fondations politiques tentent de travailler avec des partis politiques qui soient proches ou similaires à leur propre identité. Il est ainsi fréquent de voir la Friedrich-Ebert-Stiftung travailler étroitement avec les partis membres de l'internationale socialiste dont était membre jusqu'en 2013 le SPD¹²⁵. Le soutien aux partis politiques est une affaire délicate pour les fondations, car il présuppose une ingérence directe dans le processus électoral ou politique du pays. Il est formellement interdit de nouer des projets directement avec les partis politiques lors des années où il y a des échéances électorales (point confirmé par tous les acteurs en entretien). Toutefois, cela ne veut pas dire qu'il existe une « *démarcation univoque* »¹²⁶ des liens partisans avec les autres activités des fondations. Il est fréquent de voir les fondations faire des dons matériels aux partis (fournitures de bureau, locaux) qu'ils peuvent ensuite exploiter pour les campagnes électorales.

Au-delà de la question sensible de l'ingérence, l'étude des partenariats des fondations avec les partis politiques montre la difficulté par rapport à d'autres partenaires (associations de la société civile) à construire une alliance durable et stable dans le temps. Outre les contraintes d'ordre diplomatique avec les autorités officielles, comme en Malaisie¹²⁷, plusieurs exemples montrent les contradictions qui peuvent

¹²⁵ Le SPD a quitté l'internationale socialiste en 2013 pour créer l'alliance progressiste, orientée plus au centre, dont est membre le parti démocrate américain https://www.lemonde.fr/europe/article/2013/05/07/le-spd-deserte-l-internationale-socialiste-et-cree-un-club-parallele_3172378_3214.html

¹²⁶ Dakowska, D. (2014). Le pouvoir des fondations : des acteurs de la politique étrangère allemande. Rennes : Presses Univ. de Rennes. P.86

¹²⁷ Ismail, M. T. et Abadi, A. M. (2017). *Stiftungen* and Political Education in Malaysia: The Role of Germany's Democracy Assistance. *Asian Survey*, 57(3), 548-570. doi: [10.1525/as.2017.57.3.548](https://doi.org/10.1525/as.2017.57.3.548)

naitre entre les intentions initiales et la lecture des fondations politiques sur leur partenaire, avec la réalité du terrain et les actions réelles de ce dernier.

Il est fréquent de voir des alliances disparaître en raison d’engagements non tenus dans le cadre des projets de coopération, qui finissent par représenter un coût pour les fondations elles-mêmes. La FES a développé au Kenya¹²⁸ durant les années 1980 un partenariat avec le parti au pouvoir Kenya African National Union (KANU). Le contexte local pouvait laisser présager d’une ouverture politique mise en œuvre par le parti au pouvoir. Le plan de partenariat, principalement centré sur la structure du parti, voulait d’une part séparer le lien parti-Etat qui rendait le KANU hégémonique au Kenya, mais également renforcer par la suite son organisation en vue des échéances électorales. Il a été convenu par les deux partenaires de créer une section pour les femmes militantes du parti, de former les cadres et de créer un journal. Un graphiste allemand ayant coopéré pour le SPD a même proposé un plan pour une nouvelle identité visuelle du parti, plus conforme avec sa future orientation démocratique. La FES a de plus fourni un soutien matériel important en fournitures de bureau et en contribuant à la construction du siège du parti.

Pensant au départ que cette force politique pourrait être porteuse d’un projet de démocratisation, les rapports entre les deux organisations se sont réduits progressivement jusqu’à ce que le partenariat disparaisse, le KANU maintenant ses positions hégémoniques et reportant l’organisation d’élections libres. Cela a amené la FES dans ce pays à ne plus coopérer étroitement avec un parti et à privilégier des projets avec la société civile. Des difficultés similaires ont été observées par la FES en Europe de l’Est, comme en Pologne¹²⁹.

¹²⁸ Weissenbach, K. (2010). Political party assistance in transition: the German ‘ *Stiftungen* ’ in sub-Saharan Africa. *Democratization*, 17(6), 1225-1249. doi: [10.1080/13510347.2010.520556](https://doi.org/10.1080/13510347.2010.520556)

¹²⁹ Dakowska, D. (2004). Les fondations politiques allemandes en Europe centrale. *Critique internationale*, 24(3), 139. doi: [10.3917/criti.024.0139](https://doi.org/10.3917/criti.024.0139)

A l'inverse, la FES a joué un rôle important dans le développement et la reconnaissance internationale de l'African National Congress (ANC). Les réseaux transnationaux de la FES ont permis aux militants de l'ANC de faire entendre leur voix dans plusieurs sphères internationales et à construire des réseaux transnationaux de solidarité. Le « succès » de ce partenariat est double. D'une part, les militants de l'ANC ont pu bénéficier d'une légitimité supplémentaire grâce au soutien de la FES et à une plus grande visibilité internationale de leur lutte, notamment en Occident. D'autre part, le prestige de la lutte anti-apartheid, notamment lorsque le régime est tombé, a grandement bénéficié à l'image de la FES. On a notamment vu Nelson Mandela visiter le siège de la FES et la fondation met souvent en exergue cet exemple dans ses discours pour mettre en valeur son action et ses valeurs.

Les différents exemples illustrés ici montrent une implication large et à différentes échelles régionales et temporelles des fondations politiques allemandes. Elles ont activement participé à des processus de transition démocratique en Asie, en Afrique, en Amérique Latine ou en Europe de l'Est. Les modes d'action utilisés dans ces différents contextes sont homogènes : formation de jeunes élites politiques, partenariats avec la société civile, alliances partisans avec les partis « frères ». Les difficultés à construire des relations stables avec les partis politiques sont un élément qu'on retrouve également plusieurs fois dans les implications des fondations politiques dans les transitions démocratiques.

Notre premier chapitre s'est intéressé à la naissance des fondations politiques allemandes, leurs ressources de légitimité et leur travail à l'international. Il permet de constater l'émergence d'un acteur unique des relations internationales gravitant autour de plusieurs champs de pouvoir : administration publique, ministères, gouvernement, partis politiques, diplomates, société civile. Cette imbrication constitue le point fort des fondations dans leur travail et elles tirent profit de chacun de ces aspects. Leur action

sur le terrain suit des logiques globalement homogènes avec des répertoires d'action communs dans plusieurs contextes politiques et sociaux différents. De mêmes difficultés transparaissent également sur la question délicate du partenariat avec les partis politiques. Maintenant que nous avons ancré le travail des fondations allemandes à l'international, nous examinerons dans le second chapitre le travail des fondations politiques allemandes en Tunisie spécifiquement. Notre temporalité quant à l'évolution du travail des fondations se situera entre la période autoritaire et la transition démocratique (du début de l'indépendance de la Tunisie en 1956 jusqu'à l'année 2011).

CHAPITRE III

L'ACTION DES FONDATIONS ALLEMANDES EN TUNISIE : DE L'AUTORITARISME A LA REVOLUTION

Notre deuxième chapitre étudiera le travail des fondations politiques allemandes dans le contexte tunisien. Nous aborderons trois périodes distinctes : le travail dans le contexte de régimes autoritaires entre 1956 et 2011, les changements provoqués par la révolution en 2011, et enfin le travail durant les premiers mois de la transition démocratique en 2011.

Outre la littérature consacrée spécifiquement aux fondations que nous avons mobilisé au chapitre précédent avec Dakowska¹³⁰, nous élargissons l'horizon ici en reliant l'action des fondations à d'autres littératures en relations internationales, comme les travaux de Cornut¹³¹ qui évoquent la méthode de travail des ambassades étrangères dans le contexte égyptien en 2011. Ceci nous permettra de rattacher les fondations à la coopération internationale tout en soulignant leurs caractéristiques propres.

Ce chapitre permettra de montrer l'évolution de l'action des fondations allemandes en Tunisie en fonction du contexte politique et social du pays. La période autoritaire limite grandement la marge de manœuvre des fondations qui doivent principalement travailler sur la production d'informations et de rapports à l'attention des autorités allemandes ainsi que la prise de contact discrètes avec les élites locales. La révolution de 2011 change totalement l'importance accordée à la Tunisie par les autorités allemandes et donne une nouvelle dimension au travail des fondations

¹³⁰ Dakowska, D. (2014). Le pouvoir des fondations: des acteurs de la politique étrangère allemande. Rennes : Presses Univ. de Rennes. P.13

¹³¹ Jérémie Cornut (2015), "To be a diplomat abroad: Diplomatic practice at embassies", *Cooperation and Conflict*, vol.50, n°3, p. 385-401.

politiques et leur permet d'effectuer de nouveaux projets. Cela se concrétise par une participation active dans les premiers mois de la transition pour réussir le premier processus électoral libre du pays à travers de multiples partenariats.

1) Les fondations politiques dans le contexte autoritaire 1956-2011

Les fondations politiques commencent à ouvrir leurs premiers bureaux à l'étranger dans les années 1960. C'est à cette même période qu'elles commencent à s'implanter en Tunisie. Conçues pour promouvoir la démocratie et soutenir le développement, leur action dans un contexte autoritaire est marquée par des restrictions institutionnelles qui réduisent leur marge de manœuvre.

1.1 Une présence ancienne mais discrète

La présence des fondations politiques allemandes en Tunisie remonte aux années 1960. La Konrad-Adenauer-Stiftung et la Friedrich-Naumann-Stiftung sont les deux premières fondations à ouvrir une antenne locale en Tunisie. La Friedrich-Ebert-Stiftung développera à partir de la fin des années 1960 et des années 1970 des relations avec l'UGTT en tant qu'acteur syndical et le parti socialiste Destourien (PSD), le parti unique au pouvoir après l'indépendance de la Tunisie en 1956 qui était membre de l'internationale socialiste dont était également membre le SPD allemand. Les partenariats sont à l'époque de taille réduite et assez discrets. La KAS et la FNS sont principalement en contact avec des acteurs économiques proches de leurs idées.

On dispose de peu de données sur cette période si ce n'est des témoignages indirects ou des anecdotes d'anciens acteurs professionnels communiqués à leurs collègues. Durant ma période de travail, il était par exemple souvent évoqué que la période des années 1970 était délicate à gérer pour la FES. Les deux acteurs avec lesquels la FES possédait des liens étaient dans un affrontement ouvert. La centrale syndicale UGTT, qui commençait à accueillir une nouvelle génération de syndicalistes, cherchait à acquérir son autonomie par rapport au pouvoir politique. Ces tensions iront

jusqu'à une grève générale en 1978 où la répression frappera fortement les syndicalistes et les manifestants. Le durcissement politique du régime dans la même période (proclamation de la présidence à vie de Habib Bourguiba) limite fortement les possibilités de travail des fondations politiques.

La fin du régime de Bourguiba en 1987 après le « coup d'état médical »¹³² de Ben Ali ouvre une période d'espoir d'ouverture politique en Tunisie. Plusieurs prisonniers politiques sont libérés et les partis politiques d'opposition sont autorisés à s'organiser en vue d'élections. Cette période d'ouverture coïncide avec l'ouverture de deux nouveaux bureaux des fondations allemandes en 1988, ceux de la Friedrich-Ebert et de la Hanns-Seidel. Toutes les fondations politiques allemandes existantes à l'époque disposent donc d'un bureau officiellement établi en Tunisie. La politique d'ouverture du régime tunisien ne va néanmoins pas perdurer. A partir du début des années 1990, la répression des opposants et la restriction des libertés redevient la norme en Tunisie, et le président Ben Ali assoit son pouvoir autoritaire sur le pays. Les quatre fondations politiques exerceront une présence officielle et discrète durant cette période. Les deux fondations politiques plus récentes, la Heinrich-Boll et la Rosa Luxemburg, ouvriront une représentation en Tunisie après 2011.

Les fondations politiques allemandes en Tunisie ont donc une présence assez ancienne et disposaient de contacts avec des acteurs politiques, économiques ou syndicaux influents. Le contexte socio-politique influe grandement sur la nature de leur action et l'évolution de leur travail ou non et illustre les difficultés pour des acteurs de ce type de s'impliquer dans un contexte de régime autoritaire. Ce contexte, fortement prégnant sur les acteurs et leur mode d'action, détermine la taille et la nature des programmes déployés par les fondations politiques.

¹³² Nom donné au renversement de pouvoir effectué par Ben Ali, qui s'est basé sur l'incapacité médicale du président Bourguiba à continuer d'exercer ses fonctions

1.2 Encourager la démocratie dans un régime autoritaire : contraintes institutionnelles et paradoxes

Le travail d'un acteur promouvant les valeurs de démocratie et de pluralisme dans un contexte de régime autoritaire est particulièrement paradoxal dans la mesure où il doit composer avec un régime avec lequel il est en principe en désaccord. Nous avons déjà évoqué en quoi l'imbrication des fondations allemandes dans un champ interstitiel de pouvoir peut être une source de multiples légitimités, mais également de contraintes. Cet aspect se retrouve dans le travail des fondations sous le régime de Ben Ali. Les fondations, liées de fait à l'État allemand (notamment du point de vue des autorités locales), sont contraintes par des impératifs diplomatiques qui nécessitent de garder des relations cordiales avec les autorités en place. Soutenir ouvertement des opposants, des mouvements de dissidence aurait été vu comme un signe de défiance par le régime de l'époque, qui aurait certainement pris des sanctions à leur encontre et interdit leur activité. La promotion de la démocratie dans ce contexte est « *assez difficile avant 2011 parce qu'on ne pouvait pas faire de façon directe* »¹³³. Dans le même temps, elles doivent participer à la diffusion de leurs valeurs, notamment la démocratie et le pluralisme. Le défi est de pousser implicitement les acteurs politiques et sociaux à s'interroger sur l'autoritarisme tout en obtenant l'accord des autorités pour tenir les activités des fondations. La KAS a par exemple créé un partenariat avec la « *fondation Temimi pour la recherche et l'information* »¹³⁴ dans le cadre de la création de travaux sur l'époque contemporaine et l'État Tunisien après l'indépendance. L'objectif était de pouvoir avoir un regard critique sur le régime de Bourguiba, car indirectement, cela pouvait de fait conduire à une remise en cause des pratiques autoritaires du régime de Ben Ali : « *amener [les Tunisiens] à se poser des questions sur les problèmes du régime politique de Bourguiba, est-ce qu'il y a eu des injustices,*

¹³³ Entretien avec un responsable de la KAS, février 2021

¹³⁴ Fondation créée par l'historien Abdejelil Temimi et effectuant des travaux de recherche sur l'histoire de la Tunisie. Voir : <http://www.fondationtemimi.tn/>

des dysfonctionnements, c'est les amener à se dire que ce qu'il y a actuellement [sous le régime de Ben Ali] ce n'est pas si différent de l'époque »¹³⁵ .

Les programmes et les événements organisés par les fondations étaient limités. La FES organisait des séminaires de formation avec des acteurs syndicaux. L'UGTT conservant un statut officiel d'organisation, il était possible de construire des partenariats dans la mesure où elle n'était pas interdite contrairement à certains mouvements d'opposition. Les sessions thématiques organisées par la FES portaient sur la promotion et la défense du droit du travail et du droit syndical. Même là, il n'était pas possible de forcément choisir librement les acteurs partenaires. Un ancien cadre expatrié de la FES m'expliquait qu'en 2008, lors du soulèvement du bassin minier dans la ville de Rdeyef¹³⁶ à Gafsa, il fallait éviter d'être associé aux éléments syndicaux « radicaux » soupçonnés de soutenir le mouvement.

Le cadre d'action des fondations était fortement restreint pour le contexte politique. Les projets de partenariat ne pouvaient être réalisés qu'avec un type d'acteurs précis, principalement issus de la société civile qui existait alors et avec des thématiques essayant d'éviter les sujets clivants. Les discussions avec les opposants et les dissidents politiques tunisiens existaient malgré tout. Ces contacts servaient aux fondations pour avoir une vue d'ensemble de la situation du pays et ne pas se contenter des discours officiels des gouvernants¹³⁷. C'est également un des points les plus sensibles de l'activité des fondations qui pouvait faire l'objet de controverse avec les autorités en place. Des militants de droits de l'Homme étaient eux-mêmes poursuivis et surveillés par la police politique du régime, et les voir accompagnés d'acteurs « semi-officiels » occidentaux était de nature à provoquer des controverses diplomatiques, ainsi que des problèmes supplémentaires pour les opposants eux-

¹³⁵ Entretien avec un responsable de la KAS février 2021

¹³⁶ Mouvement social dans une ville minière du Sud-Ouest tunisien dans le gouvernorat de Gafsa, voir : Révolte du « peuple des mines » en Tunisie par Karine Gantin et Omeyya Seddik, Le Monde Diplomatique, <https://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/GANTIN/16061>

¹³⁷ Notes d'observation et discussions avec mes collègues au sein de la FES

mêmes. Un des employés ayant connu cette période m'expliquait que sous Ben Ali, on lui indiquait de ne pas accompagner ou conduire le directeur de la fondation lors de rencontres avec des militant des droits de l'Homme (ce qu'il fait normalement aujourd'hui dans le cadre des activités) afin qu'il n'ait pas de problèmes éventuels en tant qu'employé local¹³⁸.

Le travail informatif des fondations politiques était leur principale activité avant 2011. Ce travail peut se retrouver dans d'autres bureaux des fondations politiques à l'étranger, comme nous l'a expliqué un dirigeant de la FES ayant travaillé en Palestine : « *On a toujours compris notre mission en tant que think tank pour la politique allemande (...)[Notre but] au fond [est de] bien informer les politiciens allemands parce que le conflit entre Israël et Palestiniens ça joue un rôle très important dans la politique allemande* »¹³⁹. La taille des fondations semble jouer un rôle important dans la définition de leur objectif. Les fondations de plus petite taille, devant gérer moins de programmes importants, ont une plus grande marge de manœuvre pour opérer un travail informatif et théorique important. Comparant avec son travail actuel en Tunisie, le dirigeant de la FES estime que la dimension think tank change dans la mesure où « *En Palestine c'est beaucoup plus think et en Tunisie c'est beaucoup plus to tank* ». Le travail dans un contexte est beaucoup plus théorique et informatif alors qu'il est davantage dans la mise en oeuvre de projets dans l'autre. Cette donnée peut être mise en relation avec les contraintes que subissent les diplomates dans leur travail, point développé par Cornut¹⁴⁰ sur les ambassades occidentales en Egypte, où il montre que les plus petites ambassades ont mieux réussi à comprendre la révolution de 2011 grâce à leur plus grande proximité avec les acteurs de la société civile.

Ce travail informatif peut être directement relié à la dimension diplomatique des fondations politiques. Il est en effet réalisé par les employés allemands des

¹³⁸ Notes d'observation, terrain de recherche

¹³⁹ Entretien à Tunis, octobre 2019

¹⁴⁰ Jérémie Cornut (2015), "To be a diplomat abroad: Diplomatic practice at embassies", *Cooperation and Conflict*, vol.50, n°3, p. 385-401.

fondations, souvent les principaux dirigeants (représentants ou représentants adjoints). Cette affectation spécifique aux Allemands est motivée, selon un des responsables interviewés en entretien, par la nécessité « *d’avoir un regard distant* »¹⁴¹ de la part de ceux qui rédigent les notes et les rapports. Les employés expatriés sont dotés de ressources internationales à travers plusieurs expériences à l’étranger, ce qui leur permettrait d’apprécier avec plus « *d’objectivité la situation* »¹⁴² là où les locaux peuvent avoir une « *une vision des choses plus conflictuelle* »¹⁴³. Les notes établies par les acteurs des fondations sont destinées à l’ensemble des acteurs politiques allemands selon nos interviewés, même si elles suivent dans un premier un circuit partisan (siège de la fondation, cadres du parti politique proche de la fondation).

Les fondations politiques, en tant qu’acteurs promouvant la démocratisation, se retrouvent dans une position ambiguë et paradoxale dans leur travail dans le contexte de l’autoritarisme tunisien. Leur action qui, par définition, ne peut que susciter l’opposition du régime en place, a besoin de l’approbation de ce dernier pour exister. Les programmes de soutien actif sont cantonnés à des dimensions plus consensuelles et évoquent des sujets politiques moins clivants pour les autorités. Ce constat rejoint celui de Bush¹⁴⁴ qui, dans son étude sur les promoteurs américains de la démocratie, montre que ces derniers évitent d’avoir une approche clivante avec les régimes autoritaires où ils opèrent. Les promoteurs de démocratisation privilégient une assistance démocratique qui n’a pas « *une forme conflictuelle directe* »¹⁴⁵ consistant en un soutien logistique ou matériel à des dissidents anti-régime, forme d’aide que privilégiaient les États-Unis d’Amérique lors de la guerre froide.

¹⁴¹ Entretien

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ Ibid.

¹⁴⁴ Bush, S. S. (2015). *The Taming of Democracy Assistance: Why Democracy Promotion Does Not Confront Dictators*. Cambridge : Cambridge University Press. doi: [10.1017/CBO9781107706934](https://doi.org/10.1017/CBO9781107706934)

¹⁴⁵ Ibid.

Les fondations politiques allemandes en Tunisie s'inscrivent dans une démarche particulière qui vise à nouer des contacts avec des acteurs influents sans que cela n'apparaisse comme étant de l'ingérence vis-à-vis du régime en place. Cela n'empêche pas l'existence de projets de développement avec des acteurs économiques ou syndicaux, quelquefois en partenariat avec des institutions allemandes comme le GIZ. La multiplicité de leurs dimensions (partisane, diplomatique) se retrouve aussi dans ce contexte, puisqu'elles doivent endosser plusieurs rôles dans leur travail. Le pluralisme politique et associatif des contacts des fondations politiques va grandement faciliter et accélérer leur capacité d'adaptation au changement du champ politique tunisien qui s'opère en 2011.

2) Le bouleversement révolutionnaire de 2011 : reconfigurations et nouveaux projets

Le début de l'année 2011 voit la chute rapide du régime de Ben Ali après quelques semaines de révoltes populaires. La chute du régime, assez brusque, a surpris la plupart des observateurs et la communauté internationale qui avaient tablé sur la « stabilité » du régime en place. Le changement de régime ouvre la voie à un nouveau chapitre dans l'histoire du pays et de la région, ainsi que de nouvelles opportunités de travail pour les acteurs internationaux dont font partie les fondations politiques allemandes.

2.1 Une nouvelle importance du contexte tunisien qui impacte le rôle des fondations

L'implication de nouveaux acteurs transnationaux en Tunisie n'est pas seulement le fait des fondations allemandes. La transition démocratique provoque l'arrivée de tout un nombre d'acteurs internationaux : diplomates, anciens dirigeants politiques, ONG, experts. On assiste à une circulation transnationale des « savoirs »

transitionnels où interviennent des personnalités comme Lech Walesa¹⁴⁶, des acteurs de la transition en Espagne. Lors d'un événement public, le représentant résident de la KAS en présentant sa fondation explique par exemple l'importance renouvelée qu'a prise la Tunisie aux yeux du gouvernement allemand et le changement de regard sur la région qu'il implique de la part des dirigeants allemands : « *Les événements de la Révolution qui ont pris leur départ, au début de l'année 2011, en Tunisie et en Egypte, ont changé l'image de la région marquée, pendant des décennies, par des conflits et la stagnation politique* »¹⁴⁷.

Il est utile ici de rappeler tout d'abord l'état des relations entre l'Allemagne et la Tunisie avant 2011. Contrairement à la plupart des pays occidentaux qui tablaient sur la relative stabilité du régime et considéraient que la situation tunisienne (au niveau sécuritaire et économique notamment) était satisfaisante, les rapports entre l'Allemagne et la Tunisie avaient connu un froid en 2002. Suite à un attentat terroriste dans l'île de Djerba¹⁴⁸, les autorités tunisiennes ont soutenu la thèse d'un accident lié à une explosion de gaz avant de se rétracter et d'admettre le caractère terroriste de l'attaque¹⁴⁹. Les relations diplomatiques entre le régime de Ben Ali et l'Allemagne étaient restées en froid depuis cet incident. Les autorités allemandes sont parmi les rares à accueillir favorablement le départ de Ben Ali et l'une des premières visites de dignitaires internationaux après le 14 janvier 2011 sera effectuée par le ministre des Affaires étrangères allemand Guido Westerwelle¹⁵⁰.

¹⁴⁶ Lech Walesa en visite en Tunisie du 28 au 30 avril 2011 <https://www.leaders.com.tn/article/4825-lech-walesa-en-tunisie-du-28-au-30-avril-pour-soutenir-les-transformations-democratiques> consulté le 10/03/2021

¹⁴⁷ Notes d'observation

¹⁴⁸ « Plusieurs touristes tués à la synagogue de la Ghriba, à Djerba » Le Monde le 12 avril 2002: https://www.lemonde.fr/archives/article/2002/04/12/plusieurs-touristes-tues-a-la-synagogue-de-la-ghriba-a-djerba_270972_1819218.html

¹⁴⁹ Voir Libération, 17 avril 2002 «Djerba: Ben Ali se résigne à l'attentat» https://www.liberation.fr/planete/2002/04/17/djerba-ben-ali-se-resigne-a-l-attentat_400555/

¹⁵⁰ « Westerwelle à Tunis, l'activité diplomatique s'intensifie pour aider la transition » https://www.lepoint.fr/monde/westerwelle-a-tunis-l-activite-diplomatique-s-intensifie-pour-aider-la-transition-12-02-2011-1294764_24.php

La période qui s'ouvre après le 14 janvier 2011 constitue donc une fenêtre d'opportunité pour la diplomatie allemande pour nouer de nouveaux partenariats et renforcer sa diplomatie dans la région. Les fondations politiques, dans le contexte de changement de régime et de transition, seront un relais efficace de la diplomatie allemande dans cette nouvelle phase. Par leur structuration et les contacts dont elles disposent, elles représentent un outil idéal pour prendre contact rapidement avec d'anciens opposants, de jeunes militants des mouvements sociaux, qui auront un nouveau rôle politique à jouer dans la transition démocratique. Le ministère de la coopération internationale BMZ octroie aux fondations des rallonges budgétaires exceptionnelles de 5,4 millions d'euros ¹⁵¹ pour financer de nouvelles activités dans le domaine de l'assistance démocratique, la formation de journalistes et l'organisation de séminaires.

Ces mouvements diplomatiques en faveur d'une nouvelle politique d'aide au développement vont changer en profondeur la nature de l'action des fondations politiques allemandes en Tunisie. Cantonnés lors de la période autoritaire à un travail informatif, elles doivent maintenant en raison du nouveau contexte être « *davantage dans l'implémentation d'idées* »¹⁵². Le travail informatif laisse place à des projets de coopération avec les acteurs politiques et sociaux où il faut, pour les fondations allemandes, encourager à la diffusion des idéaux démocratiques. Les fondations bénéficient d'une hausse de leurs budgets grâce à une contribution supplémentaire du BMZ fournie exceptionnellement en raison du début des printemps arabes en Tunisie mais également en Egypte ou en Libye. Les nouveaux objectifs pour les fondations politiques ne sont plus seulement de fournir à leurs sièges et ministères mais de participer activement à la nouvelle phase de transition démocratique qui s'ouvre en Tunisie. La partie informative reste néanmoins importante notamment car elle permet

¹⁵¹ Dakowska, D. (2013). *Les fondations politiques allemandes : des courtiers de la politique étrangère*, 6.

¹⁵² Entretien avec un dirigeant de la FES octobre 2019

aux autorités de suivre l'évolution d'un contexte incertain et dont les craintes qu'il suscite « l'instabilité » dans la région sont fortes auprès de plusieurs dirigeants occidentaux.

L'importance nouvelle prise par les bureaux tunisiens des fondations politiques suit l'évolution du contexte politique et international. L'un de mes anciens collègues, qui travaillait déjà au sein de la fondation avant 2011, me confiait ainsi le changement survenu en 2011: « *c'était un changement incroyable en 2011, on était un bureau de toute petite taille et tout d'un coup on avait l'impression d'être devenus le centre du monde en quelques jours* »¹⁵³. Les fondations sont sollicitées par les pouvoirs publics et également par de nouveaux acteurs et doivent adopter de nouvelles attitudes et dispositions de travail, notamment avec la gestion de leur image publique : « *on a dû apprendre à parler aux médias pour expliquer les objectifs de notre fondation, alors qu'avant c'était quelque chose qu'on évitait à tout prix à cause de la dictature* »¹⁵⁴.

La taille du personnel des fondations témoigne de ces évolutions. La fondation Ebert, par exemple, ne disposait avant 2011 que de cinq employés permanents au total. La fondation compte aujourd'hui environ quarante employés permanents, ce qui en fait le bureau à l'étranger le plus important de la fondation¹⁵⁵. Il en est de même pour la Konrad Adenauer, qui compte aujourd'hui une trentaine d'employés et ne disposait avant 2011 que d'un bureau de taille réduite. Les deux principales fondations politiques disposent de bureaux de tailles conséquentes, y compris lorsqu'on les compare avec leurs activités respectives dans le reste du monde. La Hanns Seidel et la Friedrich Naumann comptent pour leur part une dizaine d'employés chacun, un nombre en croissance par rapport à l'avant 2011 où elles étaient déjà implantées en Tunisie. Enfin, la Heinrich Böll Stiftung et la Rosa Luxemburg ont décidé d'ouvrir des bureaux locaux en Tunisie à la suite des printemps arabes, la Tunisie servant pour la RLS de bureau

¹⁵³ Discussions durant mon travail à la FES, 2019

¹⁵⁴ Discussions durant mon travail à la FES, 2019

¹⁵⁵ Discussions durant mon travail à la FES, 2019

régional coordonnant l'ensemble des activités de la région MENA. Les fondations politiques allemandes présentes en Tunisie comptent des bureaux de taille différentes, qui sont à l'image des moyens financiers et humains que possèdent les fondations en Allemagne. Il est donc assez cohérent de voir que la FES et la KAS soient les deux fondations possédant le plus de moyens matériels. Même si les autres fondations politiques possèdent des moyens moins importants, la croissance de leur effectif depuis 2011 pour la HSS et la FNS, ainsi que l'arrivée en Tunisie pour la HBS et la RLS, témoignent d'un intérêt fort de l'Allemagne pour la Tunisie et d'une implication importante des fondations allemandes auprès des acteurs tunisiens.

2.2 Une professionnalisation renforcée des fondations politiques

Ce nouveau travail change profondément les habitudes des acteurs professionnels qui doivent assurer de nouveaux projets avec de nouvelles logiques de travail. La taille croissante des projets de coopération avec les acteurs tunisiens amène également de nouvelles procédures de travail à l'intérieur des fondations politiques. Alors que la plupart des bureaux de travail étaient de taille réduite en comptant au maximum 5 employés permanents, ils se retrouvent face à l'obligation de gérer une quantité de travail bien plus forte en quantité (nombre de projets, taille des budgets, nombre de partenaires) et d'un nouveau type (encourager la formation de nouvelles élites, promouvoir la naissance de nouvelles institutions politiques, former des acteurs politiques et sociaux aux principes démocratiques)

Les fondations augmentent leurs effectifs et doivent entamer une plus forte professionnalisation de leur travail : augmentation de la charge administrative, gestion de l'image publique (auprès des médias ou de l'opinion avec la publicisation de leurs activités), capacité à organiser de grands événements... La charge de travail en interne est renforcée par l'importance nouvelle des financements : « *Il y a des procédures très*

strictes sur les dépenses, qui garantissent une transparence très développée. Donc il y a des contrôles en interne ici en Tunisie, après il y a un autre contrôle en Allemagne et puis après on se fait contrôler par nos bailleurs de fond, à savoir les ministères »¹⁵⁶.

Ce nouveau travail change profondément les habitudes des acteurs professionnels qui doivent assurer de nouveaux projets avec de nouvelles logiques de travail. La taille croissante des projets de coopération avec les acteurs tunisiens amène également de nouvelles procédures de travail à l'intérieur des fondations politiques. Alors que la plupart des bureaux de travail étaient de taille réduite en comptant au maximum 5 employés permanents, ils se retrouvent face à l'obligation de gérer un travail n'ayant plus rien à voir ce qui leur était demandé auparavant. Les fondations augmentent leurs effectifs et doivent entamer une plus forte professionnalisation de leur travail : augmentation de la charge administrative, gestion de l'image publique (auprès des médias ou de l'opinion avec la publicisation de leurs activités), capacité à organiser de grands événements...

La charge de travail en interne est renforcée par l'importance nouvelle des financements. Ces derniers amènent des dépenses plus importantes au niveau des projets qui doivent être justifiés auprès du siège à Berlin. Les mesures de justification déjà en place avant 2011 prennent encore plus d'importance car « *que peu importe la taille de l'activité, l'effort que ça demande en termes de comptabilisation est presque le même, plus il y a de fonds plus il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas d'erreurs* »¹⁵⁷. Cette importance prise par la charge administrative représente un défi pour les acteurs professionnels des fondations pour qui ce n'est « *pas toujours évident de trouver le juste équilibre entre la partie administrative, comptabilité, et le travail de fond* »¹⁵⁸.

Les acteurs interviewés durant notre enquête pouvaient souvent faire la comparaison avec d'autres bureaux à l'étranger (territoires palestiniens, Brésil, Asie du

¹⁵⁶ Entretien avec un responsable de la KAS

¹⁵⁷ Entretien

¹⁵⁸ Ibid

Sud-Est) qui, étant de taille réduite, étaient à l'instar du bureau tunisien pré-révolution davantage axés sur un objectif informatif. « *On a toujours compris notre mission en tant que think tank (...) fournir des informations détaillées (...) [pour] informer les politiciens allemands* »¹⁵⁹. Dans les autres bureaux à taille réduite, la charge de travail concernant les ressources humaine était de nature beaucoup moins importante. Les effectifs étaient souvent compris entre 5 et 10 employés (y compris le personnel d'entretien et les chargés de logistique). Les représentants résidents de ce type de bureau ne passaient pas plus d'une heure par semaine pour gérer les différentes tâches liées aux ressources humaines¹⁶⁰ alors qu'en Tunisie, il s'agit de la principale charge de travail des représentants résidents : gestion des contrats et des relations de travail, contrôle des dépenses, entretien du siège et signature des chèques. Ceux-ci possèdent même des adjoints en charge de les aider et de les remplacer au cas échéant¹⁶¹. Cette dimension très professionnalisée du travail des fondations peut être mise en relation avec les pratiques managériales qui imprègnent de plus en plus le travail des ONG dans le monde¹⁶².

3) Les premiers programmes d'assistance à la démocratisation en 2011

La période qui s'ouvre en 2011 ouvre de nouvelles opportunités de travail et la construction de partenariats pour les fondations allemandes qu'il leur était impossible de réaliser auparavant.

¹⁵⁹ Entretien FES

¹⁶⁰ Entretien

¹⁶¹ C'est le cas de la FES et de la KAS

¹⁶² Couprie, S. (2012). Le management stratégique des ONG ou la quête de légitimité. *Mondes en développement*, n°159(3), 59. doi: [10.3917/med.159.0059](https://doi.org/10.3917/med.159.0059)

1.1 De nouvelles opportunités de partenariat : coopter les élites postrévolutionnaires

Comme évoqué précédemment, les objectifs des fondations changent et il s'agit maintenant pour les fondations de participer activement à la transition démocratique en promouvant la « culture démocratique » auprès des acteurs politiques et sociaux tunisiens. Certains partenariats en place dans la période de l'autoritarisme peuvent prendre fin comme, c'est le cas de celui qui existait entre l'université Zitouna (faculté de théologie) et la Konrad Adenauer. L'université Zitouna et la KAS créaient des espaces de discussions sur la question de l'égalité homme/femme dans la religion musulmane. La période d'instabilité qui a suivi 2011 et les changements qu'elle a apportés a stoppé ce projet en raison de « *l'arrivée de certains éléments extrémistes* »¹⁶³ au sein de l'université qui n'étaient pas partisans de ce type de valeurs.

Toutefois, dans la plupart des cas, les fondations politiques profitent de la nouvelle situation politique et sociale pour soit renforcer leurs liens déjà existants avec certains acteurs tunisiens, soit créer de nouvelles collaborations avec des forces politiques et sociales émergentes. Dans le cas de la continuité des projets déjà existants, citons le cas de la fondation Ebert avec l'UGTT. L'axe syndical au sein de la fondation Ebert s'est considérablement renforcé après 2011 et est devenu le principal élément distinctif de la FES par rapport aux autres fondations. S'il était cantonné à quelques questions relatives au droit du travail et syndical, le partenariat est dorénavant étendu à plusieurs niveaux : formation de syndicalistes au dialogue social, réalisation d'études économiques avec le comité d'experts de la centrale syndicale, partenariat transnational avec l'IGMetall (syndicat allemand de métallurgie). Cette coopération de la centrale syndicale est d'autant plus importante pour la FES que les bases syndicales ont joué un important rôle dans l'encadrement des mouvements protestataires lors de la révolution. Seule organisation réellement structurée du pays au lendemain du 14 janvier, l'UGTT

¹⁶³ Entretien à Tunis, février 2021

constitue un interlocuteur important du champ politique et social tunisien, qui sera nécessairement amené à compter et aura son mot à dire dans les futures orientations de la Tunisie.

Dans le même sillage, les fondations politiques cherchent à créer des liens avec des militants des droits de l'Homme, des activistes de la société civile, de jeunes militants qui ont participé aux luttes en faveur des libertés sous l'autoritarisme. Là encore, il est important pour les fondations allemandes de bénéficier du prestige et de la légitimité révolutionnaire de ces acteurs qui se sont engagés dans la lutte contre l'autoritarisme. Cela permet, d'une part, de renforcer l'image des fondations en tant qu'acteurs engagés dans la diffusion des valeurs démocratiques. D'autre part, nouer des liens avec des forces ou des personnalités de ce type permet aux fondations d'être « en contact » avec l'état réel de la société. Il a souvent été reproché à certains acteurs (gouvernements, experts, diplomates) leur incapacité de prédire l'arrivée de la révolution tunisienne et des printemps arabes en 2011. De là la nécessité de nouer des liens avec des militants de terrain proches de la société civile et pouvant témoigner de ses évolutions futures, ce qui a été fait par des ambassades étrangères dans d'autres contextes¹⁶⁴. Il est à ce titre significatif de voir qu'après la révolution, aucun projet n'a été fait par les fondations politiques avec des éléments s'étant ouvertement compromis avec le régime de Ben Ali, que ce soit au niveau politique partisan (aucune alliance avec des partis constitués de cadres de l'ancien régime comme le parti L'Initiative de Kamel Morjane) ou plus largement dans la société civile (aucun partenariat avec des organisations ayant soutenu le régime de Ben Ali).

¹⁶⁴ Jérémie Cornut (2015), "To be a diplomat abroad: Diplomatic practice at embassies", *Cooperation and Conflict*, vol.50, n°3, p. 385-401.

2.2 Réussir le processus électoral et constitutionnel et professionnaliser l'élite politique

Les premières implications des fondations politiques dans la transition démocratique vont toucher aux enjeux le plus urgent de la Tunisie en 2011, à savoir la réussite du processus électoral qui doit aboutir à l'élection d'une assemblée constituante en charge de rédiger une nouvelle constitution. Les premières priorités des élites politiques tunisiennes sont de créer les conditions propices à la tenue des premières élections libres du pays depuis l'indépendance. À ce titre, elles se sont regroupées dans la « Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique »¹⁶⁵ pour entamer les réformes politiques : démantèlement du système parti-Etat, mise en place d'un code électoral et adoption d'une nouvelle loi organisant le travail des partis politiques.

Dans ce cadre, les fondations politiques ont organisé des conférences, des séminaires en lien avec ces thématiques où intervenaient des experts de droit constitutionnel et des lois électorales qui faisaient des propositions aux élites politiques sur les modèles possibles à adopter pour la Tunisie.¹⁶⁶ La Hanns-Seidel-Stiftung a notamment beaucoup investi ce secteur en multipliant les partenariats avec des associations regroupant les professionnels du droit, comme l'Association Tunisienne de Droit Constitutionnel (ATDC), le syndicat des magistrats ou l'ordre national des avocats. Il est difficile de mesurer l'impact réel de ces différents forums de discussion sur le contenu des différents décrets-lois de l'instance. Toutefois, il permet de montrer en quoi ceux-ci répondent à une demande locale et s'inscrivent en cohérence avec le contexte politique local, ce qui permet aux fondations de renforcer leurs liens avec les nouveaux acteurs politiques tunisiens.

¹⁶⁵ Voir : Lieckefett, M. (2012). La Haute Instance et les élections en Tunisie : du consensus au « pacte politique » ? *Confluences Méditerranée*, N°82(3), 133. doi: [10.3917/come.082.0133](https://doi.org/10.3917/come.082.0133)

¹⁶⁶ Exemples : Association des études internationales : La transition tunisienne et sa perception internationale 30/11/2011 ;

Toujours dans l'optique de réussir le processus électoral tunisien, les fondations ont formé des observateurs électoraux chargés de surveiller la validité du scrutin. Ces formations se faisaient avec les partenaires respectifs des fondations. La Friedrich Naumann Stiftung a formé des observateurs électoraux de l'Association Tunisienne pour l'Intégrité et la Démocratie des Elections (ATIDE). La Konrad Adenauer a plaidé une facilité d'accès aux observateurs électoraux internationaux pour contrôler le processus électoral¹⁶⁷. La fondation Ebert a également formé des observateurs électoraux, mais elle est la seule à l'avoir fait dans le cadre d'un partenariat avec un parti politique dès 2011.

La FES a développé en 2011, un partenariat avec le parti Ettakatol (Forum pour le Travail), de tendance sociale-démocrate, dont l'orientation idéologique était cohérente avec celle de la fondation Ebert. Le parti était issu de l'opposition légale à Ben Ali (bien qu'ayant un statut juridique officiel, ses activités faisaient l'objet de surveillance et de censure de la part du régime) et avait fait le choix de ne pas participer aux premiers gouvernements de transition. Ces paramètres, couplés à la proximité social-démocrate, en font un partenaire « idéal » pour la fondation Ebert : *« c'est un parti qui était à la fois réformiste et pragmatique (...) mais en même temps qui avait un peu la légitimité de la révolution car il avait refusé de s'associer à Ben Ali »*¹⁶⁸. La fondation Ebert organise pour les militants et les cadres du parti des sessions de formation visant à professionnaliser son activité à plusieurs niveaux : communication, travail parlementaire et observateurs électoraux. La fondation a poursuivi son partenariat en assurant une formation au travail parlementaire des députés élus du parti Ettakatol à l'assemblée constituante. Le parti est arrivé en troisième position lors des élections à l'assemblée constituante de 2011.

¹⁶⁷ <https://www.tunisienumerique.com/cemi-le-role-des-observateurs-internationaux-pour-des-elections-transparentes/>

¹⁶⁸ Entretien à Tunis, janvier 2021

Sur un autre plan, la question de la « jeunesse », en tant qu'entité ayant joué un rôle déterminant dans la révolution, est également abordée par les fondations politiques. L'objectif, dans le cadre de la promotion de la culture démocratique et du débat, est de favoriser l'émergence de futures élites politiques à l'avenir. La Konrad Adenauer lance ainsi l'Académie politique et la Friedrich Ebert le programme « Génération A'venir », tous deux ayant pour objectif de s'adresser à un public jeune et politisé, amené dans le futur à jouer un rôle dans le paysage politique tunisien.

Les premières actions des fondations politiques allemandes à la suite de la révolution tunisienne suivent les logiques suivantes : nouer des liens avec les élites politiques et sociales montantes de la Tunisie, aider à la promotion de la « culture démocratique » en passant notamment par la professionnalisation des acteurs politiques et associatifs, se constituer en tant que centre d'expertise « à l'attention des Tunisiens »¹⁶⁹ par l'organisation de séminaires, de lieux de discussion qui servent à la production et à la diffusion de modèles à l'attention des élites politiques du pays pour les futures instances politiques qui doivent naître d'un processus constituant.

Ce premier regard nous amène à constater la diversité des modes d'action des fondations (expertise, professionnalisation, construction de réseaux), des acteurs touchés par les différents programmes des fondations (syndicats, partis, ONG) et l'impact du contexte local sur la définition des objectifs des fondations. Le changement de 2011 a changé les fondations politiques allemandes en Tunisie dans les objectifs qu'elles se donnaient, dans leur structure professionnelle, dans leurs moyens matériels et le type d'acteurs avec lesquels elles interagissent.

¹⁶⁹ Entretien à Tunis, octobre 2019

La première phase en 2011 ne constitue qu'une première étape du travail des fondations politiques en Tunisie qui va continuer tout au long de la transition démocratique et prendre une importance croissante avec le temps avec encore une fois des bureaux de plus de grande taille et l'arrivée des fondations Heinrich Böll et Rosa Luxemburg. Nous étudierons dans le troisième chapitre de manière plus détaillée les différents répertoires d'action qu'emploient les fondations en Tunisie et les normes diffusées dans les événements organisés par ces acteurs.

CHAPITRE IV

PROMOUVOIR LA DEMOCRATISATION PAR LE RENFORCEMENT DES STRUCTURES POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES

La transition démocratique tunisienne a vu l'implication d'un grand nombre d'acteurs internationaux dans le soutien au processus démocratique. Ce soutien s'est manifesté sous des formes diverses : soutien matériel, logistique, dons économiques, projets de développement, assistance et formation technique, envoi d'observateurs internationaux pour les élections. Les acteurs eux-mêmes ont été divers puisque ces différentes actions ont été autant le fait d'ONG, d'organisations internationales ou de diplomaties dans le cadre de leur politique étrangère.

Les fondations politiques allemandes, comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents, sont typiques de cette coopération internationale d'assistance qui intervient lors d'un contexte de transition démocratique. Elles présentent néanmoins des caractéristiques spécifiques dans leur promotion de la démocratie.

Ce chapitre a pour but d'explorer en détail les différents événements, programmes ou études réalisés par les fondations politiques allemandes implantées en Tunisie. L'étude de ces différents programmes nous permettra de voir en quoi ces actions permettent de diffuser une conception allemande de la démocratie. Dans la continuité de certains travaux qui ont illustré la particularité des fondations par rapport à d'autres acteurs internationaux¹⁷⁰, nous insistons ici sur la vision élargie qu'ont les fondations allemandes de la démocratie qui offrent des offre « *des programmes de nature socio-culturelle* » qui ne se cantonnent pas aux affaires publiques ou

¹⁷⁰ Pinto-Duschinsky, M. (1991). Foreign political aid: the German political foundations and their US counterparts. *International Affairs*, 67(1), 33-63. doi: 10.2307/2621218

institutionnelles. Cette dernière ne se cantonne pas à l'aspect procédurier de la démocratie (la tenue d'élections libres), mais vise à mettre en place de conditions socio-économiques adéquates à la démocratisation qui touchent de larges pans de la société. Les différents registres d'action des fondations politiques allemandes en Tunisie se déclinent ainsi dans l'appui à la société civile, la favorisation du débat public et du dialogue, et la réalisation d'études empiriques. Nous verrons dans ce chapitre comment ces programmes permettent de mettre en place les conceptions des fondations allemandes de la démocratie, à savoir le renforcement de la société civile, l'éducation civique et politique, ainsi que la production de nouveaux cadres cognitifs.

1) Diffuser la démocratie par l'appui technique de la société civile tunisienne et ses relais

Les fondations politiques allemandes ne voient pas le succès de la démocratisation uniquement à travers la réussite du processus électoral. Elles voient comme garantie de la démocratie la consolidation de fortes structures économiques, politiques et sociales au sein de la société qui permette de garantir l'adhésion aux idéaux démocratiques. Le processus de démocratisation ne s'arrête pas le jour de l'élection, mais s'inscrit sur le long terme, ce qui implique d'accompagner les différents acteurs sur une plus longue période. L'idée étant de créer les « *conditions préalables à la légitimité de la démocratie* »¹⁷¹.

Notre première partie compte étudier les programmes d'appui donnés à la société civile en Tunisie par les fondations allemandes. Par professionnalisation, nous entendons des mécanismes de soutien mis en place par les fondations allemandes qui sont de nature à renforcer les structures et le fonctionnement de leurs partenaires afin

¹⁷¹Holthaus, L. (2019). Is there difference in democracy promotion? A comparison of German and US democracy assistance in transitional Tunisia. *Democratization*, 26(7), 1216-1234. doi: 10.1080/13510347.2019.1618832

de rendre ces derniers plus efficaces sur le terrain.. Il s'agit principalement ici de programmes visant à renforcer les « compétences » des acteurs partenaires des fondations politiques allemandes : acteurs syndicaux ou patronaux, militants de la société civile et activistes. Dans la continuité et la similarité du travail des fondations allemandes dans d'autres contextes, l'objectif est de créer une société civile suffisamment forte pour constituer un contre-pouvoir à d'éventuelles dérives autoritaires ou un retour en arrière.

1.1 Professionnaliser le travail associatif et la gouvernance administrative

Les programmes de formation des fondations politiques allemandes sont principalement effectués avec les organisations partenaires. Ces projets s'adressent souvent aux acteurs membres de ces organisations en vue de « renforcer les capacités » de ces derniers. Les organisations partenaires constituent l'ensemble des acteurs imbriqués dans des projets de coopération avec les fondations. Cela peut concerner autant des organisations syndicales (UGTT avec la FES), des associations de défense des droits de l'Homme, ou des acteurs économiques (Patronat, associations professionnelles avec la KAS). Le programme d'assistance peut également prendre la forme d'un don matériel ou le soutien d'un événement. Le type d'acteur visé par ces formations varie selon le type de fondations, même si on retrouve toujours des acteurs associatifs. La Konrad Adenauer travaille ainsi en partenariat avec des acteurs économiques. Elle a par exemple lancé un programme de « renforcement des capacités des femmes cheffes d'entreprises »¹⁷² qui a pour but de permettre aux femmes entrepreneurs de mieux répondre aux impératifs du monde des affaires et de favoriser leur intégration et leur performance. De même, le programme « entreprise-

¹⁷² Voir : <https://www.kas.de/fr/web/tunesien> consulté le 26/04/2021

formatrice »¹⁷³ a pour but de former des travailleurs du secteur automobile et de favoriser leur employabilité.

Professionaliser les dirigeants d'entreprise

Toujours dans l'objectif d'implanter des compétences professionnelles, la KAS a également un programme spécifiquement centré sur les « techniques de négociation » destiné aux acteurs économiques et d'entreprise. Ce type de compétence se veut « polyvalente » et peut être réinvestie par les acteurs dans de multiples contextes : que ce soit dans le monde des affaires dans le cadre de la vie d'entreprise ou bien dans le cadre de négociations salariales avec les partenaires sociaux par exemple. Ces formations pour la KAS sont avant tout destinés à des acteurs économiques, des fédérations patronales comme l'UTICA ou le Cercle des Jeunes Dirigeants¹⁷⁴. Ces formations, selon les mots de la fondation, ont pour objectif de développer les compétences de « *management, leadership, RH, (...) compétences managériales (...) compétences interpersonnelles [des jeunes dirigeants] à travers une vision de performance globale pour agir sur leurs environnements internes et externes* »¹⁷⁵.

Selon le représentant adjoint de la KAS lors de notre entretien, ces programmes visent d'une part ces partenaires afin d'être plus performants dans leur action quotidienne, mais aussi à diffuser plus généralement la « culture démocratique » dans l'ensemble de la société :

« Pour le patronat c'est très important d'accompagner l'UTICA pour qu'elle développe ses compétences, sa capacité d'organisation, de structuration, pour défendre ses intérêts vis-à-vis du politique. Et il y avait un sous-objectif qui était celui

¹⁷³ Voir : <https://www.kas.de/fr/web/tunesien/veranstaltungsberichte/detail/-/content/le-projet-entreprise-formatrice-pret-pour-le-futur-1> consulté le 26/04/2021

¹⁷⁴ Voir : <https://www.kas.de/fr/web/tunesien/veranstaltungen/detail/-/content/campus-cjd> consulté le 26/04/2021

¹⁷⁵ Ibid.

d'accompagner les organisations comme l'UTICA qui sont actives dans l'économie, d'instaurer une culture démocratique au sein de ces institutions »¹⁷⁶.

L'enquête évoque au début les bénéfices de la formation pour le partenaire de la fondation, notamment dans les compétences acquises (structure, organisation). Mais il y a également pour la fondation Konrad Adenauer un objectif plus large, qui est celui de la démocratisation de l'organisation et de la société tunisienne. Il ne s'agit pas seulement de venir en aide à un acteur donné proche de la fondation. Le bénéficiaire ne profite pas uniquement au partenaire ; dans l'esprit des fondations, l'aide mise en place permet, de manière directe et indirecte, de diffuser les valeurs démocratiques dans toute la société tunisienne. Démocratiser une organisation économique ou sociale (dans ce cas précis, le patronat) participe à diffuser les pratiques démocratiques à une échelle plus large, car il permet aux acteurs sociaux de se socialiser aux procédés démocratiques. Cet angle d'analyse s'inscrit en cohérence avec la nécessité pour les fondations politiques allemandes de renforcer les structures économiques et sociales des pays où elles opèrent.

Professionnaliser les dirigeants de parti

Le même type de partenariat a été entrepris par la KAS à un niveau politique et partisan avec le parti Nidaa Tounes¹⁷⁷ avec lequel la KAS a développé un partenariat étroit en 2012. Le partenariat avait pour objectif de permettre au parti de développer rapidement ses structures internes, son organisation, son implantation dans le territoire :

On a aussi eu un partenariat avec le parti Nidaa Tounes pour accompagner ce parti en construction, dans sa phase de structuration, pour leur permettre d'avoir une organisation en interne, pour développer des programmes, pour comment dire aider à la communication politique et toutes les compétences

¹⁷⁶ Entretien avec le représentant adjoint de la KAS, février 2021

¹⁷⁷ Parti « l'Appel de la Tunisie » fondé en 2012 par l'ancien président Béji Caid Essebsi

*nécessaires pour développer un parti politique fort. (...) dans cette phase turbulente où on voyait cette euphorie du renouveau (...) il y a eu le choix de soutenir ce nouveau parti de soutenir un deuxième pôle en Tunisie qui soit puissant, notamment comme je l'ai dit de soutenir le pluralisme, car il peut pas y avoir de pluralisme si une force politique est hégémonique*¹⁷⁸

On remarque ici que, comme pour l'UTICA, le programme permet au parti politique d'abord de développer sa capacité logistique, organisationnelle et d'améliorer sa visibilité. L'enquête explique que le soutien au parti Nidaa Tounes s'inscrit dans une volonté de renforcer le pluralisme partisan. Le paysage politique de 2012 en Tunisie est en effet marqué par un déséquilibre des forces. Le parti islamiste Ennahdha a remporté les élections constituintes de 2011 avec 37% des voix¹⁷⁹. Même si cela ne représente qu'une majorité parlementaire relative, le second parti aux élections est loin derrière avec 8% des voix. Encourager la démocratie dans cette situation se matérialise dans le soutien à un parti politique qui a pour but de devenir influent et fort sur la scène politique. Cela peut être relié avec la dimension de promotion du pluralisme des fondations allemandes, la démocratie n'étant pas possible avec l'hégémonie d'une seule force politique. Le parti Nidaa Tounes avait par ailleurs été créé en 2012 avec l'objectif explicitement déclaré de constituer un contre-poids au parti islamiste Ennahdha et de rétablir « l'équilibre politique » au sein du champ politique tunisien.

Professionaliser les dirigeants d'administration

La fondation Friedrich Naumann Stiftung mobilise le même mode d'action pour des acteurs administratifs en collaborant avec l'Association Tunisienne Des Contrôleurs Publics (ATCP), des associations de la société civile comme ATIDE¹⁸⁰.

¹⁷⁸ Entretien avec un acteur professionnel de la KAS

¹⁷⁹ Elections de l'assemblée constituante du 23 octobre 2011 ; Voir Instance Supérieure pour l'Intégralité des Elections (ISIE)

¹⁸⁰ Association Tunisienne pour l'Intégrité et la Démocratie des Elections,

La fondation travaille beaucoup avec le secteur des médias et des organisations comme Centre Africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs CAPJC ou l'Agence Tunis Afrique Presse. Là encore, il s'agit de permettre à des acteurs professionnels d'acquérir des compétences spécifiques à leur champ de compétences : création de bases de données, valorisation graphique...¹⁸¹. Ce type de programme peut également offrir un voyage d'études en Allemagne où les bénéficiaires se familiariseront avec certaines approches de journalisme auprès de professionnels allemands¹⁸². En partenariat avec des acteurs économiques comme le Centre d'Affaires de Bizerte, la Friedrich Naumann Stiftung a lancé un projet en 2020 « *dont l'objectif est le renforcement de l'employabilité des jeunes tunisiens de la région de Bizerte (...) à travers des formations en soft skills et le développement des capacités* »¹⁸³. La fondation est également partenaire du parti Afek Tounes (centre-droit), avec lequel elle forme de jeunes militants. La fondation Hanns Seidel a formé des agents du ministère de l'intérieur en partenariat avec Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD)¹⁸⁴ dans le cadre des efforts d'appuis au processus de décentralisation opéré par le gouvernement tunisien.

Professionaliser les dirigeants d'association

¹⁸¹ Voir l'appel à candidatures de la FNS : <https://jamaity.org/opportunity/la-fondation-friedrich-naumann-lance-un-appel-a-candidature-pour-les-journalistes-de-tunisie/>

¹⁸² Voir : <https://jamaity.org/opportunity/ffn-capjc-appel-candidature-programme-echanges-etudes/>

¹⁸³ Source Publication de la page officielle de la fondation Friedrich Naumann Stiftung: <https://www.facebook.com/FNF.Tunis/posts/%EF%B8%8F-on-est-de-retour-avec-le-projet-janna7-en-partenariat-avec-centre-daffaires-de/2936561273091582/>

¹⁸⁴ <http://www.hssma.org/article.cfm?id=598>

D'autres axes de travail de la FES mobilisent ce type de projets comme le projet Migrations¹⁸⁵, syndicat régional¹⁸⁶, l'environnement¹⁸⁷ et c'est principalement ce type de projets qui avait été mis en place avec le parti Ettakatol¹⁸⁸. L'axe « Droits humains et gouvernance » recourt également à ce mode d'action. D'autres axes de travail de la FES mobilisent ce type de projets comme le projet Migrations¹⁸⁹, syndicat régional¹⁹⁰ ou l'environnement¹⁹¹. L'axe « Droits humains et gouvernance » recourt également à ce mode d'action. La fondation Ebert a ainsi formé dans le cadre de la promotion de la gouvernance, des fonctionnaires de collectivités locales en partenariat avec le ministère des affaires locales et de l'environnement. A l'issue de ces formations, a été diffusé auprès des agents un « *Guide des bonnes pratiques pour une meilleure gouvernance des établissements et entreprises publics* »¹⁹² visant à être diffusé au sein des administrations pour mieux sensibiliser aux enjeux de la gouvernance.

L'ensemble de ces programmes mis en place par les fondations s'inscrit dans une vision large de la démocratisation. Il vise en premier lieu à renforcer les forces vives de la société civile en leur permettant d'acquérir un certain nombre de compétences de nature à améliorer leur rendement : leadership, techniques de

¹⁸⁵ Voir : Les migrations - L'articulation de l'action syndicale au service du travail décent des migrants <https://www.fes-tunisia.org/activites/syndicats/promig-fes-2017-2020/>

¹⁸⁶ Voir: Syndicat régional (RTU) : <https://www.fes-tunisia.org/activites/syndicats/regional-trade-unions-rtu/>

¹⁸⁷ Voir : https://jamaity.org/opportunity/climate-observer-fondation-friedrich-ebert-international-youth-council-friends/?fbclid=IwAR29XETfbcgEeF3BMc0UlvZmUk_bQ__eifuLzDvwMif73ZJNtlOeyRoojtw

¹⁸⁸ Entretien avec un responsable de la FES

¹⁸⁹ Voir : Promoting Migration Governance <https://mena.fes.de/fr/projets/promig-fes-2017-2020> consulté le 26/04/2021

¹⁹⁰ Voir : Programme Régional des Syndicat : <https://mena.fes.de/fr/projets/projet-syndical-regional> consulté le 26/04/2021

¹⁹¹ Voir : https://jamaity.org/opportunity/climate-observer-fondation-friedrich-ebert-international-youth-council-friends/?fbclid=IwAR29XETfbcgEeF3BMc0UlvZmUk_bQ__eifuLzDvwMif73ZJNtlOeyRoojtw consulté le 26/04/2021

¹⁹² Voir : Publication de la page officielle de la FES <https://www.facebook.com/FES.Tunisie/posts/2127477257295172/> consulté le 26/04/2021

plaidoyer, communication et enquête journalistique. Les fondations s'adressent également aux administrations publiques sur la question de la gouvernance et l'amélioration des rendements des services publics.

1.2 S'adapter aux besoins locaux et promouvoir un partenariat tuniso-allemand

Les fondations politiques allemandes aiment mettre en avant leur prise en compte des besoins de la Tunisie et de leurs partenaires sur le terrain. Cela se concrétise par une coopération dans le cadre de programmes mis en place par les acteurs.

Soutenir le plus puissant syndicat ouvrier du pays

La fondation Ebert possède un partenariat privilégié avec l'Union Générale Tunisienne du Travail, partenariat qui constitue l'un des principaux axes de travail de la fondation en Tunisie. Les formations organisées avec l'UGTT peuvent avoir par exemple pour but de mieux faire connaître à des syndicalistes le droit du travail afin qu'ils puissent avoir une idée précise de la marge de manœuvre dont ils disposent dans le cadre des revendications sociales ou de négociations de travail.

L'UGTT, première force syndicale du pays, et acteur quasiment hégémonique au sein du champ syndical tunisien, constitue une force sociale particulièrement influente dans le pays. Il est important de souligner que selon le représentant de la fondation Friedrich-Ebert en Tunisie, c'est le principal syndicat du pays qui fait part de ses priorités et de ses besoins et que les formations s'articulent autour de celles-ci :

« Au début de l'année, on va chez eux, on fait une réunion avec tout le bureau exécutif. On voit ce qu'on a fait l'année passée, on discute de ce qu'on va faire prochainement, de ce qu'ils voudraient, ce qu'on peut nous réaliser. Ils vont nous proposer des axes de travail, des activités, (...) Et c'est comme ça que notre programme commun s'établit au début de l'année. Mais voilà l'UGTT les activités qu'on fait avec elles, c'est elles qui les demande. Alors c'est jamais nous c'est très important. Presque jamais la fondation ne propose des activités, car on part du principe que c'est toujours

le partenaire qui doit vouloir faire cette activité. C'est rare que nous prenions l'initiative, car on veut éviter de faire des projets que les partenaires ne veulent pas(...) Il y a aussi un bénéfice très direct pour l'UGTT, car on peut organiser des choses ensemble que eux de leur côté seuls ne pourraient peut-être pas faire (...) car notre manière de planifier on cherche d'abord l'intérêt commun. »¹⁹³.

Les priorités et les thèmes de formation se planifient sur l'année et en avance. C'est le syndicat qui fixe ses priorités de travail sur les questions à suivre. On retiendra de cet extrait la volonté affichée de ne pas apparaître comme un acteur imposant ses propres priorités. Sur ce point, les fondations politiques allemandes n'agissent pas comme des acteurs imposant leurs normes dans leur champ d'action et prennent soin d'inclure leurs partenaires à l'édification des priorités et à la construction des programmes. Les acteurs locaux partenaires ont leur mot à dire sur la nature des projets mis en place. Ceci rejoint le constat fait par Deforge¹⁹⁴ sur le travail de professionnalisation du travail parlementaire des députés tunisiens réalisé par le PNUD qui « *n'est pas réductible à la mise en circulation de normes et de dispositifs d'action publique préfabriqués* »¹⁹⁵ mais « *à s'appuyer, avec une certaine liberté, sur un répertoire mobilisable en fonction de la situation et des demandes au sein de l'Assemblée tunisienne* »¹⁹⁶. Si les acteurs internationaux comme les fondations allemandes peuvent être « exportatrices » de leurs modèles de pensée, ce type de configuration peut également être une occasion pour les acteurs politiques et sociaux locaux d'investir les ressources internationales à leur avantage.

Afin de bien comprendre l'action des fondations politiques allemandes, il ne faut pas seulement à notre sens chercher à étudier l'impact de leur action ou leur effet

¹⁹³ Entretien avec un acteur professionnel de la FES

¹⁹⁴ Deforge, Q. (2019). Une expertise internationale sans « bonnes pratiques » : soutenir la professionnalisation du travail parlementaire dans la Tunisie d'après 2011. *Critique internationale*, N° 83(2), 127. doi: [10.3917/criti.083.0127](https://doi.org/10.3917/criti.083.0127)

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ Ibid.

réel sur le terrain, mais plutôt, comme l'invite Dakowska, de considérer leur action comme « *un investissement qui leur permet d'anticiper en retour certains bénéfices* »¹⁹⁷.

Eviter le paternalisme et faire confiance aux compétences locales

Dans le cas présent, comme formulé dans l'entretien mentionné précédemment, le bénéfice se doit d'être mutuel. Cette importance se retrouve également dans le choix des intervenants. Dans le même entretien, le dirigeant de la FES exprime sa préférence pour la participation d'experts locaux dans les programmes organisés par la FES :

« [Faire venir] des experts d'Allemagne ça c'est quelque chose qu'on fait rarement parce que moi je trouve que en général, c'est pas une bonne approche de toujours faire venir des acteurs de l'étranger (...) Je trouve que ça fait un peu colonialiste. Je trouve que cet instrument de faire ramener des acteurs étrangers, implicitement tu dis que l'expertise n'existe pas en Tunisie et moi je suis contre cette idée. Par exemple si on veut parler des droits de l'Homme et tout ça, il y a beaucoup de gens en Tunisie on a pas besoin. Il faut vraiment réfléchir à chaque fois [si] c'est vraiment une valeur ajoutée de faire venir un expert étranger et il y a des situations où c'est le cas. Mais la majorité des situations c'est pas le cas je trouve.¹⁹⁸

L'appel à des compétences « étrangères » (allemandes en l'occurrence) est une exception et ne peut avoir lieu que si cela est nécessaire. On voit là encore la volonté d'éviter une approche qui serait paternaliste envers ses partenaires locaux et qui chercherait à imposer son point de vue. Le refus, sauf exception, de faire appel à des experts étrangers/allemands permet de reconnaître la légitimité et la compétence des

¹⁹⁷ Dakowska, D. (2006). Les fondations partisanes allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 13(4), 717. doi: 10.3917/ripc.134.0717

¹⁹⁸ Entretien

forces locales et de les inclure activement dans la construction des alliances, projets, programmes des fondations politiques.

Nous avons ici pris quelques exemples qui ne représentent pas la totalité des diverses formations mises en place par les fondations politiques en Tunisie depuis 2011, mais ils donnent une idée assez globale des dispositifs mis en place. L'ensemble de ces projets procède de logiques similaires dans la volonté de professionnaliser le champ politique, associatif et économique tunisien. Les formations visent surtout à apporter des compétences pour les personnes et à renforcer la pérennité des différents partenaires des fondations politiques.

On retiendra la grande diversité et complémentarité des différentes fondations politiques allemandes. Elles sont en mesure de toucher un grand nombre de partenaires : syndicats, partis, associations, fonctionnaires, médias et acteurs économiques. Il faut également préciser des logiques communes se retrouvent dans l'ensemble de ces programmes, y compris dans le choix des partenaires. Certaines associations, comme le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) sont partenaires à la fois de la Friedrich-Ebert, de la Heinrich-Boll et de la Rosa Luxemburg. Il en est de même pour la TAP, qui collabore à la fois avec la Konrad Adenauer et la Friedrich-Naumann. Plusieurs fondations collaborent dans le domaine de l'observation électorale, vue comme un des garants de la réussite du processus de démocratisation, que ce soit avec des associations comme ATIDE, Mourakiboun ou avec des partis. L'ensemble de ces projets s'adresse à des structures qui préexistaient avant la révolution ou qui se sont formés tout juste après, c'est-à-dire des entités qui émanent directement du contexte local Tunisien.

L'ensemble de ces acteurs associatifs, malgré leur diversité, voire leur opposition dans certains cas (syndicat/patronat par exemple), participent à la construction d'une société civile susceptible de constituer un point d'appui pour des revendications sociales venant de la population et de sensibiliser sur les questions

relatives aux droits et des libertés. Ils constituent les dispositifs de « démocratie de surveillance »¹⁹⁹ qui sont de nature à prévenir le retour à un ordre hégémonique ou absolu.

La conception de la démocratie chez les fondations allemandes a une dimension très vaste et ne se contente pas de limiter le processus démocratique à la question formelle des élections par exemple. De même, la diversité des acteurs qui bénéficient de l'aide des fondations montre cette vision globale des fondations sur la question démocratique. Elle vise dans cette optique à construire des structures durables dans la société civile, qui permet de constituer un champ intermédiaire entre la population et l'Etat.

Le second volet de l'action des fondations politiques allemandes est la diffusion et l'encouragement des valeurs démocratiques à travers la mise en place de programmes d'éducation politique et de promotion du dialogue politique.

2) Promouvoir la culture démocratique à travers l'éducation politique : jeunesse et dialogue politique

Le deuxième axe qui guide l'action des fondations allemandes dans l'encouragement de la démocratie est celui de l'éducation politique à travers la formation des élites (dans ce cas précis, un public plutôt jeune) politiques et sociales. Il s'agit pour les fondations d'imprégner chez les acteurs (actuels ou futurs) les idéaux démocratiques à travers des programmes visant à former de nouvelles élites. Nous avons vu les différents types de programmes mis en place par les fondations à l'attention de ses principaux partenaires à savoir les organisations politiques et syndicales tunisiennes. Ces programmes avaient pour ambition l'ancrage de

¹⁹⁹ Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*. Paris, Seuil, 2006, 345 p.

compétences ou la professionnalisation des organisations partenaires. Des thèmes similaires sont mis en place par les fondations politiques dans d'autres programmes qui visent à construire et créer des réseaux de jeunes politisés. Il s'agit ici de programmes qui ne s'adressent pas à des organisations structurées, mais qui opèrent par appel à candidatures en direction d'un public plus large, mais principalement jeune.

2.1 Former et favoriser l'engagement de la jeunesse tunisienne

Nous prendrons l'exemple de plusieurs projets développés par les fondations, qui montrent la volonté de faire émerger de nouvelles élites politiques et de les intégrer à leurs propres réseaux politiques et associatifs en Tunisie.

L'exemple du programme Génération A'venir de la Friedrich-Ebert

Le programme Génération A'venir²⁰⁰ est développé par la fondation Friedrich-Ebert. Il s'inscrit selon la fondation dans le cadre du « *renforcement de capacités de la jeunesse tunisienne* »²⁰¹. Tout en affirmant être une fondation qui « *œuvre et milite pour les valeurs de la social-démocratie* »²⁰², le programme dit avoir pour objectif de « *former des jeunes qui ont le potentiel de jouer à moyen et à long terme un rôle majeur dans la vie socio-politique de la Tunisie* »²⁰³. Le programme vise les jeunes âgés de dix-huit à trente ans, mais qui soient idéalement préalablement politisés en étant « *actif(s) dans une organisation de la société civile (...) ou avoir un vif intérêt pour la vie publique* »²⁰⁴

²⁰⁰ Génération A'venir : <https://www.fes-tunisia.org/activites/acteurs-progressistes/generation-avenir/> consulté le 26/04/2021

²⁰¹ Voir appel à candidatures : <https://www.facebook.com/FES.Tunisie/photos/pcb.3603179889724894/3603176743058542/?type=3&theater>

consulté le 26/04/2021

²⁰² Ibid.

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ Ibid.

Il nous apparaît intéressant de nous pencher sur le contenu des sessions du programme. Selon l'appel à candidatures, sur les dix sessions de formation proposées par le programme, six sont des sessions « méthodologiques » et visent à développer des compétences à l'attention des participants : gestion de projet, communication, prise de parole, soit des acquis de type « soft skills » qu'on pourrait retrouver dans plusieurs organisations dans le monde du travail. Sur les trois sessions thématiques, qui abordent plus des questions politiques de fond, seulement une session fait ouvertement référence à l'identité politique de la fondation Ebert (politique et valeurs de la social-démocratie²⁰⁵) alors que les deux autres concernent des thèmes plus généraux sur des questions relatives aux droits de l'Homme.

Je prendrai ici l'exemple que j'ai vécu lors de mon stage à la Friedrich-Ebert en 2017. J'ai travaillé dans le cadre du programme de Génération A'venir. J'ai observé dans ce cadre la permanence des contacts entrepris avec les anciens promus. Plusieurs jeunes leaders de promotions précédentes continuaient de se voir offrir par la fondation Ebert la possibilité de prendre part à des événements en Tunisie dans le monde : conférences régionales (région MENA essentiellement), séminaires ou forums de discussion en Allemagne. Un réseau d'anciens « Alumni GAV » est également créé pour favoriser la pérennisation des liens entre les jeunes promus et la fondation. Ce réseau a par exemple rencontré Kurt Beck, directeur de la fondation Ebert en 2017, lors de sa visite à Tunis afin de témoigner de différentes problématiques de la jeunesse tunisienne et de la transition démocratique. J'ai moi-même participé à une formation régionale sur les mécanismes internationaux de défense des droits de l'Homme au Maroc, organisée par le bureau local de la fondation et à laquelle ont participé des participants de pays de l'ensemble du Maghreb, possibilité qui m'a été offerte après mon stage. La formation était organisée par le bureau de la fondation Ebert au Maroc avec des participants de l'ensemble des pays du Maghreb (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie). Chaque pays était représenté par quatre participants, sélectionnés

²⁰⁵ Ibid.

par les bureaux respectifs de la fondation Ebert. Les participants sont des personnes qui ont été en contact avec la fondation Ebert, soit par l'intermédiaire d'un programme de formation (dans la « délégation » tunisienne, il y avait deux anciennes participantes du programme Femmes en Action et un activiste de la ville de Gafsa qui a participé à un projet de la fondation) soit dans le cadre professionnel comme cela été mon cas. La formation s'est déroulée sur trois jours et visait à introduire aux mécanismes de défense des droits de l'Homme, et a été assurée par des experts des droits de l'Homme, habitués au travail dans les instances internationales (conseil des droits de l'Homme de l'ONU). Elle a permis de faire dialoguer et échanger des participants venus de plusieurs pays et certains ont pu ensuite effectuer un séjour au conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève. Ceci constitue un exemple parmi beaucoup d'autres de la capacité de ces acteurs à créer des réseaux de contact transnationaux et à favoriser l'échange et la circulation de modèles de pensée internationaux.

L'académie politique : un programme complémentaire

La FES a mis en parallèle un programme assez similaire à celui de Génération A'venir dans ses caractéristiques, qui est celui de l'école politique²⁰⁶. Toujours dans l'optique de « *renforcement des capacités de la jeunesse tunisienne* », les sessions de formation ont toutefois des dimensions plus théoriques et générales : théorie politique, relations internationales, Systèmes politiques, Economie politique...²⁰⁷ Contrairement au programme de Génération A'venir, celui-ci donne des connaissances politiques plus poussées. Le programme a pour objectif de « *renforcer l'éveil politique et de favoriser l'émergence de nouvelles générations de décideurs* »²⁰⁸. A l'instar de Génération A'venir, l'école politique vise un public similaire, âgé entre 18 et 35 ans et politisé par

²⁰⁶ Ecole politique FES : <https://www.fes-tunisia.org/activites/acteurs-progressistes/lecole-politique/> consulté le 26/04/2021

²⁰⁷ Voir « Programme Ecole politique FES » : <https://www.facebook.com/FES.Tunisie/posts/2690811617628397> consulté le 26/04/2021

²⁰⁸ Ecole politique FES : <https://www.fes-tunisia.org/activites/acteurs-progressistes/lecole-politique/> consulté le 26/04/2021

l'intermédiaire d'un activisme au sein d'une organisation partisane ou associative, ou plus généralement d'un grand intérêt pour les enjeux de politiques publiques. En plus des sessions de formation, le programme permet aux participants d'accéder à des ressources transnationales avec des rencontres avec des responsables allemands et un voyage d'études à Berlin²⁰⁹. Les formateurs de ce programme proviennent de plusieurs horizons et peuvent avoir un rôle actif dans la vie publique. Plusieurs proviennent du monde académique (Asma Nouira, Hamadi Redissi, Sophie Bessis), ou des leaders d'opinion (le journaliste Zied Krichen), voir des personnalités qui ont occupé des responsabilités politiques (Mahmoud Ben Romdhane, économiste et ancien ministre des transports, Leila Chettaoui ancienne députée). Le responsable et coordinateur en charge de ce projet décrit l'objectif de dernier comme suit :

« L'idée c'est former des jeunes de 18 à 35 ans. Qui sont soit dans des partis politiques soit dans la société civile, ou des indépendants engagés. On leur offre comme une année de cours en politique ou science politique diverse. la théorie politique un peu générale, le système politique tunisien, l'histoire de la Tunisie et plus généralement du monde, puis un atelier plus méthodologique. A la fin les élèves choisissent des sujets sur lesquels ils vont travailler et sous la forme qu'il souhaite : il peut écrire un article, il peut faire une vidéo, il peut faire le format qu'il veut. L'idée c'est d'apporter de vraies connaissances à des jeunes, pour qu'ils puissent mieux comprendre les enjeux politiques et ensuite ils utilisent leur connaissance pour améliorer la situation du pays »²¹⁰.

Au-delà de la simple transmission de savoir, les propos de notre enquête expriment la volonté de donner des outils à des décideurs, qui ont vocation à directement être en charge des affaires publiques. La dimension éducative du travail des fondations n'est pas restreinte à un objectif uniquement éducatif mais vise aussi à

²⁰⁹ Ibid.

²¹⁰ Entretien

politiser, à donner envie à ce public de s'engager politiquement et concrètement dans les enjeux politiques.

La volonté d'inclure la jeunesse dans la vie politique et décisionnelle se retrouve encore dans le programme « Youth for change »²¹¹ qui a pour objectif de favoriser la participation de la jeunesse au processus démocratique et aux prises de décision publiques. Dans un objectif d'inclusivité, la FES a sélectionné trois régions de l'intérieur du pays pour former des jeunes sur des questions « d'éducation politique et civique »²¹² qu'ils devront eux-mêmes promouvoir par la suite à un niveau local.

La Konrad Adenauer investit également ce champ en lançant des initiatives comme l'académie politique qui a donné naissance au forum de l'académie politique étroitement liée à la fondation²¹³. A l'instar des programmes de la fondation Ebert, les sessions sont principalement axées sur des compétences individuelles : Leadership - Développement personnel - Communication Politique. La KAS a lancé une initiative de « Jeunes Leaders en matière de Démocratie en milieu universitaire »²¹⁴. Là encore, il s'agit de l'organisation de formation « *combinant la transmission de soft skills (communication, prise de parole en public, pédagogie active) et des connaissances fondamentales de la démocratie* »²¹⁵. L'objectif est de renforcer la participation des jeunes au processus démocratique et à la prise de décision, en promouvant la culture démocratique. Soutenir les jeunes élites montantes permettrait de créer les conditions propices à l'émergence de nouvelles idées innovantes pour le pays : « *On s'est beaucoup intéressés aux jeunes de Nidaa Tounes, on a essayé de les soutenir pour faire*

²¹¹ Youth for change : <https://www.fes-tunisia.org/activites/acteurs-progressistes/youth-for-change-y4c/>

²¹² Ibid.

²¹³ Voir la présentation de l'académie politique dans la rubrique « partenaires » de la fondation Konrad Adenauer: <https://www.kas.de/fr/web/tunesien/partenaires->

²¹⁴ Jeunes Leaders en matière de Démocratie en milieu universitaire <https://www.kas.de/fr/web/tunesien/veranstaltungsberichte/detail/-/content/jeunes-leaders-en-matiere-de-democratie-en-milieu-universitaire>

²¹⁵ Ibid.

émerger une nouvelle génération de politiciens qui ont plus de capacités à créer de nouvelles idées ou de nouveaux programmes pour le pays. »²¹⁶

Mettre les conditions nécessaires au renouvellement générationnel

Faire émerger de nouveaux visages, créer de nouveaux programmes, nécessité d'avoir un renouveau générationnel, l'ensemble de ces impératifs se retrouve chez nos enquêtés. On le voit particulièrement dans l'entretien de la représentante de la Heinrich Böll en Tunisie. Après avoir évoqué les liens que la fondation a créé avec de jeunes mobilisés dans le cadre de la « marche pour le climat », elle estime que depuis son arrivée en Tunisie en 2016, il y a une véritable déconnexion entre les élites politiques et la jeunesse :

« Il y a eu des attentes très fortes de la part de partenaires notamment jeunes, et ils se trouvent encadrés par des anciens il faut le dire, leur manière de gérer les choses c'est très souvent vieille école et ça ne correspond plus aux attentes des jeunes (...) En Tunisie, une chose que je trouve vraiment est exceptionnelle, c'est l'écart générationnel. On a des leaders, ceux qui décident, qui sont très vieux, d'une ancienne génération. Et vous avez de l'autre côté des jeunes, qui regardent le monde avec leurs propres visions, leurs préoccupations. Ils savent de quoi le monde est fait, ils sont très connectés, c'est très frappant quand vous parlez avec eux (...) Il faut qu'il y ait un changement politique générationnel avec une vision d'avenir qui doit prendre ses responsabilités. »²¹⁷

L'enquêtée a eu plusieurs expériences à l'étranger durant son parcours de la fondation Heinrich Böll. L'entretien montre que ce qui la marque le plus en Tunisie est la question du renouvellement des élites politiques et de la place difficile que tente de se faire la jeunesse tunisienne dans le processus démocratique. Les visions du monde, les priorités, les méthodes de fonctionnement ne sont plus les mêmes entre l'ancienne

²¹⁶ Entretien KAS

²¹⁷ Entretien avec le représentant de la Heinrich Böll Stiftung

génération de décideurs politiques et la nouvelle. Les différents programmes mis en place par les fondations à destination de cette jeunesse montrent une certaine convergence entre les fondations politiques. Il y a d'abord l'idée partagée de la nécessité d'encourager la participation des jeunes dans la vie publique et associative. C'est une logique que l'on retrouve dans plusieurs autres contextes dans lesquels les fondations politiques allemandes ont opéré, comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre. Dans le contexte tunisien, « coopter » la jeunesse s'inscrit en continuité directe avec le mouvement révolutionnaire de 2011, qui avait été porté au départ notamment par de jeunes diplômés chômeurs (ceci explique également la présence très forte de la question de l'employabilité dans les différentes offres de programmes). Cela permet par ailleurs aux fondations d'être en contact avec un public qui représente le futur et permet de témoigner aux acteurs des tendances politiques et sociales nouvelles au sein de la société. Il permet aux fondations de créer des réseaux durables avec certains acteurs.

L'un des points à retenir de ce répertoire d'action est, outre la diversité des acteurs qu'il touche, est qu'il constitue au niveau des sessions mises en place un exemple de travail dépolitisé, dans le sens de « *dépolitisation normative* » décrite par Pelletier²¹⁸. La plupart des programmes s'adressent avant tout aux acteurs qui y participent à une échelle individuelle et les questions de politique de fond sont peu abordées. Il est significatif de voir une telle domination des acquis de compétences dans certains programmes de formation au détriment de thématiques politiques de fond. Les différents programmes mis en place par les fondations présentent beaucoup de similitudes tant dans leur forme que dans le fond : lieux de formation, dispositifs, type d'apprentissage, contenu des sessions, public visé.

La culture citoyenne et démocratique, principe au cœur des fondations

²¹⁸ Petiteville, F. (2016). Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales ? *Gouvernement et action publique*, 3(3), 113. doi: 10.3917/gap.163.0113

La promotion de la culture démocratique a été mobilisée par les fondations politiques allemandes depuis leur création, que ce soit en Allemagne ou dans l'ensemble des pays où elles se sont impliquées. Selon l'un des dirigeants de la KAS que nous avons eu en entretien, cette dimension est au cœur de l'identité et de l'action des fondations :

« Ce qu'il faut quand même je pense même pour vous pour comprendre le fonctionnement et l'idée des fondations, il faut revenir à l'origine, et l'origine c'est l'accompagnement de la construction démocratique en Allemagne après la seconde guerre mondiale. Donc cette volonté de l'Etat de mettre à disposition d'acteurs allemands, des fonds pour promouvoir la culture démocratique en Allemagne, notamment à travers l'éducation civique »²¹⁹

La conception allemande de la démocratie, née au lendemain de la seconde guerre mondiale a guidé le principe des fondations politiques qui ont reproduit cette logique avec leurs partenaires en incluant ces derniers au processus. Ces dispositifs ont été mis en place dans d'autres contextes comme nous l'avons vu dans le premier chapitre et notre revue de littérature et constituent un fil conducteur de l'identité des fondations politiques. Cette dimension éducative se prolonge également dans la construction d'espaces de dialogue que réalisent les fondations politiques allemandes à travers l'organisation de séminaires, de conférences en partenariat avec des acteurs politiques et sociaux.

2.2 Favoriser le dialogue et l'échange des élites politiques et sociales

L'axe auquel nous nous intéressons est celui de l'organisation de lieux d'échanges et de discussions publiques : séminaires, conférences, forums internationaux. Ces différents lieux et espaces constituent un point de rencontre entre des acteurs provenant de plusieurs horizons : journalistes, professionnels de la

²¹⁹ Entretien

politique, activistes, universitaires et experts. Ils permettent aux fondations de mettre au-devant de la scène les problématiques ou revendications de leurs partenaires, d'organiser des débats sur des problématiques d'actualité, de faire circuler des idées au sein de l'élite politique, ou de faire participer des intervenants internationaux.

Notre analyse se repose sur une recension opérée à partir des sites internet et des relais sur les réseaux sociaux des fondations politiques allemandes, qui diffusent les événements organisés par les fondations ou en donnent le contenu général (intervenants, sujet du jour, lieu), ainsi que des observations effectuées sur le terrain de mon expérience professionnelle ainsi que certains événements diffusés en ligne (webinaires délocalisés en raison du covid, conférences retransmises). Notre recension sur internet s'appuie surtout sur les deux dernières années (il est plus difficile d'accéder à des événements plus anciens).

Il est intéressant de voir une présence très forte de la figure de l'expert dans ces événements. La quasi-unanimité des événements que j'ai pu observer ont des intervenants dont le domaine de spécialité est en lien direct avec la thématique du jour. Les universitaires sont notamment très présents dans ces lieux de discussion. Ceux-ci interviennent selon leur domaine d'expertise et le sujet de discussion. Les séances consacrées aux droits de l'Homme et aux libertés individuelles voient par exemple toujours intervenir un expert du droit (avocat, universitaire), notamment en matière de statut personnel. Les ressources peuvent également politiques ou militantes, puisque souvent ces intervenants interviennent dans l'espace public et militent pour une réforme d'une loi existante ou l'abrogation de certaines dispositions. Les professionnels du droit interviennent souvent dans ces événements, ce qui s'explique par ailleurs par l'importance de cette question au contexte tunisien, engagé dans un processus constituant et où la mise en place des instances constitutionnelles, l'interprétation de la constitution, constituent encore des enjeux et des débats politiques non résolus à l'heure actuelle.

Des forums d'échange et de discussion

Selon le représentant adjoint de la KAS, ces espaces de discussion permettent d'agir à plusieurs niveaux en favorisant le dialogue entre les élites politiques, en permettant de diffuser du savoir auprès d'un plus large public et encore une fois d'encourager la politisation de la population :

« On fait l'éducation politique et civique, donc avec la société civile en organisant des débats, des plateformes, rassembler des experts, des décideurs. Donc ça permet de créer un espace non seulement de dialogue où les experts échangent entre eux, avec les participants.. Mais aussi de permettre aux participants d'avoir accès à cette expertise, d'avoir accès à ces informations, de pouvoir se constituer une opinion autonome et personnelle, donc les inciter à participer et s'engager au processus politique, et pourquoi s'impliquer plus active dans l'avenir politique du pays »²²⁰

Ces actions s'inscrivent donc selon notre enquête dans la promotion de la culture démocratique. Il s'agit de permettre aux différents acteurs du processus tunisien d'accéder à des ressources de nature à permettre la création de nouveaux modes de pensée, de donner des outils d'analyse aux élites pour trouver des solutions aux problématiques qui touchent la société tunisienne. Toutefois, il est à noter que ces espaces se déroulent malgré tout dans un cadre élitiste. Il s'agit de lieux où viennent échanger aussi bien des activistes influents comme des militants syndicaux ou associatifs, que des décideurs politiques et économiques. Même si les espaces sont souvent ouverts au public, ce dernier reste constitué par des personnes déjà politisées et possédant un intérêt pour les enjeux de politiques publiques. Les fondations essayent toutefois de démocratiser ces lieux en médiatisant les événements afin qu'ils trouvent écho dans la presse, en les diffusant directement sur internet afin qu'ils soient visualisés par le plus grand nombre possible de personnes (le café politique organisé par la fondation Ebert par exemple). Ces lieux d'échange que nous avons décrit, où

²²⁰ Entretien

participent principalement des élites locales, ne sont pas les seuls organisés par les fondations. Ils peuvent également prendre la forme d'événements transnationaux. Nous prendrons l'exemple de deux exemples organisés par la fondation Ebert.

Un espace de discussion régional et transnational

La Fondation Ebert organise, depuis 1997, en partenariat avec le Magazine Réalités, « Le Forum International de Réalités » qui se déroule une fois par an. Le Forum choisit chaque année un thème liant la Tunisie dans son contexte régional et international : Nouvelles formes de gouvernance à l'échelle internationale ; Bouversements géopolitiques dans le monde et les impacts sur le processus politique en Tunisie ; La crise du Covid-19 et ses impacts géostratégiques dans l'espace euro-méditerranéen. Le Forum entend se constituer selon Taieb Zahar, directeur du Magazine Réalités, « *en think tank à même de formuler des propositions, des alternatives aux gouvernants pour construire la Tunisie des futures générations* »²²¹. Plusieurs intervenants internationaux prennent part à plusieurs éditions du forum : des ex ou actuels hauts fonctionnaires étrangers comme Jean Louis Guigou actuellement président de l'IPMED (Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen), Patrice Bergamini ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie, l'économiste Jacques Attali, Igor Borovkov directeur de l'institut russe des études stratégiques ou encore le journaliste Edwy Plenel.

Ces exemples montrent la complexité des lieux et des débats qui peuvent avoir lieu dans ce type de cadre. Comme nous l'avons évoqué précédemment, il est réductible de cantonner l'action de ce type d'organisations transnationales à une simple lecture affirmant l'importation de modèle du Nord vers les pays bénéficiant de l'assistance de ces organismes. Les contradictions qui peuvent intervenir au niveau local permettent de nuancer ces phénomènes et montrent la prégnance des logiques locales ou régionales. Les fondations par leur action restent toutefois un levier transnational en

²²¹ Notes d'observation

matière de construction d'alliances et de contact entre des acteurs politiques et sociaux de plusieurs pays.

2.3) Diffuser des normes à travers l'expertise

L'expertise consiste en la production d'études théoriques, de données, de rapports sur différents points du contexte politique et social en Tunisie : économie, politique, environnement, juridictions, inégalités. Le recours à l'expertise peut être un objectif en soi, dans le cadre d'un axe de travail²²² ou un moyen d'aider des partenaires à diffuser leurs idées. Dans le deuxième cas, ces études ayant une dimension et donc une valeur scientifique, peuvent être utilisées dans le cadre de la construction d'argumentaires la suite être exploitées par les partenaires de la fondation ou par les élites locales. Les lieux d'échange organisés par les fondations politiques sont également l'occasion de restituer et de diffuser les études réalisées par les fondations.

La Friedrich-Ebert utilise beaucoup ce répertoire dans le cadre de l'axe syndical ou des droits de l'Homme : Les femmes tunisiennes dans le travail et le mouvement syndical²²³, La réforme de la sécurité sociale en Tunisie²²⁴, un argumentaire en faveur de l'égalité dans l'héritage²²⁵, un guide pour le dialogue social²²⁶. La Konrad Adenauer a également publié un guide pour les pratiques du dialogue social²²⁷, une enquête d'opinion sur les 10 ans de la révolution tunisienne²²⁸ et sur les attentes des PME

²²² Par exemple, le projet « Politiques économiques pour la justice sociale dans la région MENA » de la fondation Ebert

²²³ <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/15343.pdf>

²²⁴ Voir : https://www.fes-tunisia.org/fileadmin/user_upload/documents/publications/Contenu_FR_50.pdf consulté le 26/04/2021

²²⁵ Voir : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/15692.pdf> consulté le 26/04/2021

²²⁶ Voir : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/16404.pdf> consulté le 26/04/2021

²²⁷ Voir : <https://www.kas.de/documents/272546/9934501/Guide+des+bonnes+pratiques+du+dialogue+social+en+Tunisie.pdf/3f479314-d222-ccc6-ffdd-3b2d438ff2a5?version=1.0&t=1598976567006> consulté le 26/04/2021

²²⁸ Voir : https://www.kas.de/documents/272546/9934501/KAS-SIGMA_Bilan+10+ans+de+la+r%C3%A9volution_D%C3%A9cembre+2020.pdf/fe7f2d0b-1be2-0833-f40c-bccc89f576a4?version=1.0&t=1608744479540 consulté le 26/04/2021

tunisiennes vis-à-vis de l'administration publique tunisienne²²⁹. La fondation Rosa Luxemburg, qui est un bureau à vocation régionale travaillant avec cinq pays depuis son siège de la Tunisie, a des publications dans lesquelles on retrouve cette dimension régionale avec une étude sur les inégalités en Egypte²³⁰, la précarisation du travail des femmes à travers les expériences de femmes dans cinq pays arabe (Soudan, Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc)²³¹.

Ce type de publications sont le résultat d'un choix et d'un partenariat avec une organisation syndicale ou associative. Les études menées peuvent servir ensuite à l'organisation partenaire dans le cadre de son travail. Cela est particulièrement le cas pour une organisation comme l'UGTT, qui depuis les années 1970 a souvent eu recours à l'expertise dans les négociations avec le gouvernement tunisien, l'organisation syndicale recourant à son propre bureau d'études (composé principalement de syndicalistes issus de l'enseignement supérieur) qui élaborait ses propres études sur la situation économique et salariale de la Tunisie. Cette production était ensuite mise à profit lors des négociations salariales avec les autorités gouvernementales, en servant de point d'appui aux revendications sociales. Une logique similaire peut être observée avec les documents produits à l'attention d'organisations de la société civile comme les associations des droits des femmes ou de l'Homme. La réalisation d'études sur les conditions de femmes et les inégalités peut également donner un point d'appui scientifique et théorique aux organisations pour leurs revendications. Parmi les projets

229

Voir : <https://www.kas.de/documents/272546/9934501/Pre%CC%81sentation+Barome%CC%80tre+de+classement+des+administrations+publiques+par+les+PME.pdf/5e91a7af-a42e-6ec7-bfb0-e3be1e8b2125?version=1.0&t=1607336647218> consulté le 26/04/2021

²³⁰ Les ABC de la justice sociale : <https://rosaluxna.org/fr/publications/les-abc-de-la-justice-sociale/> <https://rosaluxna.org/wp-content/uploads/2020/01/%D9%83%D8%AA%D8%A7%D8%A8-%D8%A3-%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%AF%D8%A7%D9%84%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AC%D8%AA%D9%85%D8%A7%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B5.pdf> consulté le 26/04/2021

²³¹ La féminisation du travail précaire : <https://rosaluxna.org/fr/publications/la-feminisation-du-travail-precaire/> consulté le 26/04/2021

régionaux, nous pouvons également citer le projet « Politiques économiques pour la justice sociale dans la région MENA »²³².

Cette dimension du travail des fondations peut être liée avec le rôle joué de « contre-expertise » souligné par Gobe et Chouikha²³³ joué par la société civile dans le processus de rédaction de la constitution. Ce mode d'action a beaucoup été mobilisé dans les travaux de l'assemblée constituante auprès des députés pour incliner la constitution dans une direction plus séculière par rapport aux premières versions qui avaient été écrites²³⁴.

L'étude des différents axes de travail des fondations politiques allemandes en Tunisie a permis de montrer comment s'incarne la conception allemande de la démocratie dans les projets des fondations. L'étude des différentes actions des fondations politiques allemandes montre encore une fois leur grande diversité, que ce soit dans le type de répertoires mobilisés ou dans les acteurs auxquels ces derniers s'adressent. Les projets mis en place par les fondations sont assez similaires à ceux réalisés dans d'autres contextes, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre. La multiplicité des modes d'action des fondations s'inscrit en continuité avec la notion de champ interstitiel qui caractérise ces acteurs, qui les situe dans le champ administratif, associatif, diplomatique et partisan. Ces différents champs se retrouvent dans les partenariats mis en place par les fondations en Tunisie. Elles coopèrent autant avec des syndicats, des confédérations patronales, des fonctionnaires administratifs, des partis politiques, des associations de défense des droits de l'Homme. Leur action montre une volonté de fournir une assistance qui se poursuit sur un temps long. En effet, les partenariats avec certaines organisations de la société civile s'étalent sur plusieurs

²³² Voir : <https://mena.fes.de/fr/projets/politiques-economiques-pour-la-justice-sociale/> consulté le 26/04/2021

²³³ Gobe, É. et Chouikha, L. (2014). La Tunisie politique en 2013 : de la bipolarisation idéologique au « consensus constitutionnel » ?1. *L'Année du Maghreb*, (11), 301-322. doi: [10.4000/anneemaghreb.2340](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2340)

²³⁴ Notamment le premier « draft » de la constitution publié le 1^{er} juin 2013

années et se renouvellent selon le besoin des acteurs locaux. Contrairement à d'autres coopérations et des missions internationales courtes, les contacts sont maintenus entre les fondations et les partenaires et évoluent en fonction de la situation politique et sociale. Cette particularité permet de créer des liens durables avec les forces vives de la société tunisienne dans les milieux associatifs, avec les jeunes activistes et les décideurs publics.

Le travail des fondations est étroitement relié avec le contexte local et l'on a vu que les acteurs tunisiens étaient également en mesure de réutiliser les ressources offertes par les fondations à leur avantage. Cela n'empêche pas une dimension transnationale de plusieurs axes de travail et l'intervention d'acteurs internationaux dans les différents événements des fondations. La situation en Tunisie est par ailleurs assez particulière, puisque plusieurs fondations travaillent depuis ce territoire sur d'autres pays de la région Moyen-Orient/Afrique Du Nord.

Le premier répertoire d'action montre globalement de grandes similitudes entre les différentes fondations politiques dans leur approche sur les formations données à leurs partenaires. En ce qui concerne le deuxième répertoire d'action, l'image est plus nuancée. Si elles convergent effectivement sur plusieurs questions quant à la transition démocratique (stabilité des institutions, libertés publiques), on ne peut réduire les normes qu'elles diffusent à cette seule question. On peut retrouver dans chaque fondation des thématiques propres, et qui sont directement reliées à leur identité partisane. Elles arrivent à toucher plusieurs pans de l'élite politique, syndicale et associative locale, tout en arrivant à affirmer leur propre identité. Cela conforte encore une fois la particularité du travail des fondations politiques allemandes dans le champ international, spécificité que nous allons voir plus en détail dans notre dernier chapitre.

CHAPITRE V

LES PARTICULARITES DE LA COOPERATION ALLEMANDE EN TUNISIE A TRAVERS SES FONDATIONS

Nous comptons dans ce chapitre approfondir et mettre en relief la spécificité des fondations politiques allemandes dans les coopérations internationales en Tunisie. Nous avons vu précédemment en quoi leurs modes d'action sont parlants d'une conception allemande particulière de la démocratie. Dans ce chapitre, il sera notamment question des normes diffusées par les fondations allemandes en Tunisie et de la spécificité de l'assistance allemande par rapport à d'autres coopérations internationales.

Les normes et les valeurs diffusées par les fondations allemandes ont été étudiés dans d'autres contextes régionaux. Pour Dakowska par exemple, les fondations ont permis de diffuser dans les pays de l'Europe de l'Est des discours favorables à l'élargissement au sein de l'Union Européenne, en faisant « *un instrument important de la politique allemande visant l'élargissement à l'Est de l'UE* »²³⁵ ainsi que des « *courroies de transmission* »²³⁶ des valeurs de l'Union Européenne dans cette région.

Nous verrons notamment la spécificité des fondations allemandes par rapport aux fondations américaines. Pinto-Duschinsky ²³⁷ a montré que les fondations

²³⁵ Dakowska, D. (2006). Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 13(4), 717. doi: 10.3917/ripc.134.0717

²³⁶ Dakowska, D. (2002). Les fondations politiques en tant qu'instrument de la politique étrangère et européenne de l'Allemagne : le cas de la Pologne entre transformations et intégration. *Politique européenne*, 5(1), 137. doi: 10.3917/poeu.005.0137

²³⁷ Pinto-Duschinsky, M. (1991). Foreign political aid: the German political foundations and their US counterparts. *International Affairs*, 67(1), 33-63. doi: 10.2307/2621218 (30.p)

américaines se focalisent surtout sur une dimension formelle de la démocratie à travers l'organisation d'élections, et que partage Holthaus ²³⁸.

Les fondations politiques ont des thèmes et des problématiques communes. Dans notre précédent chapitre, nous avons vu que leur action découlait d'une conception spécifique allemande de la démocratie, qui cherchait à appuyer des pans larges de la société civile et politique pour poser des structures fortes et durables. Nous voulons aborder plus concrètement le contenu des cadres cognitifs produits par les fondations politiques durant leur action. Dans notre introduction et notre problématique, nous avons émis comme hypothèse de recherche le fait que les fondations allemandes diffusaient des normes globalement homogènes du fait des multiples contraintes auxquelles elles étaient soumises. De ce fait, nous postulions qu'elles privilégieraient les questions relatives aux libertés individuelles ou aux droits de l'Homme, plutôt que d'autres thèmes économiques ou sociaux. Nos observations des événements tenus par les fondations ainsi que les propos de nos enquêtés font ressortir effectivement une convergence sur ces questions.

1) Adapter l'identité politique de la fondation à la réalité locale

Les objectifs stratégiques des fondations allemandes en matière de choix d'alliance sont conduits par un même fil conducteur, à savoir réussir à incarner ses valeurs en s'articulant avec les logiques de la réalité locale Tunisienne. Nous prenons exemple dans cette sous-partie de deux cas : le partenariat de la fondation Konrad Adenauer avec le parti Nidaa Tounes et l'évolution des axes de travail de la Heinrich Böll Stiftung.

²³⁸ Holthaus, L. (2019). Is there difference in democracy promotion? A comparison of German and US democracy assistance in transitional Tunisia. *Democratization*, 26(7), 1216-1234. doi: 10.1080/13510347.2019.1618832

1.1) La soutien de la fondation Adenauer au parti Nidaa Tounes

Les fondations sont assez d'accord sur la nécessité de garantir les droits fondamentaux : pluralisme politique et partisan, liberté de réunion, protection des droits des minorités, égalité homme/femme. Tous les acteurs interrogés convergent sur cette question, même si cela se fait avec des approches différentes. L'extrait de l'entretien avec Ermin, représentant adjoint de la Konrad Adenauer, fondation chrétienne démocrate, nous semble particulièrement pertinent et éclairant sur cette question lorsqu'il motive les raisons du soutien de la fondation au parti Nidaa Tounes et qu'il met en avant sa définition du conservatisme :

« Et l'idée, en 2012 c'était de soutenir ce parti avec quelqu'un comme Beji Caid Essebsi (...) arrivait à la fois à incarner le fait que sous l'ancien régime et sous Bourguiba, tout n'était pas forcément mauvais, qu'il y avait bien sûr des choses à améliorer sinon il y aurait pas eu la révolution, donc qui avait cette expérience du passé à la fois des choses qui ont bien fonctionné et des choses qui ont mal fonctionné, mais en même temps qui avait une certaine capacité de se projeter dans l'avenir. Donc pour nous c'était un conservateur pas dans la définition péjorative, au sens traditionaliste, des gens qui ne veulent rien changer ou même qui sont prêts à revenir sur des acquis... Ca pour le coup de notre point de vue c'est pas du tout une approche conservatrice qui doit au contraire préserver les acquis, par exemple l'égalité homme/femme c'est un pilier de la société en Tunisie, revenir dessus c'est pas une approche conservatrice au contraire, mais plutôt réactionnaire »²³⁹

L'enquête rattache ici le conservatisme du parti Nidaa Tounes et de son fondateur à celui de sa fondation chrétienne démocrate et en donne une définition intéressante. Par conservatisme, il n'entend pas une vision péjorative (statu quo ou retour en arrière) mais au contraire une préservation des acquis de la Tunisie. Ici, le soutien de l'enquête et de sa fondation au parti Nidaa Tounes est motivé par la capacité

²³⁹ Entretien

de rassemblement et de synthèse de son fondateur, Béji Caid Essebsi. Il permet par sa position et ses fonctions occupées dans le passé de faire un bilan de la période autoritaire en mettant de côté ses travers (censure, ordre autoritaire, atteinte aux libertés) mais également les acquis de l'Etat postindépendance (droit des femmes notamment).

Cela permet de se situer dans un prolongement historique et de se rattacher au mouvement réformiste qui structure les discours politiques depuis l'indépendance.²⁴⁰ Cet extrait montre également une vision séculariste de la Tunisie qui peut expliquer que la KAS aille plutôt vers des acteurs portant ces valeurs à l'inverse d'acteurs religieux aux visions plus traditionalistes (d'où l'opposition entre conservateur et réactionnaire opérée par notre enquête).

1.2) Le cas de la fondation Heinrich Böll : la priorisation des libertés individuelles sur les questions environnementales

La capacité à s'adapter à la réalité locale tout en gardant son identité politique se retrouve particulièrement dans les propos de la représentante de la fondation Heinrich Böll. Le bureau de la fondation écologique en Tunisie, proche du parti Les Verts allemands (Die Grünen), est de taille plus réduite que la KAS ou la FES et s'articule principalement autour de deux axes de travail : les libertés politiques et individuelles et l'environnement.

Le premier axe est assuré par des partenariats avec des associations comme Mourakiboun²⁴¹, l'Association de Défense des Libertés Individuelles²⁴², la Ligue des Electricités Tunisiennes²⁴³, l'Association Tunisienne des Femmes démocrates²⁴⁴ ou

²⁴⁰ Hibou, B. (2009). Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4bis(5), 14. doi: 10.3917/rhmc.565.0014

²⁴¹ Mourakiboun : Observateurs en arabe. ONG qui œuvre au contrôle de la régularité des élections

²⁴² Association de surveillance et de défense des libertés individuelles

²⁴³ ONG œuvrant à la participation politique et citoyenne des femmes

²⁴⁴ Voir : <https://jamaity.org/association/association-tunisienne-des-femmes-democrates/> consulté le 12/05/2020

l'association Shams LGBT²⁴⁵. L'évolution du travail de la fondation en Tunisie depuis la création de son bureau en 2012 est intéressante à cet égard. Malgré l'identité profondément écologiste de la fondation, le début des activités de la HBS est marqué par celle-ci s'est consacrée surtout à la promotion des droits politiques et des libertés individuelles au début de son implantation en Tunisie selon sa représentante, en raison notamment du fait de la meilleure structuration des organisations luttant sur ces questions :

*« Les organisations qui travaillent sur la démocratie, les droits politiques, les libertés individuelles, elles étaient mieux établies, elles avaient une histoire, un passé et elles ont déjà fait des choses avant. Pour la question environnementale, c'était quelque chose d'assez nouveau (...) avant on se concentrait surtout sur les questions de libertés (...) Pour la question environnementale, c'était quelque chose d'assez nouveau, mais on a réussi à avancer durant les dernières 4-5 années. D'ailleurs on a commencé cet axe là vraiment en 2016, avant on se concentrait surtout sur les questions de libertés. On travaille avec pas mal d'ONG qui travaillent sur le terrain au Sud du pays. A Tozeur sur l'eau, à Gafsa sur l'industrie du phosphate et les problèmes de santé qu'elle provoque, à Medenine où on a une clinique juridique sur les questions environnementales. C'est un partenaire stratégique dans le contexte des formations sur l'écologie, le droit environnemental ».*²⁴⁶

Cet extrait permet d'expliquer pourquoi la fondation Böll s'est focalisée sur les questions de libertés publiques. La fondation s'implante en 2012 en Tunisie dans un contexte donné où les acteurs associatifs actifs sur les droits fondamentaux sont plus actifs et mieux structurés. De ce fait, ils sont des interlocuteurs. On y explique la focalisation sur les questions des droits de l'Homme par rapport à l'état des forces existantes en Tunisie. L'existence préalable d'un certain nombre d'acteurs de la société

²⁴⁵ Association de défense des droits LGBT fondée en 2015, dont l'action est souvent réprimée par les autorités. Voir : <https://www.hrw.org/fr/news/2019/02/26/tunisie-une-organisation-de-defense-des-droits-lgbt-menacee-de-dissolution> consulté le 26/04/2020

²⁴⁶ Ibid.

civile avec une structure, un passé militant et une légitimité permet de mieux construire un partenariat stratégique. Là encore, il est intéressant de voir que le contexte local façonne lui aussi les fondations et que les logiques internes à la société tunisienne (composantes de la société civile, rapports de forces politiques, demandes des partenaires) sont de nature à orienter l'action des fondations politiques. Les questions écologiques n'ont commencé à vraiment être abordés par la fondation qu'après s'être familiarisé avec le terrain et noué progressivement avec des acteurs portant des revendications ou des valeurs écologistes. La correspondance entre les acteurs locaux et la HBS autour de la notion d'écologie peut également de cette question écologique est également un enjeu :

« L'environnement on l'interprète au niveau des citoyens comme la qualité de vie, les déchets, la propreté dans la rue, la pollution industrielle. Mais on a pas vraiment cette notion d'écologie, de développement durable, comme enjeu mondial, qui a commencé en 1992 à Rio. Il y a quelques universitaires et intellectuels qui sont engagés sur cette question mais ca reste rare. Il commence à y avoir des choses qui se créent, il y a eu des jeunes qui ont répondu à l'appel de Greta Thunberg par exemple, et qui commencent à un peu à s'implanter. Notre fondation s'est rapprochée d'eux l'an dernier. »²⁴⁷

Selon l'enquêtée, les questions écologiques restent restreintes à des affaires quotidiennes comme la pollution ou la propreté dans l'espace public. La sensibilisation à la cause écologiste, le réchauffement climatique, les conséquences environnementales sont des points qui sont encore en cours de développement et qui nécessitent d'être renforcés. C'est pour cette raison que la fondation s'est consacrée davantage sur les questions de droits et de libertés par rapport à l'environnement. L'exemple de la fondation Heinrich Böll pourrait nous inviter à aller dans le sens notre hypothèse de recherche de départ qui postulait le potentiel effacement de l'identité

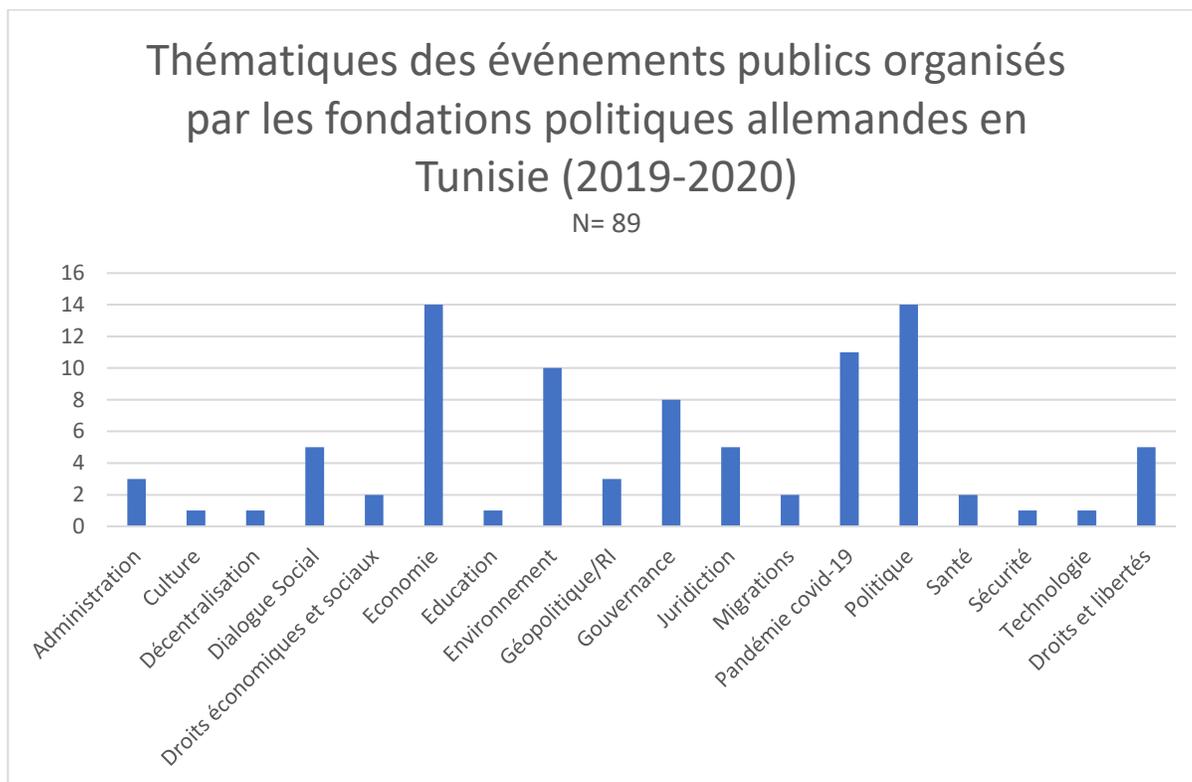
²⁴⁷ Entretien avec la représentante résidente de la HBS, décembre 2020

partisane de la fondation au profit d'enjeux plus consensuels et rassembleurs. Les questions politiques et sociétales sont de plus partagées par l'ensemble des fondations politiques allemandes présentes en Tunisie.

2) Les lieux publics d'échange : convergences et particularités des fondations

Nous avons essayé de voir les thématiques propres aux événements publics organisés par les fondations allemandes et qui entrent dans le cadre de leur axe d'éducation politique et citoyenne. Ce type de rencontres constitue un cadre typique de production de nouveaux cadres cognitifs et de construction de nouveaux modèles de pensée.

Nous avons recensé l'ensemble des événements que nous avons trouvé communiqués sur les différents canaux de communication des fondations en prenant compte tous ces lieux de discussion sans critère d'exclusion. En recensant et en nous appuyant sur 89 événements organisés entre 2019 et 2020, nous obtenons une répartition comme suit :



Source : sites Internet des fondations Friedrich-Ebert, Konrad-Adenauer, Friedrich-Naumann, Hanns-Seidel, Heinrich-Böll, Rosa Luxemburg, consultés en février 2021 sur la période janvier 2019- décembre 2020.

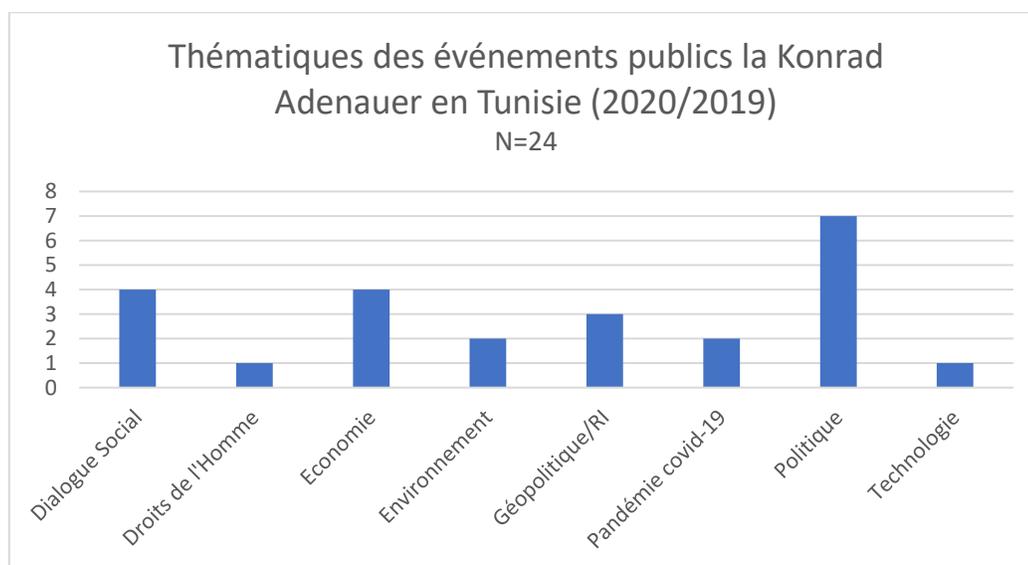
Quatre thématiques émergent de notre graphique : l'économie (rôle de l'Etat dans l'économie, l'avenir de la protection sociale, les conditions d'entreprenariat) la politique (rôle des partis politiques, réformes institutionnelles, état de l'opinion publique, montée des populismes), l'environnement (patrimoine culturel et développement durable, réchauffement climatique, pollution) et la situation pandémique (nouvelles pratiques dues à la situation pandémique, les conséquences sociales de la crise). Ce dernier point montre la souplesse des fondations politiques face aux enjeux de l'actualité et leur capacité à s'adapter aux problématiques du moment.

L'étude détaillée des tables rondes organisées par les fondations montre encore une fois que chaque fondation se distingue par une problématique donnée, qui trouve

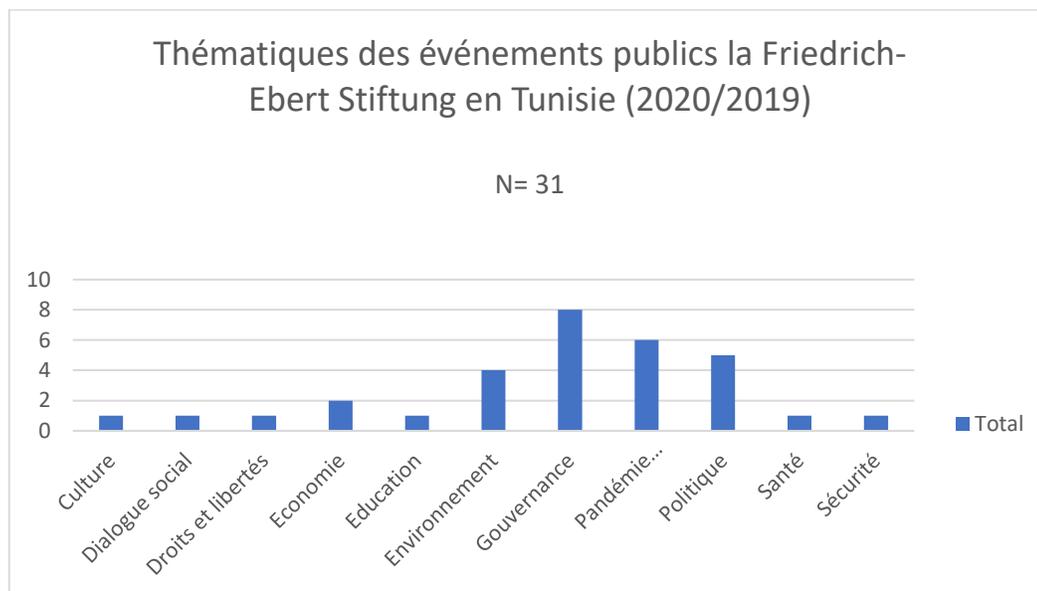
son écho avec son identité politique et partisane ou l'état de ses stratégies d'alliance en Tunisie.

Diversité des thèmes des grandes fondations

La comparaison des différentes fondations illustre aussi une différence entre les fondations suivant leur taille. En effet, les fondations de plus petite taille (RLS, HBS, FNS, HSS) ont des thématiques différentes moins nombreuses par rapport aux bureaux de la FES et de la KAS. Ces deux dernières fondations, les plus importantes en taille, arrivent à organiser un plus grand nombre d'événements et sur des thèmes plus variés, ce qui illustre leurs plus grands moyens matériels.



Source : Site internet de la fondation Konrad Adenauer consulté en février 2021 sur la période janvier 2019- décembre 2020.

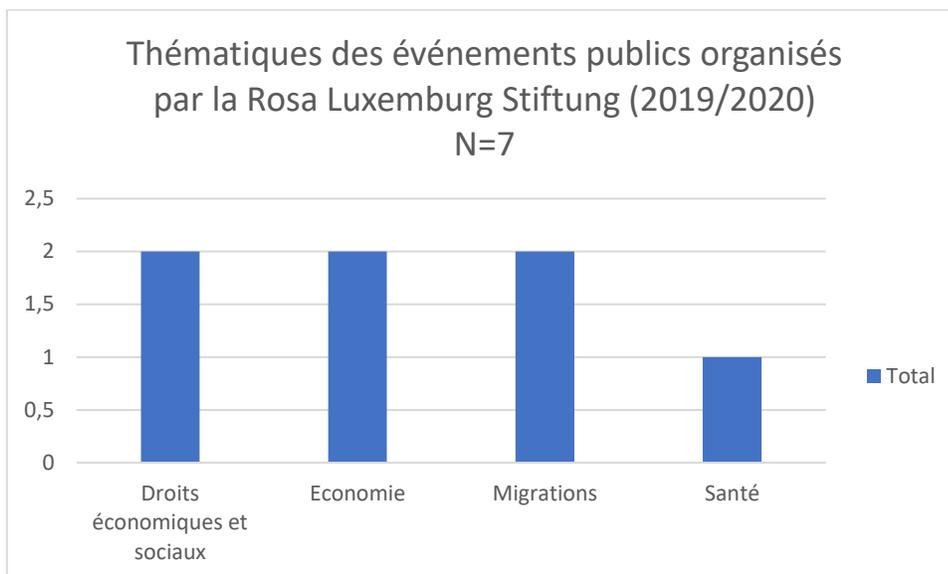


Source : Site internet de la fondation Friedrich-Ebert, consulté en février 2021 sur la période janvier 2019-décembre 2020

Les deux fondations accordent une place importante aux problématiques politiques, ont certains thèmes en commun (économie, dialogue social) avec certains thèmes plus importants que d'autres. La thématique la plus abordée par la fondation Ebert par exemple est celle de la gouvernance, et suivent peu après la pandémie et la situation politique. Du côté de la Konrad Adenauer, la situation politique et les thématiques économiques sont les plus nombreuses.

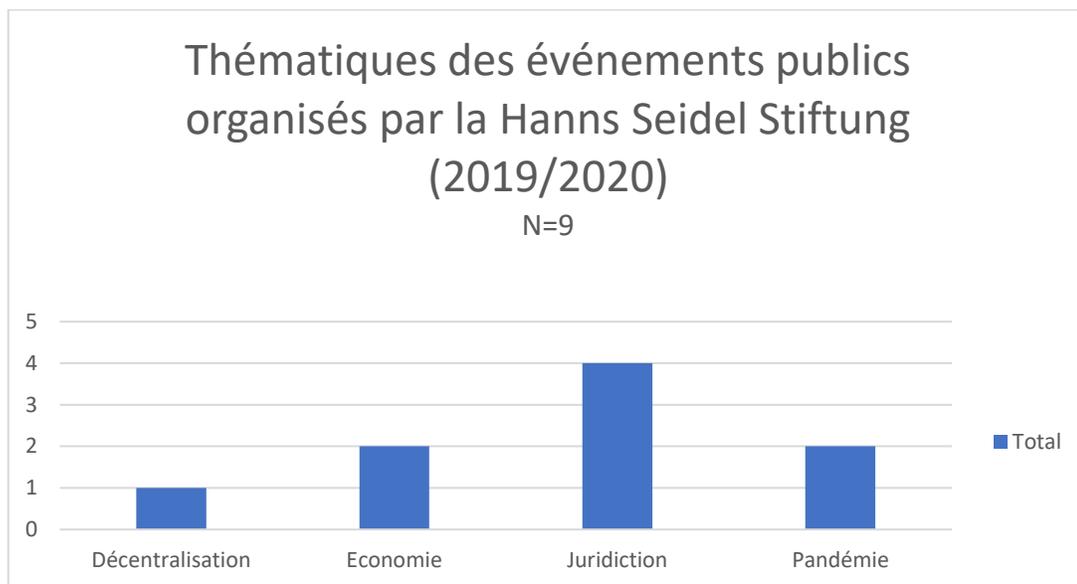
Des thématiques de niche pour les petites fondations

Ces observations permettent également d'illustrer une diversité moins importante des sujets abordés dans les graphiques des fondations de plus petite taille (RLS, HBS, HSS, FNS) par rapport à leurs homologues d'Ebert et d'Adenauer. Ce constat est à mettre en relation avec les moyens humains et matériels de chaque organisation. La Rosa Luxemburg Stiftung par exemple accorde une importance cruciale aux thématiques sociales dans ses activités :



Source : Site internet de la Rosa Luxemburg Stiftung, consulté en février 2021 sur la période janvier 2019-décembre 2020

On remarque une particularité chez la Hanns Seidel Stiftung où les questions juridiques diverses dans la législation tunisienne dans le domaine du droit pénal, constitutionnel sont abordées. Ce fait s'explique notamment par l'omniprésence des associations de juristes parmi les partenaires de la HSS comme l'Association Tunisienne de Droit Constitutionnel (ATDC), l'Observatoire tunisien de l'indépendance de la magistrature (OTIM) ou l'Association des Magistrats Tunisiens (AMT).



Source : Site internet de la Hanns-Seidel-Stiftung, consulté en février 2021 sur la période janvier 2019-décembre 2020

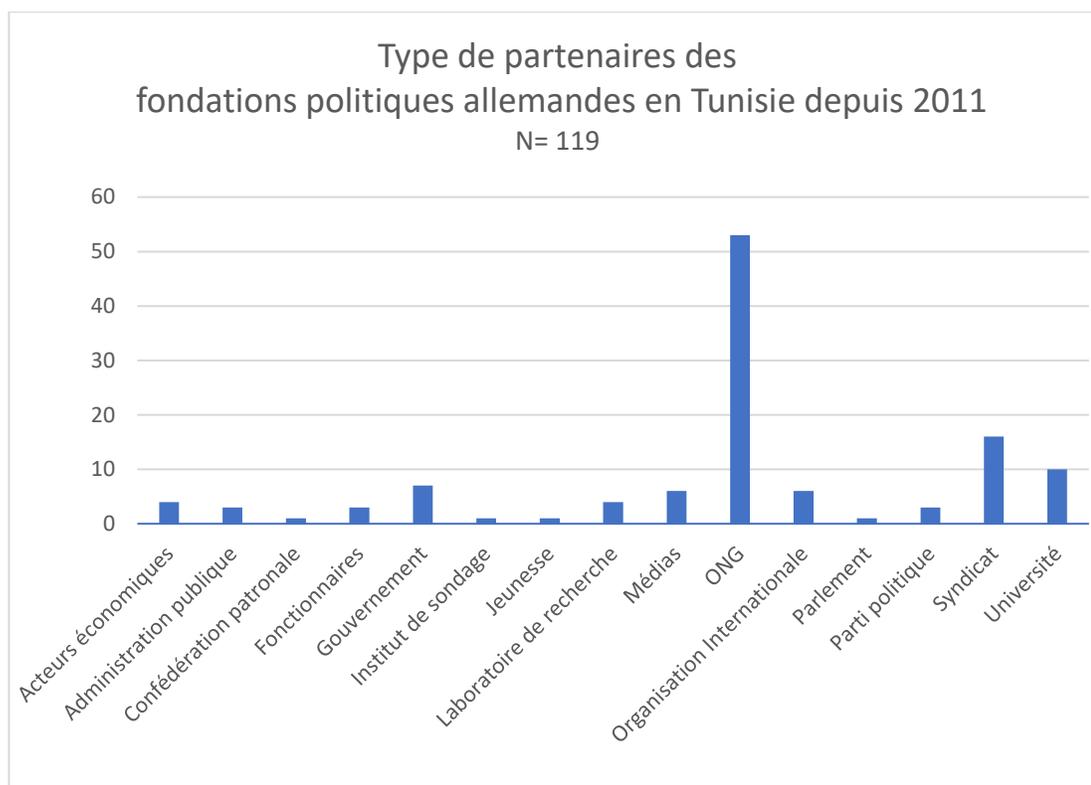
3) Les alliances stratégiques des fondations : Pluralisme et longévité des partenariats avec la société civile

La coopération mise en place par les fondations politiques allemandes à travers leurs différents programmes d'assistance en fait des acteurs uniques dans le champ international. Nous avons mis en relief dans notre démonstration les différentes spécificités des fondations allemandes dans leur champ action. Il sera question ici d'approfondir cette dimension en prenant quelques points de comparaison auprès d'autres acteurs qui opèrent eux aussi dans l'assistance démocratique.

3.1 Une présence largement dominée par les ONG dans les partenariats

Les fondations politiques allemandes en Tunisie ont noué des partenariats stratégiques avec un grand nombre d'acteurs. Leurs ressources multiples leur permettent de toucher plusieurs pans de la société civile tunisienne et également le champ politique, syndical et intellectuel. En recensant l'ensemble des partenaires de la

fondation (119 au total), nous avons une mosaïque assez diverse de l'identité des partenaires :



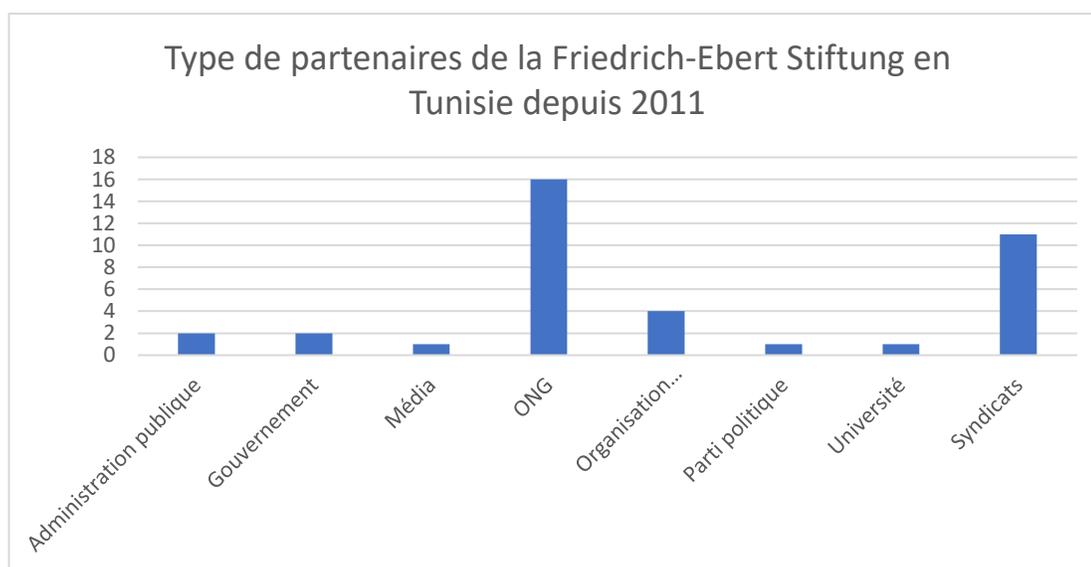
Source : sites Internet des fondations Friedrich-Ebert, Konrad-Adenauer, Friedrich-Naumann, Hanns-Seidel, Heinrich-Böll, Rosa Luxemburg, consultés en février 2021 sur la période janvier 2019- décembre 2020.

La recension des partenaires de l'ensemble des fondations politiques montre une prédominance des ONG dans les alliances nouées en Tunisie, qui représente 44% du type de partenaires des fondations allemandes. Il faut toutefois tenir compte du fait que notre graphique ne montre que le nombre absolu des associations partenaires des fondations et ne prend pas en compte l'importance matérielle du partenariat. Un partenariat occasionnel est mis sur le même plan que celui de l'Union Générale Tunisienne du Travail avec la fondation Ebert alors que ce dernier est parmi les projets les plus importants en taille matérielle, en nombre d'événements et de formations

dispensées. Cela permet malgré tout de nous donner une vue d'ensemble sur le type d'acteurs avec lesquels interagissent les fondations allemandes. Si l'on observe plus en détail ces partenaires parmi chaque fondation, on peut retrouver les mêmes grandes tendances avec la forte domination des ONG comme partenaires.

3.2 Des identités partisans qui se réaffirment dans le type de partenariat

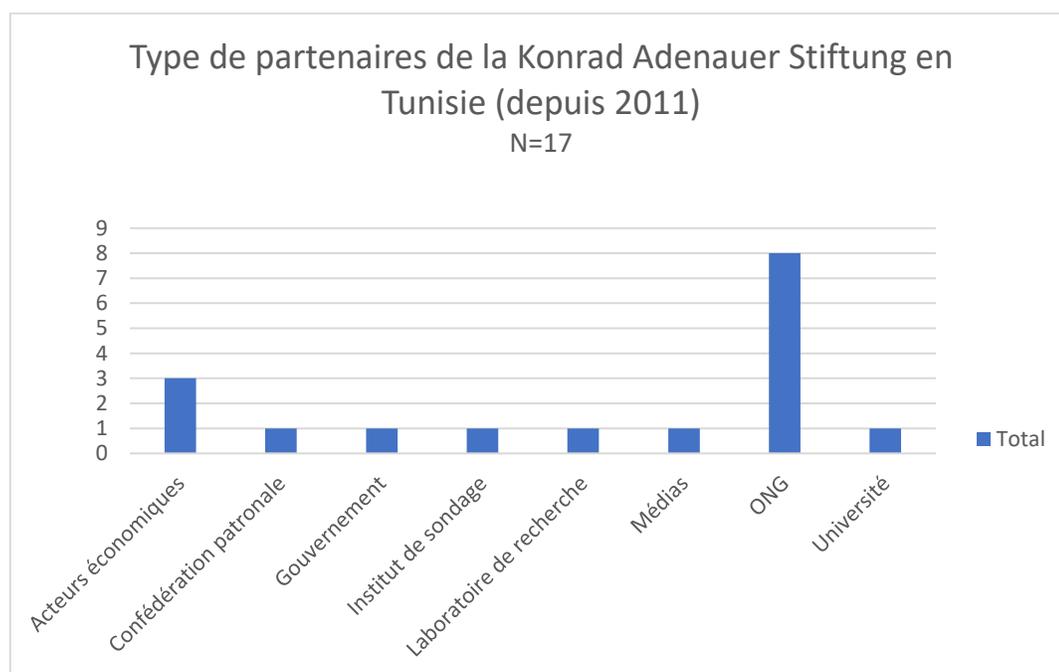
Les spécificités de chaque fondation peuvent apparaître dans le type d'alliances qu'elles mettent en place. Néanmoins, on observe des particularités parmi les fondations. Par exemple, la fondation social-démocrate Friedrich-Ebert, avec 38 partenaires différents, se distingue par la présence de syndicats au deuxième rang de partenaires après les ONG de la société civile :



Source : site de la Friedrich-Ebert-Stiftung consulté en février 2021 sur la période janvier 2019- décembre 2020.

Cette donnée est en plus à mettre en lien avec l'importance primordiale du partenariat stratégique de la fondation Ebert avec l'UGTT qui représente l'un de ses axes de travail les plus importants.

On observe une tendance similaire avec la fondation Konrad Adenauer. Dans le graphique ci-dessous résumant ses partenaires, on retrouve encore une fois les ONG largement dominantes. En deuxième position, la catégorie « acteurs économiques », qui englobe des acteurs du secteur privé (hauts cadres d'entreprise, réseau d'entrepreneurs) :



Source : site internet de la fondation Konrad-Adenauer-Stiftung consulté en février 2021 sur la période janvier 2019- décembre 2020.:

Parmi ces acteurs économiques, on retrouve l'Association des Responsables de Formation et de Gestion Humaine dans les Entreprises (ARFORGHE), le centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise (CJD) ou la Chambre Tuniso-Allemande de l'Industrie et du Commerce (AHK Tunisie), auxquels on peut rattacher l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, qui apparaît dans la catégorie « confédération patronale » dans le graphique, pour souligner l'ancrage de la KAS auprès des acteurs économiques du secteur privé.

Les graphiques que nous avons réalisés permettent d'observer des tendances similaires dans les fondations, qui montre à la fois une homogénéité dans leurs répertoires d'action, puisqu'elles s'adressent à des acteurs issus du champ politique et associatif tunisien, mais représente également le reflet de leur identité politico-partisane puisqu'au sein de ces acteurs locaux, se dégage des tendances différenciées et des orientations propres qui respectent celles des fondations politiques.

3.3 Des partenariats longs qui s'inscrivent dans le long terme

Les fondations allemandes se distinguent d'une part par la pluralité des partenaires auxquels ils fournissent une assistance et par la longévité de leurs alliances dans le temps. Plusieurs des répertoires d'action que nous avons présentés dans notre mémoire sont le fruit d'alliances qui ont été construites sur plusieurs années depuis la transition. Que ce soit dans l'organisation d'espaces publics de discussion, de formation de cadres associatifs ou économiques, ou la production d'une expertise théorique, les fondations politiques assistent leur partenaire dans une perspective longue.

De ce fait, cela permet une continuité des contacts durables avec les acteurs de la société civile tunisienne mais également de répondre différemment aux besoins de ces mêmes acteurs selon le contexte. Le partenariat entre la fondation Ebert et l'UGTT prend des formes différentes selon les années en fonction des besoins de la fédération syndicale²⁴⁸ : formation de cadres syndicaux, réalisation d'études théoriques, dialogue social.

La fondation Konrad Adenauer est, elle, dans un partenariat privilégié avec Sigma conseil, l'un des instituts de sondage les plus importants du pays. Les études d'opinion réalisées avec l'institut suivent l'évolution et l'actualité du pays. On voit des thèmes constants (sondages électoraux) mais également des séances organisées en

²⁴⁸ Voir chapitre 3 et l'extrait d'entretien avec le représentant de la FES

fonction de l'actualité comme une enquête sur la perception des tunisiens après le dixième anniversaire de la révolution²⁴⁹.

4) Une approche spécifique de l'assistance démocratique allemande par rapport aux autres acteurs internationaux en Tunisie

En Tunisie, aux côtés des fondations allemandes, se trouvent également des acteurs internationaux travaillant sur l'assistance démocratique, comme les fondations américaines ou la coopération française et européenne. En opérant quelques comparaisons des autres coopérations internationales en matière d'assistance démocratique, nous souhaitons souligner la spécificité de l'assistance démocratique mise en place par les fondations politiques.

4.1. Le cas des USA : la concentration des moyens sur les affaires publiques

Les Etats-Unis se sont fortement impliqués dans la transition démocratique tunisienne. Selon Bush²⁵⁰, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a investi des fonds alloués à l'assistance démocratique qui ont atteint les 400 millions de dollars depuis 2011. Ces fonds bénéficient notamment à des fondations politiques que sont l'International Republican Institute (IRI, proche du parti républicain) et le National Democratic Institute (NDI, proche du parti démocrate). Les fondations américaines se distinguent des fondations dans les alliances qu'elles réalisent sur le terrain et sur le type de projet qu'elles soutiennent, dans le sens où elles se « focalisent sur les affaires publiques »²⁵¹ sur ce dernier point. Contrairement aux fondations allemandes, elles n'ont pas d'alliance organique continue avec les acteurs

²⁴⁹ « Révolution tunisienne, 10 ans après » Rencontres de Tunis organisée par la KAS et Sigma Conseil, 23 décembre 2020

²⁵⁰ Bush, S. S. (2015). *The Taming of Democracy Assistance: Why Democracy Promotion Does Not Confront Dictators*. Cambridge : Cambridge University Press. doi: 10.1017/CBO9781107706934 (288.p) p.194.

²⁵¹ Ismail, M. T. et Abadi, A. M. (2017). *Stiftungen and Political Education in Malaysia: The Role of Germany's Democracy Assistance*. *Asian Survey*, 57(3), 548 570. doi: 10.1525/as.2017.57.3.548 (22.p

de la société civile tunisienne. Elles procèdent davantage à travers des appels d'offre ou des appels à candidatures sur des programmes dont la durée est limitée dans le temps. Selon Bush, les fondations américaines hésitent à soutenir directement des organisations locales car celles-ci ont « *leur propre agenda et son plus difficiles à observer et contrôler* »²⁵².

Le NDI par exemple offre des programmes de soutien au travail parlementaire par la formation d'assistants ou de stagiaires qui ont à soutenir le travail des élus et des commissions parlementaires²⁵³. Autre exemple parlant, la même fondation a un programme d'appui aux partis politiques tunisiens²⁵⁴ mais là encore, on ne s'adresse pas aux organisations en tant que telles. On procède par un appel à un candidatures sur certaines thématiques sans qu'il n'y ait de consultation commune entre les fondations américaines et les partenaires futurs sur les objectifs à atteindre.

Dans le domaine partisan, les fondations représentent un cas unique en la matière de coopération internationale à l'attention des forces politiques locales comme l'explique le représentant adjoint de la KAS :

« D'ailleurs c'est ce qui différencie les fondations allemandes de beaucoup d'acteurs internationaux, et d'ailleurs beaucoup d'acteurs internationaux nous envient beaucoup cet aspect-là de notre travail, notamment la France, elle nous envie par rapport à cette capacité que nous avons à travailler avec les partis politiques. Même les Américains aussi, par rapport à des fondations comme le NDI ou l'IRI, qui font ça de façon, qui ont une approche multi-partis, eux ils s'intéressent à tous les partis, dans le sens où ils ont des programmes plus... comment dire qui sont destinés à tout le

²⁵² Bush, S. S. (2016). When and why is civil society support “made-in-America”? Delegation to non-state actors in American democracy promotion. *The Review of International Organizations*, 11(3), 361-385. doi: 10.1007/s11558-015-9234-8 (24.p).

²⁵³ Voir appel à candidatures du NDI pour la formation de stagiaires parlementaires : <https://jamaity.org/opportunity/stagiaires-parlementaires-ndi/> consulté le 12/02/2021

²⁵⁴ Appel à candidatures « *NDI lance un appel public à projets en faveur des Organisations de la société civile dans le cadre de son programme d'appui aux partis politiques* » <https://jamaity.org/opportunity/ndi-appel-projets-appui-partis-politiques/>

monde, mais du coup qui ne prennent pas peut-être en compte le besoin réel ou spécifique de chaque parti »²⁵⁵

L'extrait de l'entretien montre que la particularité de l'approche des fondations allemandes se situe dans le fait d'arriver à nouer un lien organique avec une organisation partisane. Ce partenariat devient de fait une coopération de long terme et non seulement un programme limité dans le temps. Les fondations allemandes touchent directement une organisation donnée partenaire, alors que les autres coopérations ne s'adressent pas à d'acteurs qui sont spécifiquement nommés.

4.2 Le cas des autres coopérations européennes

Les projets d'appui technique mis en place par les coopérations européennes (nous parlons ici surtout de l'Union Européenne et de la France) se distinguent de ceux des fondations allemandes à trois niveaux. Au niveau du type de partenaires, il y a une « exclusivité » des fondations allemandes dans les partis politiques, et un rabattement des européens sur la société civile ou les élus politiques. Le type de partenariat dans le cas européen est ponctuel et limité dans le temps, alors qu'il se prolonge dans le temps long pour les fondations allemandes avec les organisations partenaires. Enfin, cette manière de procéder implique une plus grande collégialité dans la définition des priorités dans les partenariats réalisés par les fondations allemandes au contraire des autres coopérations.

Le type de partenaires : absence des partis et priorité à la société civile

La mise en place de projets par appel à candidatures se retrouve dans le cas des coopérations européennes. Dans le cadre d'un programme de « Renforcement du rôle des partis politiques et des syndicats dans la promotion de la participation politique de

²⁵⁵ Entretien à Tunis, février 2021

la femme »²⁵⁶, un projet de l'Union Européenne souhaite encourager la participation des femmes dans les structures partisanes et de la société civile plus généralement. On souhaite notamment « *faire évoluer les méthodes de militantisme en vue d'établir l'égalité* »²⁵⁷ afin de favoriser une parité dans la prise de décision de ces organismes. Le projet s'adresse à l'ensemble des forces politiques potentiellement intéressées par la problématique. Ce ne sont donc pas tant les organisations politiques qui sont visées, mais tout membre ou militant de ces dernières de manière indifférenciée.

La même méthode est à l'œuvre avec la coopération française présente en Tunisie lorsqu'elle s'adresse à la société civile ou aux élus politiques locaux. L'ambassade de France, à travers un organisme comme l'Institut Français de Tunisie réalise plusieurs appels à projet dans des domaines divers : décentralisation, associations, offre de bourses, expertise technique²⁵⁸.

Un partenariat ponctuel et non organique

Le caractère professionnalisant et technique, y compris dans le soutien à des acteurs de jeunesse associative, puisque la coopération se base sur des financements de projets. Dans le cas du « forum jeunesse » qui se tient une fois par année, il a permis depuis l'année 2013 « de soutenir 43 projets pour un montant global de 333 000 € »²⁵⁹. On retrouve une conception multi-partisane dans l'appui aux élus politiques à travers le soutien à la décentralisation²⁶⁰ qui s'adresse à l'ensemble des élus et non pas aux organisations partisanes.

Les fondations politiques allemandes sont les seules à pouvoir tisser des coopérations avec des partis politiques qui prennent la forme d'une alliance durable,

²⁵⁶ Voir appel à candidatures : <https://jamaity.org/project/renforcement-role-partis-politiques-syndicats-promotion-participation-politique-femme/> consulté le 16/05/2021

²⁵⁷ Ibid.

²⁵⁸ Voir Institut Français de Tunisie, Coopération institutionnelle: <https://www.institutfrancais-tunisie.com/gouvernance-societe-civile#/> consulté le 16/05/2021

²⁵⁹ Ibid.

²⁶⁰ Voir projet « Lab'Baladiya » <https://www.institutfrancais-tunisie.com/labbaladiya-un-dispositif-au-service-des-communes-tunisiennes#/> consulté le 16/05/2021

comme avec les organisations de la société civile. Contrairement aux fondations américaines et d'autres coopérations internationales qui doivent procéder dans une approche multi partisane, en s'organisant sans distinction à l'ensemble des forces politiques à travers un appel d'offres auquel n'importe qui peut répondre, les fondations allemandes tissent des liens avec un partenaire identifié comme compatible et pertinent avec les idéaux des fondations. Cette possibilité est rendue possible par les ressources partisans des fondations politiques qui leur permet de s'adresser à des acteurs dont ils peuvent partager les valeurs et les convictions. Il faut aussi associer à cette ressource le fait que les fondations politiques allemandes mettent en avant leur caractère d'organisation non étatique indépendante. Ce faisant, elles ne peuvent pas subir « l'étiquette » d'ingérence qui surviendrait probablement dans le cas d'une ambassade ou d'une agence officielle d'un gouvernement étranger.

Une plus grande collégialité dans les définitions du projet

Les méthodes de travail des fondations allemandes sont également le témoin d'une plus grande collégialité avec les acteurs locaux au niveau de la définition des priorités. Nous remettons un extrait d'entretien déjà mobilisé dans un précédent chapitre sur la manière dont la fondation Ebert et l'UGTT définissent leur partenariat et les questions qui vont être abordées. qui nous semble particulièrement pertinent pour illustrer ce point :

« Au début de l'année, on va chez eux, on fait une réunion avec tout le bureau exécutif. On voit ce qu'on a fait l'année passée, on discute de ce qu'on va faire prochainement, de ce qu'ils voudraient, ce qu'on peut nous réaliser. Ils vont nous proposer des axes de travail, des activités, (...) Et c'est comme ça que notre programme commun s'établit au début de l'année. (...) Presque jamais la fondation ne propose des activités, car on part du principe que c'est toujours le partenaire qui doit vouloir faire

cette activité. C'est rare que nous prenions l'initiative, car on veut éviter de faire des projets que les partenaires ne veulent pas (...) »²⁶¹.

On voit dans cet extrait une volonté d'inclure le partenaire de la fondation dans la prise de décision. La logique n'est pas unilatérale, dans le sens où les projets ne sont pas asymétriquement imposés par les fondations aux partenaires potentiels. A l'opposé, procéder à travers un appel à candidatures revient de fait à ce que le bailleur de fonds international soit le principal acteur à définir les priorités et les objectifs du programme. Alors que dans le cas des fondations allemandes, la construction du projet se fait conjointement avec les partenaires.

A travers l'étude des différentes dimensions de leur travail en Tunisie, on peut constater que par leur coopération, les fondations politiques allemandes représentent un acteur politique original dans le champ international. En plus des fondations politiques, la coopération allemande est également présente en Tunisie à travers son agence de coopération internationale de développement, le Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Cette agence met en place plus de 70 projets à hauteur d'un budget de 341.928.670 d'euros²⁶² dans le domaine du développement économique, de la gouvernance et de la protection des ressources naturelles. Il s'agit d'un modèle de coopération de développement plus classique et qui se retrouve chez d'autres acteurs (PNUD, AFD).

C'est la multiplicité de leurs ressources, permise par leur insertion dans un champ interstitiel²⁶³ qui leur donne la possibilité de s'adresser à un nombre important d'acteurs politiques et associatifs. L'étude de leurs différentes actions montre une convergence de ces fondations sur certaines questions liées à la démocratisation :

²⁶¹ Entretien avec un acteur professionnel de la FES

²⁶² Voir récapitulatif des chiffres projets en Tunisie : <https://www.giz.de/projekt/region/3/countries/TN>

²⁶³ Medvetz, T. (2014). *Think tanks in America*. Chicago, Ill. : Univ. of Chicago Pr.

pluralisme, renforcement de la société civile, diffusion des valeurs démocratiques. Toutefois, chacune d'entre elles conserve sa particularité qui respecte dans les grandes lignes celle de son parti en Allemagne, qu'elle doit articuler en tenant compte du contexte local dans lequel elle opère.

Nous retiendrons que la coopération allemande se distingue surtout par deux points : le type de partenaire et le type de partenariat, les deux éléments étant liés. C'est parce qu'ils sont organiquement alliés à des organisations en tant que telles, qu'ils peuvent organiser et mettre en place un partenariat stratégique de long terme. De plus, la définition des priorités se fait d'une manière plus collégiale puisque dans le cadre des partenariats des fondations allemandes, la définition des objectifs se fait en amont et avant la mise en place des programmes.

CONCLUSION

L'implication des fondations politiques allemandes en Tunisie a débuté dès les années 1960. Pensées en Allemagne comme un outil de relais de la politique étrangère allemande et d'une nouvelle politique d'aide au développement²⁶⁴, elles ont participé à plusieurs périodes de l'histoire contemporaine de la Tunisie. Contraintes à être discrètes durant la période autoritaire comme l'ensemble des acteurs internationaux travaillant sur des problématiques de démocratisation²⁶⁵, leur rôle prend un nouvel essor avec la révolution Tunisienne lors de l'année 2011 et les nouveaux défis que représente cet événement. Elles ont été l'un des relais d'une nouvelle politique étrangère de l'Allemagne en Tunisie, qui était en froid avec le régime de Ben Ali. L'étude de leurs différents programmes montre qu'à l'instar d'autres contextes étudiés en Europe de l'Est, elles inscrivent leur action dans une durée longue ce qui a pour effet de favoriser des « *tendances démocratiques durant une longue période* »²⁶⁶.

Les fondations politiques allemandes présentent des caractéristiques originales et particulières dans le champ de la coopération internationale. Les différentes ressources dont elles tirent une légitimité et une capacité d'action les insèrent dans un champ interstitiel de pouvoir où s'entrecroisent plusieurs logiques de pouvoir : administration publique, diplomatie, réseaux partisans, expertise et activisme. A l'aube des débats actuels sur la mondialisation et le retrait ou non des acteurs traditionnels des relations internationales (Etats, diplomatie) au profit d'entité non étatiques, les fondations politiques allemandes illustrent un tableau nuancé où il n'y a pas de

²⁶⁴ Dakowska, D. (2014). Le pouvoir des fondations: des acteurs de la politique étrangère allemande. Rennes : Presses Univ. de Rennes.

²⁶⁵ Bush, S. S. (2015). *The Taming of Democracy Assistance: Why Democracy Promotion Does Not Confront Dictators*. Cambridge : Cambridge University Press. doi: [10.1017/CBO9781107706934](https://doi.org/10.1017/CBO9781107706934)

²⁶⁶ Brucker, M. (2007). Trans-national Actors in Democratizing States: The Case of German Political Foundations in Ukraine. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 23(2), 296-319. doi: 10.1080/13523270701317562

séparation stricte entre ces différentes dimensions du travail international. Ces différents champs peuvent dans le cas des fondations politiques allemandes s'entrecroiser et différentes légitimités peuvent cohabiter les unes avec les autres. Si les fondations politiques allemandes peuvent en effet témoigner de la montée de nouveaux acteurs transnationaux dans les relations internationales, leur liaison organique avec l'Etat Allemand, à travers le caractère public de leur financement, montre toutefois que cette montée ne signifie pas non plus la disparition ou la mise en retrait de l'Etat et de la diplomatie traditionnelle.

L'origine de la création des fondations allemandes est étroitement liée avec l'histoire allemande récente en lien avec le traumatisme par rapport à la période nazie et à la seconde guerre mondiale. La création de ces entités a permis de déployer une coopération diplomatique particulière afin de redorer l'image de l'Allemagne. Les fondations se sont déployées dans un grand nombre de contextes régionaux et ont pris part à la quasi-totalité des transitions démocratiques récentes : Portugal, Europe de l'Est, Amérique Latine, Asie centrale, Afrique et monde arabe.

L'étude de leur action en Tunisie montre que ces organismes ont une conception Allemande très spécifique de la démocratie. Alors que d'autres coopérations internationales ont une vision de l'assistance démocratique qui est centrée sur les enjeux institutionnels et électoraux : réussite du processus électoral, ouverture politique du régime en place. Les fondations politiques allemandes ont une définition de la démocratie qui englobe des problématiques politiques, institutionnelles, législatives, économiques et sociales. Les champs qu'ils investissent en Tunisie témoignent d'une grande diversité et d'un soutien au pluralisme : société civile, syndicats, patronat, partis politiques, administrations publiques, jeunesse et activistes. Les répertoires d'action déployés montrent également dans de grandes ressources diversifiées : formation de cadres associatifs, soutien matériel, sessions de formation, réalisation d'études théoriques. L'ensemble de ces mécanismes témoigne d'une volonté de poser les bases

de conditions socio-culturelles durables en Tunisie pour faire réussir le passage à un régime démocratique.

Le travail des fondations permet également de soutenir les « trois phases de la démocratisation »²⁶⁷ à travers la libéralisation, la démocratisation et la consolidation. A ce titre, les fondations ont travaillé en Tunisie de manière similaire à ce qu'elles ont réalisés dans d'autres contextes régionaux et ont mobilisé les mêmes procédés : structurer la société civile, promouvoir la culture démocratique et soutenir les mouvements s'inscrivant en cohérence avec les valeurs de chaque fondation. Le nécessaire de la société civile s'inscrit aussi en cohérence avec les discours qui ont fait de cette dernière l'une des raisons du succès de la transition tunisienne.

Nous avons au début de notre mémoire formulé l'hypothèse selon laquelle l'identité politico-partisane des fondations était amenée à s'effacer devant les différentes contraintes auxquelles elles faisaient face. Les fondations auraient pu privilégier des thèmes communs consensuels centrés sur les droits et libertés, au détriment de problématiques économiques et sociales plus clivantes. L'étude des différentes normes diffusées par les fondations nous invite à infirmer en partie notre hypothèse. Les fondations politiques ont effectivement plusieurs thématiques communes et certains principes transcendent leurs différences : pluralisme politique, libertés publiques, réforme des institutions, décentralisation. Toutefois, l'étude détaillée de chaque fondation a montré que les identités politiques des partis politiques allemands auxquelles les fondations sont liées ressortent à chaque fois.

Les alliances de la fondation Friedrich-Ebert font ressortir un axe syndical qui entre en résonance avec son identité socialdémocrate. La fondation Konrad-Adenauer est alliée avec des acteurs économiques du secteur privé, de même que la Friedrich-

²⁶⁷ Pierobon, C. (2017). German Political Foundations in Central Asia: Promoting Democracy Through Civil Society. *European Journal of Social Sciences Education and Research*, 9(1), 80. doi: 10.26417/ejser.v9i1.p80-86 (8.p)

Naumann, ce qui montre les orientations économiques libérales des deux fondations. La Heinrich Böll Stiftung, malgré les difficultés premières à trouver des acteurs environnementaux et écologistes susceptibles de partager ses valeurs, arrive malgré tout à exprimer son identité écologiste. Les thématiques des événements de la Rosa Luxemburg montrent également une priorité accordée aux mouvements sociaux et aux inégalités.

L'étude des fondations a également illustré la capacité des acteurs locaux à se saisir des opportunités offertes par les organismes internationaux à leur propre bénéfice. Le transfert institutionnel ne suit pas une logique asymétrique entre le champ international situé en haut de l'échelle et le champ local situé en bas. Nous rejoignons en ce sens ici les thèses formulées par Acharya²⁶⁸ sur la réappropriation des normes internationales par les acteurs locaux et leur capacité à remodeler ces dernières, de même que les analyses de Deforge²⁶⁹ sur le travail du PNUD en Tunisie.

Notre mémoire de recherche a permis d'explorer de larges pans du travail des fondations politiques allemandes dans le contexte transitionnel tunisien. Il a permis de comprendre les motivations et les logiques de ces acteurs. Une des prolongations possibles de recherche sur cette question est celui de l'impact réel des programmes d'assistance démocratique sur le contexte politique. Marzo²⁷⁰ plaide en faveur d'un rôle déterminant des acteurs internationaux sur la démocratisation de la Tunisie car ceux-ci ont été en contact régulier avec les principales forces politiques et sociales du pays.

²⁶⁸ Acharya, A. (2004). How Ideas Spread: Whose Norms Matter? Norm Localization and Institutional Change in Asian Regionalism. *International Organization*, 58(02). doi: 10.1017/S0020818304582024 (36.p)

²⁶⁹ Deforge, Q. (2019). Une expertise internationale sans « bonnes pratiques » : soutenir la professionnalisation du travail parlementaire dans la Tunisie d'après 2011. *Critique internationale*, N° 83(2), 127. doi: 10.3917/cii.083.0127 (18.p)

²⁷⁰ Marzo, P. (2019a). International democracy promoters and transitional elites: favourable conditions for successful partnership. Evidence from Tunisia's democratization. *Cambridge Review of International Affairs*, 1 23. doi: 10.1080/09557571.2019.1636765 (23.p)

Cela nécessiterait une recherche plus longue et qui arriverait à mesurer en détail les évolutions depuis 2011 du travail des fondations allemandes.

Actuellement, le paysage politique tunisien est marqué principalement par la présence trois forces politiques distinctes : le parti islamiste Ennahdha qui conserve une base forte malgré l'érosion continue de son électorat, le président conservateur et non affilié Kais Saied qui conteste les institutions politiques nées après la révolution en estimant qu'elles ont trahi cette dernière, et enfin le parti Destourien libre, issu de l'ancien parti unique de Ben Ali qui serait en tête des élections selon les sondages d'opinion. Aucune de ces trois forces citées n'ont de liens avec les fondations allemandes, ce qui peut nous amener à relativiser légèrement leur rôle potentiel sur le terrain. La dirigeante du parti destourien libre s'est même récemment illustrée en contestant l'implication du National Democratic Institute, une fondation américaine, dans la formation d'assistants parlementaires et qui a estimé que le travail de ce type d'organismes représentait une ingérence et une atteinte à la souveraineté tunisienne, montrant également une contestation potentielle des acteurs internationaux sur le territoire. Un blocage institutionnel opposant les islamistes au président Saied sur le parachèvement de la cour constitutionnelle et un remaniement ministériel est également en cours sans que l'on puisse en prédire l'issue.

J'avais pour ambition au début de mon mémoire d'interroger des acteurs professionnels travaillant dans l'ensemble des fondations politiques allemandes présentes en Tunisie. Les difficultés liées au terrain de recherche ont fait que seules trois fondations sur six (Konrad-Adenauer, Friedrich-Ebert et Heinrich-Böll) sont représentées dans cette enquête. De futures recherches sur ces fondations nécessiteraient une plus grande représentativité qui permettrait éventuellement de souligner des différences plus prononcées entre les fondations. Il serait également pertinent d'interroger des partenaires alliés aux fondations allemandes et de voir leur point de vue sur les bénéfices de ces partenariats et leur perception plus générale du

rôle des acteurs internationaux en Tunisie et de leur impact sur la transition démocratique.

Bibliographie

Acharya, A. (2004). How Ideas Spread: Whose Norms Matter? Norm Localization and Institutional Change in Asian Regionalism. *International Organization*, 58(02). doi: [10.1017/S0020818304582024](https://doi.org/10.1017/S0020818304582024)

Allal, A. (2010a). Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des policy transferts à portée limitée. *Critique internationale*, n° 48(3), 97. doi: [10.3917/crri.048.0097](https://doi.org/10.3917/crri.048.0097)

Allal, A. (2010b). « Quand l'essentiel est de participer »: Sociologie politique de projets internationaux de développement au Maroc et en Tunisie. *Économie et Institutions*, (14), 95-116. doi: [10.4000/ei.199](https://doi.org/10.4000/ei.199)

Allal, A. et Geisser, V. (dir.). (2018). *Tunisie: une démocratisation au-dessus de tout soupçon?* Paris : CNRS éditions.

Barnett, M. N. et Finnemore, M. (1999). The Politics, Power, and Pathologies of International Organizations. *International Organization*, 53(4), 699-732. doi: [10.1162/002081899551048](https://doi.org/10.1162/002081899551048)

Ben Achour, S. (2011). Société civile en Tunisie : les associations entre captation autoritaire et construction de la citoyenneté . Cairn.info. Dans *Les sociétés civiles dans le monde musulman* (p. 293-312). Paris : La Découverte. Récupéré de <https://www.cairn.info/les-societes-civiles-dans-le-monde-musulman--9782707164896-p-293.htm>

Berman, S. (1997). Civil Society and the Collapse of the Weimar Republic. *World Politics*, 49(3), 401-429. doi: [10.1353/wp.1997.0008](https://doi.org/10.1353/wp.1997.0008)

Bernhard, M. (1993). Civil Society and Democratic Transition in East Central Europe. *Political Science Quarterly*, 108(2), 307. doi: [10.2307/2152014](https://doi.org/10.2307/2152014)

Bessis, S. (2015). Tunisie : les lendemains d'une révolution. *Confluences Méditerranée*, N° 94(3), 17. doi: [10.3917/come.094.0017](https://doi.org/10.3917/come.094.0017)

Bob, C. (2001). Marketing Rebellion: Insurgent Groups, International Media, and NGO Support. *International Politics*, 38(3), 311-334. doi: [10.1057/palgrave.ip.8892332](https://doi.org/10.1057/palgrave.ip.8892332)

Bouagga, Y. (2019). Passeurs de murs. Pour une socio-anthropologie des réformateurs des prisons africaines. *Politique africaine*, n°155(3), 105. doi: [10.3917/polaf.155.0105](https://doi.org/10.3917/polaf.155.0105)

Boubekeur, A. (2016). Islamists, Secularists and Old Regime Elites in Tunisia: bargained Competition. *Mediterranean Politics*, 21(1), 107-127. doi: [10.1080/13629395.2015.1081449](https://doi.org/10.1080/13629395.2015.1081449)

Brucker, M. (2007). Trans-national Actors in Democratizing States: The Case of German Political Foundations in Ukraine. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 23(2), 296-319. doi: [10.1080/13523270701317562](https://doi.org/10.1080/13523270701317562)

Bunce, V. (2003). Rethinking Recent Democratization: Lessons from the Postcommunist Experience. *World Politics*, 55(2), 167-192. doi: [10.1353/wp.2003.0010](https://doi.org/10.1353/wp.2003.0010)

Burgerman, S. D. (1998). Mobilizing Principles: The Role of Transnational Activists in Promoting Human Rights Principles. *Human Rights Quarterly*, 20(4), 905-923. doi: [10.1353/hrq.1998.0035](https://doi.org/10.1353/hrq.1998.0035)

Bush, S. S. (2015). *The Taming of Democracy Assistance: Why Democracy Promotion Does Not Confront Dictators*. Cambridge : Cambridge University Press. doi: [10.1017/CBO9781107706934](https://doi.org/10.1017/CBO9781107706934)

Bush, S. S. (2016). When and why is civil society support “made-in-America”? Delegation to non-state actors in American democracy promotion. *The Review of International Organizations*, 11(3), 361-385. doi: [10.1007/s11558-015-9234-8](https://doi.org/10.1007/s11558-015-9234-8)

Bush, S. S. et Jamal, A. A. (2015). Anti-Americanism, Authoritarian Politics, and Attitudes about Women's Representation: Evidence from a Survey Experiment in Jordan. *International Studies Quarterly*, 59(1), 34-45. doi: [10.1111/isqu.12139](https://doi.org/10.1111/isqu.12139)

Camau, M. (2002). Sociétés civiles "réelles" et téléologie de la démocratisation. *Revue internationale de politique comparée*, 9(2), 213. doi: [10.3917/ripc.092.0213](https://doi.org/10.3917/ripc.092.0213)

Carnegie, A. et Marinov, N. (2017). Foreign Aid, Human Rights, and Democracy Promotion: Evidence from a Natural Experiment: FOREIGN AID, HUMAN RIGHTS, AND DEMOCRACY PROMOTION. *American Journal of Political Science*, 61(3), 671-683. doi: [10.1111/ajps.12289](https://doi.org/10.1111/ajps.12289)

Carpenter, C., Duygulu, S., Montgomery, A. H. et Rapp, A. (2014). Explaining the Advocacy Agenda: Insights from the Human Security Network. *International Organization*, 68(2), 449-470. doi: [10.1017/S0020818313000453](https://doi.org/10.1017/S0020818313000453)

Dakowska, D. (2002). Les fondations politiques en tant qu'instrument de la politique étrangère et européenne de l'Allemagne : le cas de la Pologne entre transformations et intégration. *Politique européenne*, 5(1), 137. doi: [10.3917/poeu.005.0137](https://doi.org/10.3917/poeu.005.0137)

Dakowska, D. (2004). Les fondations politiques allemandes en Europe centrale. *Critique internationale*, 24(3), 139. doi: [10.3917/criti.024.0139](https://doi.org/10.3917/criti.024.0139)

Dakowska, D. (2006). Les fondations partisanes allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 13(4), 717. doi: [10.3917/ripc.134.0717](https://doi.org/10.3917/ripc.134.0717)

Dakowska, D. (2013). *Les fondations politiques allemandes : des courtiers de la politique étrangère*, 6.

Dakowska, D. (2014). *Le pouvoir des fondations: des acteurs de la politique étrangère allemande*. Rennes : Presses Univ. de Rennes.

- Dandashly, A. (2018). EU democracy promotion and the dominance of the security–stability nexus. *Mediterranean Politics*, 23(1), 62-82. doi: [10.1080/13629395.2017.1358900](https://doi.org/10.1080/13629395.2017.1358900)
- Deforge, Q. (2019). Une expertise internationale sans « bonnes pratiques » : soutenir la professionnalisation du travail parlementaire dans la Tunisie d’après 2011. *Critique internationale*, N° 83(2), 127. doi: [10.3917/crii.083.0127](https://doi.org/10.3917/crii.083.0127)
- Dezalay, Y. et Garth, B. (1998). Droits de l’homme et philanthropie hégémonique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121(1), 23-41. doi: [10.3406/arss.1998.3242](https://doi.org/10.3406/arss.1998.3242)
- Drif, L. (2018). Être réfugié et « volontaire » : les travailleurs invisibles des dispositifs d’aide internationale. *Critique internationale*, N° 81(4), 21. doi: [10.3917/crii.081.0021](https://doi.org/10.3917/crii.081.0021)
- Finnemore, M. et Sikkink, K. (1998). International Norm Dynamics and Political Change. *International Organization*, 52(4), 887-917. doi: [10.1162/002081898550789](https://doi.org/10.1162/002081898550789)
- Flécher, C. (2018). Les marins de commerce, des professionnels des flux internationaux très ancrés dans le national. *Critique internationale*, N° 81(4), 43. doi: [10.3917/crii.081.0043](https://doi.org/10.3917/crii.081.0043)
- Fortier, E. (2019). *Contested Politics in Tunisia: Civil Society in a Post-Authoritarian State* (1^{re} éd.). Cambridge University Press. doi: [10.1017/9781108348386](https://doi.org/10.1017/9781108348386)
- Geisser, V. et Perez, D. (2016). De la difficulté à « faire parti » dans la Tunisie post-Ben Ali. *Confluences Méditerranée*, N° 98(3), 21. doi: [10.3917/come.098.0021](https://doi.org/10.3917/come.098.0021)
- Gent, S. E., Crescenzi, M. J. C., Menninga, E. J. et Reid, L. (2015). The reputation trap of NGO accountability. *International Theory*, 7(3), 426-463. doi: [10.1017/S1752971915000159](https://doi.org/10.1017/S1752971915000159)
- Gibson, J. L. (2001). Social Networks, Civil Society, and the Prospects for Consolidating Russia’s Democratic Transition. *American Journal of Political Science*, 45(1), 51. doi: [10.2307/2669359](https://doi.org/10.2307/2669359)

- Gobe, É. (2016a). Les mobilisations professionnelles comme mobilisations politiques : les avocats tunisiens de la « révolution » à la « transition ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 211(1), 92. doi: [10.3917/arss.211.0092](https://doi.org/10.3917/arss.211.0092)
- Gobe, É. (2016b). Système électoral et révolution : la voie tunisienne. *Pouvoirs*, 156(1), 71. doi: [10.3917/pouv.156.0071](https://doi.org/10.3917/pouv.156.0071)
- Gobe, É. et Chouikha, L. (2014). La Tunisie politique en 2013 : de la bipolarisation idéologique au « consensus constitutionnel » ?1. *L'Année du Maghreb*, (11), 301-322. doi: [10.4000/anneemaghreb.2340](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2340)
- Gobe, É. et Chouikha, L. (2015). La Tunisie de la Constitution aux élections : La fin de la transition politique ? *L'Année du Maghreb*, (13), 261-282. doi: [10.4000/anneemaghreb.2602](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2602)
- Guénard, F. (2008). La promotion de la démocratie : une impasse théorique ? *Esprit*, Janvier(1), 121. doi: [10.3917/espri.0801.0121](https://doi.org/10.3917/espri.0801.0121)
- Guilhot, N. (2001). Les professionnels de la démocratie: Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139(4), 53. doi: [10.3917/arss.139.0053](https://doi.org/10.3917/arss.139.0053)
- Hartshorn, I. M. (2018). Global Labor and the Arab Uprisings: Picking Winners in Tunisia and Egypt. *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, 24(1), 119-138. doi: [10.1163/19426720-02401008](https://doi.org/10.1163/19426720-02401008)
- Hermet, G. (2011). Dynamiques et stratégies de démocratisation. *Politique étrangère*, Hiver(4), 801. doi: [10.3917/pe.114.0801](https://doi.org/10.3917/pe.114.0801)
- Heurtaux, J. (2015). Rendre intelligible « l'après » d'une « révolution »: Monde arabe (2011-2015). *Politix*, n° 112(4), 176. doi: [10.3917/pox.112.0176](https://doi.org/10.3917/pox.112.0176)

- Hibou, B. (2009). Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4bis(5), 14. doi: [10.3917/rhmc.565.0014](https://doi.org/10.3917/rhmc.565.0014)
- Hmed, C. (2016a). Au-delà de l'exception tunisienne : les failles et les risques du processus révolutionnaire. *Pouvoirs*, 156(1), 137. doi: [10.3917/pouv.156.0137](https://doi.org/10.3917/pouv.156.0137)
- Hmed, C. (2016b). «Le peuple veut la chute du régime»: Situations et issues révolutionnaires lors des occupations de la place de la Kasbah à Tunis, 2011. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 211(1), 72. doi: [10.3917/arss.211.0072](https://doi.org/10.3917/arss.211.0072)
- Holmén, H. et Jirström, M. (2009). Look Who's Talking!: Second Thoughts about NGOs as Representing Civil Society. *Journal of Asian and African Studies*, 44(4), 429-448. doi: [10.1177/0021909609105093](https://doi.org/10.1177/0021909609105093)
- Holthaus, L. (2019a). Furthering Pluralism? The German Foundations in Transitional Tunisia. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 30(6), 1284-1296. doi: [10.1007/s11266-018-00074-4](https://doi.org/10.1007/s11266-018-00074-4)
- Holthaus, L. (2019b). Is there difference in democracy promotion? A comparison of German and US democracy assistance in transitional Tunisia. *Democratization*, 26(7), 1216-1234. doi: [10.1080/13510347.2019.1618832](https://doi.org/10.1080/13510347.2019.1618832)
- Hyde, S. D. (2011). Catch Us If You Can: Election Monitoring and International Norm Diffusion: ELECTION MONITORING AND NORM DIFFUSION. *American Journal of Political Science*, 55(2), 356-369. doi: [10.1111/j.1540-5907.2011.00508.x](https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2011.00508.x)
- Ismail, M. T. et Abadi, A. M. (2017). *Stiftungen* and Political Education in Malaysia: The Role of Germany's Democracy Assistance. *Asian Survey*, 57(3), 548-570. doi: [10.1525/as.2017.57.3.548](https://doi.org/10.1525/as.2017.57.3.548)

Kaddour, S. (2014). La gouvernance des Droits de l'homme en Tunisie postrévolutionnaire : état des lieux, difficultés et opportunités. *Revue des droits de l'homme*, (6). doi: [10.4000/revdh.913](https://doi.org/10.4000/revdh.913)

Kelley, J. (2009). D-Minus Elections: The Politics and Norms of International Election Observation. *International Organization*, 63(4), 765-787. doi: [10.1017/S0020818309990117](https://doi.org/10.1017/S0020818309990117)

Khakee, A. (2017). Democracy aid or autocracy aid? Unintended effects of democracy assistance in Morocco. *The Journal of North African Studies*, 22(2), 238-258. doi: [10.1080/13629387.2017.1279971](https://doi.org/10.1080/13629387.2017.1279971)

Kubbara, O. A. (2019). International actors of democracy assistance in Egypt post 2011: German political foundations. *Review of Economics and Political Science*, ahead-of-print(ahead-of-print). doi: [10.1108/REPS-04-2019-0043](https://doi.org/10.1108/REPS-04-2019-0043)

Lecler, R., Morival, Y. et Bouagga, Y. (2018). Pour une ethnographie des professionnels de l'international. *Critique internationale*, N° 81(4), 9. doi: [10.3917/cii.081.0009](https://doi.org/10.3917/cii.081.0009)

Lewis, P. M. (1992). Political Transition and the Dilemma of Civil Society in Africa. *Journal of International Affairs*, 46(1), 31-54.

Lieckefett, M. (2012). La Haute Instance et les élections en Tunisie : du consensus au « pacte politique » ? *Confluences Méditerranée*, N°82(3), 133. doi: [10.3917/come.082.0133](https://doi.org/10.3917/come.082.0133)

Ly Netterstrøm, K. (2016). The Tunisian General Labor Union and the Advent of Democracy. *The Middle East Journal*, 70(3), 383-398. doi: [10.3751/70.3.12](https://doi.org/10.3751/70.3.12)

Marzo, P. (2019a). International democracy promoters and transitional elites: favourable conditions for successful partnership. Evidence from Tunisia's

democratization. *Cambridge Review of International Affairs*, 1-23. doi: [10.1080/09557571.2019.1636765](https://doi.org/10.1080/09557571.2019.1636765)

Marzo, P. (2019b). Supporting political debate while building patterns of trust: the role of the German political foundations in Tunisia (1989–2017). *Middle Eastern Studies*, 55(4), 621-637. doi: [10.1080/00263206.2018.1534732](https://doi.org/10.1080/00263206.2018.1534732)

Marzouki, N. (2016). La transition tunisienne : du compromis démocratique à la réconciliation forcée. *Pouvoirs*, 156(1), 83. doi: [10.3917/pouv.156.0083](https://doi.org/10.3917/pouv.156.0083)

Medvetz, T. (2009). Les think tanks aux États-Unis: L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177(1), 82. doi: [10.3917/arss.176.0082](https://doi.org/10.3917/arss.176.0082)

Medvetz, T. (2013). Les think tanks dans le champ du pouvoir étasunien. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 200(5), 44. doi: [10.3917/arss.200.0044](https://doi.org/10.3917/arss.200.0044)

Medvetz, T. (2014). *Think tanks in America*. Chicago, Ill. : Univ. of Chicago Pr.

Pellas, M. (2016). La révolte étouffée de Bahreïn . Cairn.info, 147(6), 55-55.

Pérez-Beltrán, C. et Álvarez-Ossorio, I. (2017). Civil society and social movements . JSTOR. Dans I. Szmolka (dir.), *Political Change in the Middle East and North Africa* (p. 190-209). Edinburgh University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.3366/j.ctt1pwt2rq.14>

Petiteville, F. (2016). Les organisations internationales dépolitisent-elles les relations internationales? *Gouvernement et action publique*, 3(3), 113. doi: [10.3917/gap.163.0113](https://doi.org/10.3917/gap.163.0113)

Pierobon, C. (2017). German Political Foundations in Central Asia: Promoting Democracy Through Civil Society. *European Journal of Social Sciences Education and Research*, 9(1), 80. doi: [10.26417/ejser.v9i1.p80-86](https://doi.org/10.26417/ejser.v9i1.p80-86)

Pinto-Duschinsky, M. (1991). Foreign political aid: the German political foundations and their US counterparts. *International Affairs*, 67(1), 33-63. doi: [10.2307/2621218](https://doi.org/10.2307/2621218)

Reimann, K. D. (2006). A View from the Top: International Politics, Norms and the Worldwide Growth of NGOs. *International Studies Quarterly*, 50(1), 45-68. doi: [10.1111/j.1468-2478.2006.00392.x](https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2006.00392.x)

Roccu, R. et Voltolini, B. (2018a). Framing and reframing the EU's engagement with the Mediterranean: Examining the security-stability nexus before and after the Arab uprisings. *Mediterranean Politics*, 23(1), 1-22. doi: [10.1080/13629395.2017.1358895](https://doi.org/10.1080/13629395.2017.1358895)

Roccu, R. et Voltolini, B. (2018b). Security and stability reframed, selective engagement maintained? The EU in the Mediterranean after the Arab uprisings. *Mediterranean Politics*, 23(1), 182-195. doi: [10.1080/13629395.2017.1358907](https://doi.org/10.1080/13629395.2017.1358907)

Romani, V. (2014). Transition dictatoriale en Égypte. *Relations*, (774), 30-31.

Santa-Cruz, A. (2005). Constitutional Structures, Sovereignty, and the Emergence of Norms: The Case of International Election Monitoring. *International Organization*, 59(03). doi: [10.1017/S002081830505023X](https://doi.org/10.1017/S002081830505023X)

Saunier, P.-Y. (2003). Administrer le monde ? Les fondations philanthropiques et la Public Administration aux États-Unis (1930-1960). *Revue française de science politique*, 53(2), 237. doi: [10.3917/rfsp.532.0237](https://doi.org/10.3917/rfsp.532.0237)

Schmitz, H. P. (2004). Domestic and Transnational Perspectives on Democratization. *International Studies Review*, 6(3), 403-426. doi: [10.1111/j.1521-9488.2004.00423.x](https://doi.org/10.1111/j.1521-9488.2004.00423.x)

Souley Issoufou, M. S. (2018). Une nouvelle élite dans les métiers de l'international : les expatriés africains d'Épicentre et leurs rapports professionnels avec les employés locaux. *Critique internationale*, N° 81(4), 83. doi: [10.3917/crii.081.0083](https://doi.org/10.3917/crii.081.0083)

Stepan, A. et Linz, J. J. (2013). Democratization Theory and the "Arab Spring". *Journal of Democracy*, 24(2), 15-30. doi: [10.1353/jod.2013.0032](https://doi.org/10.1353/jod.2013.0032)

- Szmolka, I. (2017). Successful and failed transitions to democracy . JSTOR. Dans I. Szmolka (dir.), *Political Change in the Middle East and North Africa* (p. 349-378). Edinburgh University Press. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.3366/j.ctt1pw2rq.21>
- Teti, A. (2011). Société civile et politiques de démocratisation au Moyen-Orient . Cairn.info. Dans *Les sociétés civiles dans le monde musulman* (p. 69-92). Paris : La Découverte. Récupéré de <https://www.cairn.info/les-societes-civiles-dans-le-monde-musulman--9782707164896-p-69.htm>
- Teti, A. (2012). The EU's First Response to the 'Arab Spring': A Critical Discourse Analysis of the *Partnership for Democracy and Shared Prosperity*. *Mediterranean Politics*, 17(3), 266-284. doi: [10.1080/13629395.2012.725297](https://doi.org/10.1080/13629395.2012.725297)
- Teti, A. (2015). Democracy Without Social Justice: Marginalization of Social and Economic Rights in EU Democracy Assistance Policy after the Arab Uprisings. *Middle East Critique*, 24(1), 9-25. doi: [10.1080/19436149.2014.1000076](https://doi.org/10.1080/19436149.2014.1000076)
- Towns, A. E. (2012). Norms and Social Hierarchies: Understanding International Policy Diffusion "From Below". *International Organization*, 66(2), 179-209. doi: [10.1017/S0020818312000045](https://doi.org/10.1017/S0020818312000045)
- van Hüllen, V. (2019). Negotiating democracy with authoritarian regimes. EU democracy promotion in North Africa. *Democratization*, 26(5), 869-888. doi: [10.1080/13510347.2019.1593377](https://doi.org/10.1080/13510347.2019.1593377)
- van Hüllen, V. et Stahn, A. (2009). Comparing EU and US Democracy Promotion in the Mediterranean and the Newly Independent States. Dans A. Magen, T. Risse et M. A. McFaul (dir.), *Promoting Democracy and the Rule of Law* (p. 118-149). London : Palgrave Macmillan UK. doi: [10.1057/9780230244528_5](https://doi.org/10.1057/9780230244528_5)

Weissenbach, K. (2010). Political party assistance in transition: the German ‘*Stiftungen*’ in sub-Saharan Africa. *Democratization*, 17(6), 1225-1249. doi: [10.1080/13510347.2010.520556](https://doi.org/10.1080/13510347.2010.520556)

Youngs, R. et Wittes, T. C. (2009). Europe, the United States, and Middle Eastern Democracy. Dans A. Magen, T. Risse et M. A. McFaul (dir.), *Promoting Democracy and the Rule of Law* (p. 93-117). London : Palgrave Macmillan UK. doi: [10.1057/9780230244528_4](https://doi.org/10.1057/9780230244528_4)

ANNEXES

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (Janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet: Les fondations politiques allemandes et la transition démocratique Tunisienne
Nom de l'étudiant: Hédi ATTIA
Programme d'études: Maîtrise en science politique
Direction de recherche: Romain LECLER

Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Raoul Graf
Président du CERPE plurifacultaire
Professeur, Département de marketing

Titre du projet: Les fondations politiques allemandes et la transition démocratique Tunisienne
Nom de l'étudiant: Hédi ATTIA
Programme d'études: Maîtrise en science politique
Direction de recherche: Romain LECLER

Objet : Modifications apportées au projet

Bonjour,

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a bien reçu votre demande de suivi continu et vous en remercie.

La présente vise à confirmer l'approbation, au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains, de l'ensemble des modifications apportées au projet.

Ces modifications concernent :

- Le recrutement des personnes

Les membres du CERPE plurifacultaire vous offrent leurs meilleurs vœux de succès pour la réalisation de votre recherche.

Cordialement,



Raoul Graf
Président du CERPE plurifacultaire
Professeur, Département de marketing

AVIS FINAL DE CONFORMITÉ

Titre du projet:	Les fondations politiques allemandes et la transition démocratique Tunisienne
Nom de l'étudiant:	Hédi ATTIA
Programme d'études:	Maîtrise en science politique
Direction de recherche:	Romain LECLER

Objet : Fin du projet

Bonjour,

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a bien reçu votre rapport éthique final et vous en remercie. Ce rapport répond de manière satisfaisante aux attentes du comité.

Merci de bien vouloir inclure une copie du présent document et de votre certificat d'approbation éthique en annexe de votre travail de recherche.

Les membres du CERPE plurifacultaire vous félicitent pour la réalisation de votre recherche et vous offrent leurs meilleurs vœux pour la suite de vos activités.

Cordialement,



Raoul Graf
Président du CERPE plurifacultaire
Professeur, Département de marketing